

Silence

N° 244
Mai 99
25 FF
150 FB
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

**Vallée
d'Aspe**
Dix ans de lutte

Nord-Sud
Caravane transnationale

OGM
Un scandale
en puissance

La bioclimatisation

Vu
de l'intérieur...

Errata

- dans le numéro de février, le responsable de la propagande nazi est Goebbels et non Goering.
- dans le numéro de mars, concernant les départs de Verts, il s'agit de la Maine-et-Loire et non de la Sarthe.
- dans le numéro d'avril, il y a une erreur de téléphone concernant une ferme à louer dans la Creuse. Nous n'avons pas gardé le courrier original, la personne qui a envoyé l'annonce peut-elle nous indiquer le bon numéro de téléphone.

Précision

Les toilettes à humus présentées en photo dans le numéro de mars sont commercialisées par *Eco Sud*, BP521, 65005 Tarbes cedex, tél : 05 62 36 99 90.

Télécopieur

Si des associations désirent nous envoyer des communiqués par télécopie, c'est

possible. Mais pour limiter cet usage aux seuls cas nécessaires, il faut nous téléphoner ou nous écrire avant pour connaître le numéro du télécopieur (qui n'est pas celui de téléphone).

Demande de renseignements

Si vous nous adressez un courrier qui demande une réponse, merci de mettre une enveloppe timbrée à votre nom pour la réponse. Cela nous fait gagner du temps et de l'argent.

Alsace
appel aux
volontaires

Si vous pouvez nous aider à tenir le stand de Silence lors de la Foire de Rouffach, du 13 au 17 mai, prenez contact avec nous (tél le jeudi de préférence au 04 78 39 55 33 ou laissez vos coordonnées sur le répondeur)

Vous avez la parole !

Dans moins de six mois, nous publierons le numéro 250 de la revue. A cette occasion, nous avons choisi de vous laisser la parole. Nous aimerions publier un numéro spécial regroupant vos contributions autour d'un thème très large : *présenter une action positive* qui donne du sens à votre vie.

Par action positive, nous entendons non pas le récit d'une lutte militante, même si son issue peut être heureuse, mais plutôt une démarche personnelle ou collective, quelque chose qui vous a aidé à vous construire, quelque chose qui vous a interpellé, qui a été source de réflexion pour vous et que vous souhaiteriez faire partager à d'autres.

Vous pouvez pour cela choisir la forme de votre choix : poésie, nouvelle, récit, photos (des originaux de préférence), BD, dessins, peinture, expression écrite, jeu, petites phrases, coupure de presse... du moment que cela peut être publié.

Vous pouvez évidemment envoyer plusieurs témoignages, sous des formes différentes. De même, ces expressions diverses peuvent être de votre plume ou vous pouvez les avoir trouvées ailleurs. Lorsque vous nous écrivez, précisez-nous bien l'origine de l'envoi, car lorsqu'il s'agit de textes ou d'illustrations d'autrui, nous devons obtenir les autorisations de publication des ayants-droit.

Enfin, pour distinguer dans le courrier, ce qui est destiné à une publication immédiate et ce qui est à réserver à ce numéro spécial, nous vous demandons de mettre sur l'enveloppe «Silence n°250». Nous espérons que symboliquement nous pourrions présenter 250 de vos envois pour symboliser les 250 numéros parus. Pour le moment, nous en sommes loin ! Nous en sommes à une trentaine d'envois de votre part. Nous prendrons la décision fin juin de savoir si nous maintenons ou non cette idée car pour le moment, on est loin d'avoir le nécessaire à la réalisation d'un numéro. Vous ne vivez donc rien de positif ? Y a pas une petite phrase qui vous stimule ? Vous n'avez rien envie de partager avec les autres lecteurs ?

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumengo, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve
d'en indiquer la source et le nom des auteurs
(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1er trimestre 1999

Tirage : 5200 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda Vices-
présidentes Sylviane Poulenard, Madeleine
Nutchey Trésorière : Myriam Cognard Vice-
trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel
Jarrou Gestion et abonnements : Michel Jarrou
Maquette et publicité : Hervé Carrier Stands salons
et fêtes : Raynald Rasse Rédaction : Michel
Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm,
Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard,
Dominique Zanda Conseillers scientifiques : Roger
Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald,
Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho,
Dédé, Lasserpe, Ièbre, Mahlen, Mutio, Alexis
Nouaillet, Thirtet, Vèesse Iconographie :
Madeleine Nutchey Correcteurs : Chantal
Grosmolard, Raymond Vignal Expédition :
Christiane Chapon, Claude Crotet, David
Devidal, Vincent Martin, Olivier Montmagnon,
Bernard Parez, Christian Rony, Xavier Sérédine,
Myriam Travostino, Suzanne Vignal
Correspondants : Georges David, José Oria,
Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce
numéro : Claude Aubert, COTA, CRA-Terre, Matt
et Gwen Cressman, Fernand Karagianis, MD
Narjundaswamy, Tandem, Maxime Tassin,
Terre Vivante, Ver Vert.

Venez nous voir !

N°245 - Juin

Comité de clôture des articles
samedi 24 avril à 14 h
(clôture brèves : vendredi 30 avril à 12 h)

Expédition
vendredi 14 mai à 18 h

N°246-247 - Eté

Comité de clôture des articles
samedi 22 mai à 14 h
(clôture brèves : vendredi 28 mai à 12 h)

Expédition
vendredi 11 juin à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie
par des bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance, vous êtes invitées
aux expéditions. Celles-ci sont suivies
d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement p 39

4 Dossier : LA BIOCLIMATISATION
qu'est-ce que c'est ?

de Madeleine Nutchey

- Paramètres à prendre en compte pour une bioconstruction
- Quelques exemples d'isolants et choix possibles
- Comment, vous n'avez pas encore la clim ?

de Claude Aubert

- En pratique, que faire ?

de Madeleine Nutchey

- Soleil complice
- Carnet d'adresses

12 Alternatives

- De nouvelles natures à cultiver ensemble
- Compost en appartement
- Salons, fêtes, foires ...

14 Politique

- Allemagne : déclin ou déchéance des Grünen

15 Politique :
L'Etat irresponsable

d'Alain-Claude Galtié

16 Paix

- Kosovo : ajouter la guerre à la guerre ?

17 Femmes

- Nord : la Touisa

18 Nord-Sud

- Paris : échangeons le monde !
- Pas de Max Havelaar en grande surface !

19 Santé

- Amiante : course de lenteur
- Transgéniques

20 OGM :
Un scandale en puissance !

de Matt et Gwen Cressman

22 Energies

- Lampes économiques : blocages

23 Annonces

Nucléaire

- Les morts des mines d'uranium

24 Nord-Sud :
Caravane Transnationale

du Professeur M.D. Narjundaswamy

28 Environnement

- Ardennes : pollution au plomb
- Oies : en finir avec le gavage
- Pays-Basque : contre l'autoroute

29 Société

30 Vallée d'Aspe :
Dix ans de lutte

de Michel Bernard

36 Livres

38 Courrier

Les informations contenues dans ce numéro
ont été arrêtées au 2 avril 1999.

Nu inventif



Contrairement aux animaux à plumages, pelages, carapaces, l'être humain est nu. Il n'a pu survivre qu'en cherchant des moyens de se protéger du froid, du vent, de la pluie ou du soleil d'été. Il a volé la peau de l'ours, mais outre l'habit il lui fallait l'habitation. Il a investi les cavernes.

Sans parler de la qualité de la décoration style rupestre, il faut reconnaître qu'une grotte, côté confort, ce n'est pas mal, car l'épaisseur du rocher garantit une température d'une belle constance. Mais c'est souvent humide... C'est alors que notre ancêtre a découvert que le feu utilisé devant la grotte en barbecue pouvait certes rôtir le bison mais que, utilisé dedans, il la chauffait et la séchait. Il avait inventé la clim paléolithique.

La climatisation a-t-elle, depuis, fait quelques progrès ? En gros, c'est toujours une méthode pour se sentir mieux chez soi... Et la BIOclimatisation ?

Là, tout change.

En accolant un petit bio à une notion connue, l'on se met à tenir compte de la manière d'arriver à la fin et, mine de rien, on prend conscience d'un environnement qui ne s'arrête pas à nos quatre murs. Avec tous les êtres vivants, nous sommes logés à la même planète. Aucun des gestes dictés par notre anthropocentrique confort n'est innocent.

Le confort est une sensation. Mais pour «se sentir bien» il faut, aussi vivre en accord intime avec les idées que l'on défend. Chaleur humaine et rayonnement personnel seraient-ils des formes de bioclimatisation ?

Difficile en 1999 de trouver encore une bonne grotte à louer. Mais entre cette option un peu vieillotte et le pavillon tout électrique climatisé EDF, il existe de meilleures solutions pour dorloter notre nudité primitive.

Madeleine Nuchey ■

La bioclimatisation,

Maxime Tassin est architecte à Grenoble, plus précisément : éco-architecte. Il déplore d'ailleurs que nombre de ceux qui se proclament défenseurs de l'écologie ne la pratiquent que dans un seul domaine :

gie de l'habitat etc. Gardons tout de même ici "bioclimatisation" pour parler de cette science de la maison qui s'occupe simultanément du bien-être de ses habitants et de son impact sur l'environnement.

Notre habitat, en terme de modernité, notre maison, plus simplement, bref l'endroit où nous vivons, a besoin d'être isolé des conditions climatiques extrêmes. Mais il ne faut pas le faire n'importe comment...

ou bien protection de la faune et de la flore, ou bien économies d'énergie, ou bien agriculture bio, ou bien méthodes naturelles de santé. Il voudrait que chacun s'efforce à une certaine cohérence, pour soi-même et pour être crédible. Car les détracteurs ont beau jeu quand ils voient une élue écologiste roulant en BMW et seule à bord, par exemple...

La maison peut être un lieu de cohérence appliquée

Mais au fait : la bioclimatisation, qu'est-ce au juste ? Maxime Tassin nous renvoie la question. Il explique qu'il y a profusion de dénominations en la matière, bio-construction, écobio-

Le confort intérieur dépend tout à la fois de la température de l'air, de son humidité, de l'ionisation, de la teneur en oxygène et de la température des parois. Selon les saisons et les conditions climatiques, il faut un apport de chauffage ou un moyen de rafraîchir. Mais pour le faire dans des conditions respectant ce qui nous entoure, personnes et nature, il faut prendre en compte tenants et aboutissants (on sait que l'on a cru bien faire il y a deux ou trois décennies en floquant de l'amiante sur les tuyauteries de chauffage et en bourrant les greniers de laine de verre, et on avait tout faux...).

qu'est-ce que c'est ?

Donc il ne faut plus étudier les seules performances thermiques pour climatiser, mais aussi les risques pouvant apparaître à long terme dans l'habitation, ceux qui peuvent menacer les ouvriers en cours de fabrication, les rejets polluants dus aux matières employées etc.

Le bilan énergétique n'est plus à calculer en considérant seulement l'énergie dépensée pendant le fonctionnement d'un système mais en comptant ce qu'il a fallu dépenser pour la fabrication ou pour le transport des matières et appareils, et en évaluant, aussi, les possibilités de leur recyclage ultérieur. Alors l'on pourra faire un choix satisfaisant.

Prendre en compte tant de paramètres est complexe. "En France surtout dit Maxime Tassin, où l'on manque de données car nous avons pris un retard considérable. En Allemagne, il existe la revue *Öko-Test* où l'on trouve des études comparatives très bien faites sur tous les matériaux, produits, équipements. Il faut traduire des documents qui ne sont publiés qu'en anglais ou allemand et chercher les fournisseurs" (voir liste d'adresses en fin de dossier).

**Bois (page précédente)
et terre (ci-dessous) :
deux éléments d'une bonne
bioclimatisation**



Dans un impressionnant dossier qu'il a élaboré en collaboration avec l'AGEDEN, association grenobloise pour l'étude et le développement des énergies nouvelles, et Jean-François Noblet (Méthode d'Eco-architecture), tout est dit pour qui veut construire en respectant l'environnement. Ici, les choix se font en fonction de nouveaux critères (consommation de matières et d'énergie à tous les niveaux, toxicité de certains matériaux et produits de fabrication, déchets induits), c'est-à-dire selon l'écobilan de tout ce qui sera employé.

Ainsi, quand on souhaite s'installer, l'une des premières questions à se poser peut être celle-ci : l'endroit est idyllique mais ma maison, ici, ne sera-t-elle pas trop loin de tout ? Le rêve écolo c'est bien sûr de vivre près de la nature, mais quand on a un emploi et des enfants scolarisés, si le coin n'est pas desservi par les transports publics, les trajets journaliers en voiture, par la consommation et la pollution engendrées, auront vite annulé les avantages du projet.

Après le choix du lieu vient celui de l'emplacement même de la construction (privilégier le côté sud) et de l'intégration au site. Ensuite, il faut penser au gros œuvre. Selon le type des murs, une maison sera facile ou non à climatiser. Quand on ne se préoccupait pas d'écologie, les seuls critères de choix pour construire étaient, outre les goûts personnels, la pérennité et le prix. Mais l'on dispose aujourd'hui de bonnes données pour pouvoir choisir écologiquement. Pour une maison sainement climatisée, on peut opter pour des murs en terre crue, en brique ou bien la pierre locale, le bois (les différentes techniques seront présentées plus loin).

Le béton, sauf pour les dalles, est à rejeter. Bien que conférant une assez bonne inertie thermique aux bâtiments, il a de gros inconvénients : beaucoup d'énergie nécessaire à la production, rejets des fumées des cimenteries (on incorpore des déchets polluants au ciment, huiles usagées, vieux pneus, déblais de mines d'uranium).

Le toit est évidemment un élément primordial de la climatisation, les déperditions de chaleur se faisant par le haut en hiver et le soleil caniculaire le surchauffant l'été. Une bonne couverture réduira l'isolation nécessaire. La tuile de terre cuite est recommandée, les ardoises naturelles aussi, à choisir

Le confort thermohygrométrique

Les principaux paramètres physiques qui déterminent le confort sont la température et l'humidité relative. C'est pour cela qu'on parle du confort thermohygrométrique. Tous les êtres humains étant différents, deux individus peuvent ressentir différemment une même ambiance. Toutefois à partir de réalités physiologiques moyennes, il est possible de délimiter une zone de confort thermohygrométrique (ZCT) valable pour un individu moyen, vêtu d'une tenue d'été, au repos ou engagé dans une activité sédentaire. Dans de telles conditions, le confort thermohygrométrique est obtenu entre 20 et 27°C pour une humidité relative comprise entre 20 et 80 %.

Ces limites ne sont pas des frontières bien tranchées car, d'une part, elles sont établies pour un individu moyen et d'autre part la transition d'une impression de confort à une impression d'inconfort est progressive. En cas de ventilation, les limites de températures et d'humidité relative sont repoussées vers des valeurs plus élevées.

Aspects psychologiques

La notion de confort est très subjective. Elle est influencée par ce que perçoivent les sens. Ainsi, le bruit d'un ruissellement et une odeur de jasmin donnent une impression de fraîcheur.

Influence de la végétation

La végétation fait partie des éléments que le concepteur bioclimaticien peut utiliser. L'ombre d'un arbre projetée au sol ou sur une construction, protège du rayonnement solaire. La photosynthèse ou l'évapotranspiration d'un feuillage réduit la température de l'air. Arbres et arbustes peuvent être utilisés pour réaliser des écrans afin de dévier ou de canaliser le vent pour protéger un édifice ou le ventiler. Ainsi, judicieusement ordonnée aux abords d'un édifice, la végétation contribue à définir le climat qui règne à l'intérieur de celui-ci.

(extrait de *La bioclimatisation*, Stulz R., Mukerji K. et Klein M, Echos du COTA, 1er trimestre 1997)

selon la région et la proximité des lieux de production. Les toitures végétalisées qui s'intègrent parfaitement au paysage sont certes encore préférables, mais exigent un toit à faible pente et une charpente très renforcée. A refuser : les couvertures à base de bitume, très polluant.

Les ouvertures ? Privilégier les menuiseries extérieures en bois, à traiter avec des produits non-toxiques. Le double vitrage est indispensable, le triple vitrage n'est utile qu'en montagne. On peut pousser la perfection jusqu'aux vitrages pariétodynamiques (avec circulation d'air) intéressants par l'économie de chauffage mais chers.

Les isolants ? Très importants pour climatiser, ils sont maintenant assez nombreux mais il est encore difficile de se procurer les plus intéressants écologiquement, du moins en France. Si vous avez besoin d'un isolant, mieux vaut vous référer aux tableaux comparatifs, les caractéristiques de chacun seraient fastidieuses à énumérer ici. Pour les non-initiés, précisons que, sur les emballages, le coefficient d'isolation thermique symbolisé par le signe λ (lambda) ou par un R indique le pouvoir d'un matériau de s'opposer à la transmission de la chaleur. Quant à l'inertie thermique, c'est la propriété d'un matériau d'accumuler de la chaleur dans sa masse, les deux vertus se complétant.

N'oublions pas la climatisation naturelle : ouvertures judicieuses, effet casquette

● Orientation du bâtiment

Le soleil, le vent, la topographie et la végétation sont à prendre en compte au moment de la conception, pour choisir l'orientation la mieux adaptée. En orientant la longueur d'un édifice dans la direction est-ouest, le concepteur limite l'échauffement des murs frappés par le rayonnement solaire. En orientant la longueur d'un édifice face au vent qui domine lorsque les conditions de chaleur ou d'humidité sont les plus pénibles, le concepteur profite au mieux de la ventilation naturelle.

Lorsque ces deux recommandations ne coïncident pas, il faut faire un compromis en donnant priorité à la première car le vent peut, dans une certaine mesure, être dirigé par des éléments d'architecture ou par des rideaux d'arbres. Il peut être utile de prendre en compte la présence d'arbres et des ombres qu'ils projettent pour décider de l'orientation d'un édifice.

(auvent abritant des rayons zénithaux en été), implantation dans le terrain (orientation, talus protecteurs) alliée à une végétation à utiliser intelligemment.

Une climatisation écologique signifie aussi meilleure santé des habitants. Maxime Tassin le dit fort bien dans *Öikos Logos* (1) dont voici un extrait ...

"Depuis quelques dizaines d'années, la civilisation occidentale se trouve confrontée à des problèmes de santé de types nouveaux, aussi bien dans les habitations que sur les lieux de travail ; les bâtiments,

Paramètres à prendre en compte pour une bioconstruction

● Forme du bâtiment

La quantité de chaleur échangée (absorbée ou restituée) est liée à la surface de l'enveloppe. Un faible rapport surface/volume limite les échanges thermiques avec l'environnement (en chaud comme en froid).

● Dimension des ouvertures

De grandes ouvertures permettent de profiter au maximum du moindre courant d'air. Ceci est intéressant si les variations de température dans une journée sont faibles (dans le Sud de l'Europe, en Afrique). Par contre, si les variations sont importantes, on peut vouloir limiter l'entrée de la chaleur et profiter de l'inertie thermique du bâtiment. L'aération nocturne peut avoir à être limité si les nuits sont trop froides (montagne).

(extrait de *La bioclimatisation*, Stulz R., Mukerji K. et Klein M, Echos du COTA, 1er trimestre 1997)

comme ils le furent à la fin du XIXe siècle, sont à nouveau montrés du doigt et, de ce fait, de nombreuses investigations ont été menées. Certaines recherches ont rassemblé un nombre impressionnant de présomptions et, plus récemment des pays d'Europe du Nord sont arrivés à des preuves... que les Français ne s'empres- sent pas de traduire : dormez tranquilles. La nomenclature des thèmes de recherche est très vaste, les titres et les dénominations varient d'un organisme à l'autre, voire d'un chercheur à l'autre ; en voici quelques-uns parmi les plus courants : syndrome des bâtiments malsains, effets sur la santé des fibres artificielles dans l'air, des composants organiques volatils, des rayonnements non ionisants, des faibles doses de radioactivité, des remontées de radon, de la perturbation des champs magnétiques naturels ; géobiologie ; construction saine, bio-construction ; écobiologie de l'habitat ou encore médecine de l'habitat, voire, pourquoi pas domo-thérapie.

Les milieux du bâtiment concernés par la santé et les milieux de santé préoccupés par l'impact des bâtiments ont changé d'adversaire : le stress, les baisses de vitalité, les perturbations du sommeil, l'irritabilité, les allergies, d'autres maladies plus inquiétantes d'intoxication lente ou d'atteinte au système nerveux ont pris la



(1) Maxime Tassin "Öikos logos : quand écologie signifie science de la maison", *Isère Nature*, février 1996.

place sinistre de la tuberculose... et la tuberculose se profile à nouveau avec des caractéristiques nouvelles, dans le sillage du Sida et plus résistante aux traitements antibiotiques : le bacille de Koch est de retour (à nouveau) pour tous.

La panoplie du petit constructeur sain existe : si elle est mal connue des professionnels hexagonaux, elle n'en offre pas moins à ceux qui sont attentifs (et un peu pionniers) des alternatives fiables :

- architecture saine,
- blindage et mise à la terre spéciaux,
- enterrements des réseaux sous tension,
- repérages et élimination du marché de certains matériaux pour cause de toxicité, radio-toxicité, dégagement de fibres ou propagation de champignons, bacilles ou virus ;
- éco-taxes, éco-labels, éco-bilans ;
- choix de matériaux non-toxiques et non polluants et de produits naturels ;
- ionisation négative de l'air,
- Feng-Shui pour ceux que l'Orient n'effraie pas trop" (2).

Nous en avons trouvé de bons conseils également dans "Echos du COTA" (3) :

(2) Etude de l'orientation des objets dans la maison et de leur influence sur la santé.

(3) Echos du COTA, La bioclimatisation de Stulz R., Mukerji K. et Klein M., 1er trimestre 1999. Le COTA est le collectif d'échanges pour la technologie appropriée, rue de la Sablonnière, 18, B 1000 Bruxelles, tél : 00 32 2 218 18 96.



Quelques exemples d'isolants et choix possibles

Dans l'étude "Méthode d'Eco-architecture", les auteurs distinguent comme critères à prendre en compte l'impact sur la nature, les contraintes de l'architecture, les choix thermiques, et les conséquences possibles sur la santé.

Dans le cas des isolants, cela donne ceci :

● Panneaux de liège expansé

Avantages : c'est une matière naturelle issue de l'arboriculture et réutilisable. Ils nécessitent peu d'énergie à la production. Ils peuvent être utilisés pour isoler par l'extérieur car ils sont imputrescibles. Ils constituent un excellent isolant acoustique. Ils sont assez bons au niveau thermique ($\lambda = 0,045$ à $0,055$ W/m°C). Il est non-toxique, même en cas d'incendie.

Inconvénients : il n'est pas disponible sur place (il provient d'Espagne, du Portugal, de Corse). Il est disponible en quantité limitée. Il est faiblement résistant au feu (M3) ce qui nécessite des protections particulières. Il a un coût relativement élevé. Lors de sa fabrication, il y a des émissions de phényles. Il peut y avoir des problèmes d'émissions de formaldéhyde si les panneaux sont renforcés aux colles urée-formol.

Conseils : le liège expansé est un isolant recommandable. Eviter les panneaux de liège expansé, renforcés aux colles urée-formol ou bitumés.

● Panneaux de fibres de bois

Avantages : ils sont produits à base de rebuts de l'industrie du bois. Ils sont disponibles en quantité suffisante, réutilisable et biodégradable. Ils sont isolants pour les bruits de choc. Ils ont un assez bon niveau thermique ($\lambda = 0,045$ à $0,06$). Ils ne dégagent ni fibres, ni composants organiques volatils (COV) dangereux, même en cas d'incendie.

Inconvénients : nécessitent une forte consommation d'énergie à la fabrication, peu résistant au feu (M3), absorbent l'humidité ambiante ce qui en diminue le pouvoir isolant. Dégage de la poussière de résineux à la fabrication.

Conseils : les panneaux de fibres de bois sont recommandables sauf à l'intérieur des locaux habités s'ils sont imprégnés de bitume.

● Panneaux de fibragglos

Avantages : ils utilisent des rebuts de l'industrie du bois. Ils ont une bonne résistance au feu (M0 ou M1). Ils sont résistants à l'humidité. Ils ne dégagent pas de fibres dangereuses.

Inconvénients : ils ont un niveau thermique moyen ($\lambda = 0,08$ à $0,16$). Certains additifs peuvent dégager des COV toxiques.

Conseils : ces panneaux sont recommandables en choisissant de préférence les panneaux liés au ciment de magnésium ou au plâtre naturel.

● Panneaux de verre cellulaire

Avantages : matière première sans problème de recyclage (silice), excellent classe-

ment au feu (M0), résistante thermique moyenne ($\lambda = 0,054$) mais constante dans le temps. Expansés à chaud donc sans usage de gaz comme les CFC destructeur de la couche d'ozone.

Inconvénients : forte consommation d'énergie à la fabrication. Nécessite un adhésif potentiellement toxique, dégagement faible de gaz sulfureux, matériau trop étanche à la vapeur d'eau.

Conseils : peut être utilisé en isolant en choisissant un adhésif non toxique.

● Panneaux de polystyrène expansé

Avantages : ils sont actuellement très bon marché. Ils sont très isolants thermiquement ($\lambda = 0,03$ à $0,04$).

Inconvénients : élimination problématique, résiste mal à l'humidité, dégagements dangereux en cas d'incendie.

Conseils : à éviter.

● Granules

Avantages : ils permettent de remplir des cavités en s'adaptant à la forme. Ils ne nécessitent pas de liant qui est souvent un facteur de pollution.

Inconvénients : difficiles à mettre en œuvre en sous-face des toitures.

Conseils : intéressants pour remplir des cavités.

● Granulés de liège

Avantages : matière naturelle facile à réintégrer, nécessite peu d'énergie à la production, coût abordable, poids très faible, pouvoir thermique intéressant ($\lambda = 0,042$), pas de dégagements nocifs.

Inconvénients : résistance au feu médiocre (M4).

Conseils : très recommandable à condition d'être protégé du feu.

● Flocons de cellulose de bois traités au sel de bore

Avantages : produits à partir du recyclage de journaux et d'une matière naturelle (le bore), exigent très peu d'énergie à la production, faible coût, pouvoir thermique intéressant ($\lambda = 0,038$), ne dégagent pas de gaz toxiques ni de poussières, électrostatiquement neutre.

Inconvénient : le sel de bore provient des Etats-Unis ou de la Turquie, résistance au feu moyenne (M3).

Conseils : très recommandables mais leur utilisation reste soumise aux avis techniques.

● Granulés ligno-celluliques stabilisés au silicate de calcium

Avantages : matière première renouvelable et naturelle, permet de recycler un déchet de l'industrie du bois, utilisation en vrac ou pour les bétons, isolants phoniques, bon marché, stabilisés sans produits de synthèse.

Inconvénients : pouvoir thermique moyen ($\lambda = 0,07$), peuvent contenir des insecticides et des fongicides toxiques.

Conseils : recommandables.

"En choisissant le lieu d'implantation de sa maison et en aménageant ses abords (couverture du sol, végétation, construction d'annexes), un propriétaire pose des actes qui, eux aussi, influencent la qualité du confort thermique.

Or la qualité de ce confort à l'intérieur d'un bâtiment 'moderne' est souvent très inférieure à celle obtenue à l'extérieur sous un arbre (pays chauds).

N'est-ce pas un comble ? Cette situation est due à des erreurs de conception et/ou l'absence d'aménagements extérieurs bien pensés.

La bioclimatisation consiste à créer un microclimat intérieur plus confortable que le climat extérieur, grâce à une conception intelligente du bâtiment et de ses abords. La conception doit tirer profit des atouts du milieu (climat, topographie) et des propriétés thermiques des matériaux. Une climatisation artificielle (ventilateur, climatiseur) peut éventuellement être utilisée en appoint. Sa puissance est alors nettement inférieure à celle requise pour climatiser un bâtiment mal conçu.

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel :

- de comprendre les phénomènes qui régissent le fonctionnement thermique des matériaux ;

- de comprendre de quoi dépend le confort, de connaître le climat local ;

Le fonctionnement bioclimatique des architectures traditionnelles est souvent performant. L'incorporation de nouveaux matériaux, en général moins astreignant en entretien, et plus attirant par la modernité qu'ils représentent, sacrifie, cependant, la qualité du confort. En effet, les modifications architecturales qui découlent de leur utilisation et leurs propriétés thermiques différentes, perturbent les mécanismes de régulation.

L'attitude constructive idéale consiste à rechercher de nouvelles solutions techniques et architecturales, d'une part pour incorporer les nouveaux matériaux plus durables sans sacrifier le confort, et d'autre part pour améliorer la durabilité des matériaux traditionnels".

Madeleine Nutchey ■



A lire :
Vivre au naturel
 La maison
 écologique
 de David Pearson
 Ed. Flammarion

● Vermiculite

Avantages : matière minérale naturelle (mica) en quantité suffisante, utilisable en vrac ou pour les bétons, excellente résistance au feu (M0), thermique moyen ($\lambda = 0,06$), ne dégage ni COV ni radioactivité, pas de développement de micro-organismes, imputrescible.

Inconvénients : matière première de provenance lointaine (USA, Russie, Afrique du Sud), très léger, nécessite une couche de liant, énergie importante nécessaire lors de l'expansion.

Conseils : elle est recommandable en évitant les paillettes bitumées ou siliconées.

● Perlite expansé

Avantages : matière première naturelle (silicate d'alumine d'origine volcanique), utilisable en vrac ou en composant du béton, bonne résistance au feu (M1), niveau thermique moyen ($\lambda = 0,055$), favorise la respiration des lieux, sans additifs chimiques ou bitumeux.

Inconvénients : idem Vermiculite.

Conseils : très recommandable.



● Argile expansée en billes

Avantages : matière naturelle non limitée, facile à réintégrer aux cycles écologiques, utilisable en vrac ou dans les bétons, excellent classement au feu (M0), ne dégage ni COV, ni fibres, ni radioactivité, expansé à la chaleur (sans HCFC).

Inconvénients : consommation d'énergie nécessaire à la kilindrisation, thermique médiocre ($\lambda = 0,10$).

Conseils : recommandables à la réserve près de l'énergie nécessaire à la fabrication.

● Particules de chanvre stabilisées

Avantages : matière végétale traditionnelle recyclable, sans problème de traitement des déchets. Offre de nouveaux débouchés à l'agriculture. Utilisable en vrac ou en composant du béton. Thermique moyen ($\lambda = 0,06$ à $0,12$), non-toxique, sans fibres dangereuses.

Inconvénients : pas toujours imputrescibles en vrac, peuvent être mangés par les rongeurs.

Conseils : utilisable en tant que composants des bétons isolants.

● Laines minérales

Avantages : matière première en quantités suffisantes, possibilité de recycler les déchets en granulats de chantier, facilité et multiplicité des utilisations, bon marché, résistance aux moisissures, résistance au feu (M0 ou M1), pouvoir thermique intéressant ($\lambda = 0,035$ à $0,04$).

Inconvénients : dépense énergétique à la production, mauvaise résistance à l'humidité (perte des qualités thermiques), dégagement de fibres susceptibles d'induire des fibroses (classées cancérigènes en Allemagne), dégagements importants de formaldéhyde dus aux résines urée-formol, dégagement d'ammoniaque et de phénols, certaines laines dégagent des faibles doses de radioactivité.

Conseils : les laines minérales sont peu recommandables. Les utiliser uniquement sans colle urée-formol, avec une étanchéité à l'humidité et à l'émission de fibres dangereuses. Prendre des précautions (masques, gants, vêtements) lors de la pose et de la dépose des laines.

● Laine de verre

Avantages : peuvent être produites à partir de verre recyclé.

Inconvénients : conduisent et amplifient les champs électromagnétiques.

Conseils : à éviter surtout si elles contiennent des colles urée-formol.

● Laine de roche

Avantages : excellente résistance au feu

Conseils : à éviter ; fabrication et pose dangereuses.

● Laines animales et végétales

Avantages : matières premières renouvelables, naturelles, sans problèmes de traitement des déchets. Absence de dégagements toxiques.

Inconvénients : classement au feu médiocre. **Conseils :** les laines végétales sont recommandables à condition d'en assurer la protection au feu.

● Laines de coco

Avantages : permettent de recycler un déchet de l'industrie agro-alimentaire. Imputrescibles. Pouvoir thermique intéressant ($\lambda = 0,047$).

Inconvénients : très mauvaise résistance au feu (M4).

Conseils : elle est intéressante en isolation à condition d'assurer la protection au feu.

● Laines de mouton

Avantages : présentées en vrac, en rouleaux et en panneaux denses (isolation phonique), relativement bon marché en rouleaux, pouvoir thermique très intéressant ($\lambda = 0,031$ à $0,037$).

Inconvénients : approvisionnement limité, isolant commercialisé en France depuis peu (plusieurs fournisseurs en Allemagne), nécessitent un insecticide (en plus du sel de bore employé généralement dans les laines végétales).

Conseils : la laine de mouton est un bon isolant à prescrire de préférence aux laines minérales.


● Fibres de coton, de lin

Avantages : idem laines de mouton, pouvoir thermique intéressant ($\lambda = 0,04$).

Inconvénients : isolants peu commercialisés en France.

Conseils : bons isolants préférables aux laines minérales.

Comment, vous n'avez pas encore la clim ?



Dans dix ans, tout le monde aura la climatisation. C'est EDF qui vous le dit, ça doit donc être vrai. Si vous en doutez, sachez que "symbole de progrès et d'un nouveau style

Pourquoi cet engouement pour la "clim" dont on s'est fort bien passé jusqu'à présent ? Parce que le réchauffement de la planète rend les températures estivales insupportables ? Certainement pas : ce réchauffement, s'il est indiscutable, est de moins de 1°C sur dix ans. Parce qu'en matière d'habitat, les immeubles modernes deviennent des fours en été ? L'argument est plus sérieux, mais il ne concerne, fort heureusement, qu'un nombre limité de logements. Les vraies explications sont ailleurs. Avoir la "clim", c'est être de son temps. Les fabricants de climatiseurs et de voitures, quant à eux, font ce qu'ils peu-

climatisation pour la santé sont nombreux et bien connus :

- risque de développement des bactéries pathogènes lorsque les installations sont mal entretenues. Les cas de légionellose (dont plusieurs mortels) observés à Paris pendant le Mondial ont été attribués à la climatisation. Une étude récente de l'INSERM a montré que les affections pulmonaires sont nettement plus élevées dans les immeubles climatisés que dans ceux qui ne le sont pas.

- risque de refroidissement lorsqu'on pénètre en sueur dans un local climatisé : chacun a pu en faire l'expérience. Sans parler de la désagréable sensation de froid ressentie à ce moment. Il est vrai que, sortant d'une voiture climatisée pour s'engouffrer dans un immeuble climatisé, pourquoi serait-on en sueur ?

- choc thermique lorsque l'on se retrouve dehors par 35°C alors qu'il fait 10°C de moins à l'intérieur.

Je mets au défi EDF de trouver une étude épidémiologique qui démontre que la climatisation est, comme elle l'affirme, "un facteur de bonne santé". Sauf, évidemment sous des climats extrêmes.

- Economies : combien coûte la climatisation ? EDF et les fabricants sont, sur ce point, d'une étonnante discrétion. Ils nous donnent, bien entendu les prix des appareils, mais pas un mot sur la consommation. EDF insiste sur son tarif "tempo" et donne des conseils "pour réaliser des économies tout en profitant du confort de la climatisation". Les fabricants, eux, mettent en avant les économies de chauffage réalisées lorsqu'on dispose d'un climatiseur réversible. Soit, mais combien cela consomme en moyenne par an ? Mystère. aucun chiffre, ni dans la pub EDF ni dans celle des fabricants.

Quant à l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, elle n'a jamais fait de campagne de mesure dans l'habitat. Elle en a fait, par contre, sur la climatisation des voitures. Les résultats sont instructifs : consommation et rejets de polluants augmentent de 20 à plus de 50% ! Alors si l'an prochain vous n'avez toujours pas la "clim", ni dans votre maison, ni dans votre voiture, rassurez-vous : c'est vous qui avez raison.

Claude Aubert ■

Article repris des "Quatre saisons du jardinage", BP20, 38711 Mens cedex.

Soyez moderne, branchez-vous sur la climatisation ! C'est le nouveau credo d'EDF, qui visiblement a de l'électricité à ne savoir qu'en faire. A l'aide d'arguments pas très convaincants.

Et à coup sûr, loin du bon sens.

de vie, la climatisation est l'expression du bien-être au quotidien. Personne ne pourra bientôt s'en passer...". C'est encore EDF qui le dit. Et si vous vous posez des questions sur les effets possibles sur votre santé, rassurez-vous : "plus qu'un simple élément de confort, la climatisation, qui évite les efforts cardio-vasculaires et l'adaptation aux températures excessives, est un facteur de santé. Elle est particulièrement recommandée pour le bien-être des enfants, des femmes enceintes et des personnes âgées". Toujours selon EDF.

Ça coûte cher ? Détrompez-vous : la climatisation vous permet de faire des économies de chauffage en hiver. Dixit EDF, évidemment.

La clim, source de confort ?

Confort, modernité, bien-être, nouveauté, santé, économies : aucun argument ne manque à l'appel. Si avec ça, vous ne vous équipez pas pour l'été prochain, c'est à désespérer...

Chacun a pu remarquer les campagnes de publicité pour la climatisation faites par EDF et par les fabricants de climatiseurs. L'industrie automobile n'est pas en reste : la "clim" est devenue l'argument de vente principal pour la plupart des conducteurs. Argument efficace, puisque 50 % des voitures vendues en France au premier semestre 1998 étaient climatisées.

vent pour augmenter leur chiffre d'affaires, ce qui se comprend. Mais EDF ? Alors que l'on parle de plus en plus d'économies d'énergie et qu'il s'agit d'une entreprise publique, comment peut-elle promouvoir des équipements gros consommateurs d'électricité ?

L'explication est simple. Alors que l'on peut facilement arrêter une centrale thermique lorsque la demande d'électricité baisse, arrêter une centrale nucléaire puis la faire redémarrer sont des opérations longues et coûteuses. Or, c'est en été que la demande d'électricité est la plus faible : les journées sont longues, les chauffages sont arrêtés, de nombreuses entreprises sont fermées en août. Mais les centrales nucléaires continuent à produire. D'où l'intérêt d'augmenter la demande par tous les moyens pendant cette période. La climatisation est le moyen rêvé.

Un gouffre d'énergie

Mais reprenons l'argumentation d'EDF.

- Agrément et confort : dans les immeubles mal isolés et mal protégés du soleil, cet argument est indiscutable. Mais ne vaudrait-il pas mieux construire intelligemment, avec une bonne isolation, des protections efficaces contre le soleil estival et une inertie thermique élevée ?

- Santé : c'est sans doute l'argument le plus fallacieux. Les inconvénients de la

Si vous êtes un néophyte en ce qui concerne l'habitat, les avis des techniciens que vous venez de lire vous ont peut-être découragés... Mais s'il est probable que vous ne réussirez pas à bioclimatiser vos

Vous *construisez*. Essayez alors d'employer pour le gros œuvre des matériaux ayant un bon coefficient d'isolation comme la brique alvéolaire plutôt que de devoir rajouter une isolation des murs.

ouvertures sud, résineux protégeant des vents froids au nord. Les plantes grimpantes sur les façades les protègent de la pluie et assèchent la terre au pied des murs ; elles améliorent l'isolation... et offrent des refuges aux oiseaux.

Avant de vous lancer dans des travaux d'amélioration de votre habitat, prenez le temps d'étudier les possibilités et proposez-les aux artisans : généralement, ils ne vous les proposeront pas.

Et puis n'oubliez pas que la maison, comme ses habitants, doit tendre à l'*autonomie*. Si vous avez un chauffage central à installer (solaire si vous le pouvez ou bois ou gaz naturel ou autre faute de mieux) : attention aux régulations sophistiquées sources de pannes de l'ensemble du système (les commandes manuelles ne sont pas toujours prévues...), Privilégiez le fonctionnement en thermosiphon (sans assistance électrique) toutes les fois que la configuration des lieux le permet (sauf planchers nécessitant un circulateur). Insistez, les spécialistes ne vous le proposeront pas...

pénates de manière parfaite (qui peut y prétendre d'ailleurs?) vous pouvez néanmoins améliorer les choses et surtout éviter les choix les plus néfastes.

Examinons votre cas particulier : locataire ? propriétaire ? maison neuve ou ancienne ou en cours de construction ? Dans quelle région, sous quel climat ? Et quel budget pouvez-vous envisager ?

Pour les toitures, dans les deux cas, recherchez des isolants sans risques comme la laine de lin par exemple.

Dans tous les cas également : préférez les fenêtres en bois (local si possible plutôt qu'exotique) à double vitrage. Plus cher mais vite amorti. Volets bois aussi.

Si vous disposez d'un bout de terrain, pensez à planter une végétation climatisante (arbres à feuillage caduc faisant de l'ombre devant les

Madeleine Nutchey ■

Bioclimatisons-nous nous-mêmes !

Partons tout d'abord du plus simple, vraiment si simple que cela paraît superflu de le dire. Et pourtant ! Combien traînent en léger tee-shirt à la maison quand il gèle... S'habiller selon la saison est élémentaire mais souvent oublié ! Bioclimatisons-nous nous-mêmes pour commencer...

Et puis, avec ça, une bonne couette en duvet pour dormir plutôt que chauffer la chambre et le choix en été du fauteuil en rotin — aéré — pour lire son journal et voilà une bonne partie de la climatisation perso en marche.

Vous voulez faire mieux ?

Premier aménagement, facile : les rideaux occultants (si possible en tissu naturel). De quoi gagner un degré, en plus ou en moins, car toute isolation fonctionne dans les deux sens. Ensuite, la peinture. Assez facile encore et pas très cher de repeindre vous-mêmes les pièces principales (choisir des peintures à base de composants non-toxiques) mais vous le ferez en pensant au rôle des couleurs. Les marrons et les rouges absorbent les rayonnements (à utiliser pour "réchauffer" au sens propre comme au figuré), les blancs et les tons très clairs à base de bleu et de vert les renvoient (pour les endroits à rafraîchir). C'est psychologique et scientifique.

Travaux plus importants

Vous venez d'acquérir une maison ancienne à restaurer. Si les murs sont très épais, en pierre, en briques ou en pisé (pour ceux-là voir les conseils spécifiques pisé avant les moindres travaux) vous pouvez isoler seulement le toit et le mur nord. Si les murs trop minces nécessitent un doublage, choisissez de la brique ou du bois (avec isolants naturels).

Soleil complice

Un bon moyen de climatiser est de savoir piéger le soleil pour profiter de sa chaleur en hiver sans souffrir de ses excès l'été. Ce ne sera pas notre propos dans ce numéro de parler des systèmes de chauffage solaire qui nécessiteraient tout un dossier. Pour climatiser en utilisant le soleil, il y a la véranda. Réalisée à la construction ou ajoutée à une maison existante, mais toujours accolée côté sud, c'est un espace tampon entre intérieur et extérieur qui va se chauffer très vite dès qu'apparaît le soleil et qui constitue un apport très intéressant surtout en automne et à la fin de l'hiver. Quand la température dans la véranda est plus élevée que celle de la maison, on fait passer l'air chaud de l'une à l'autre au moyen de différents systèmes de ventilation, du plus sommaire au plus sophistiqué. Le mur de la maison constituant la paroi du fond face au vitrage sud sera peint dans des tons à base de brun ou de rouge (dans le système dit "Mur Trombe" le fond est peint en noir pour absorber un maximum de rayonnement, mais dans une véranda on peut tricher un peu).

Beaucoup de constructeurs proposent des vérandas prêtes à installer, mais en général à un prix élevé et les modèles types ne s'intègrent pas toujours au style des habitats régionaux.

Un très bon bricoleur peut réaliser lui-même sa véranda. Les montants porteurs seront de préférence en bois (à condition de prendre un bois très sec qui ne risquera pas de se déformer), ou en métal. Le plus délicat est la pose, sur les montants, des profilés qui maintiendront le vitrage et qui doit être réalisée avec une extrême minutie pour obtenir un ensemble étanche. Le verre, en 4 mm d'épaisseur, est d'un coût abordable et résiste bien aux intempéries (mieux, le verre armé qui supporte de gros grêlons, mais cher). On fait couper en vitrerie les plaques de verre selon les mesures — très précises — des travées de l'ossature réalisée. La pose du verre est impressionnante pour les débutants mais parfaitement réalisable à deux en n'allant pas trop vite et avec une bonne ventouse pour tenir les vitres à engager dans les profilés (le plus difficile est la couverture de la véranda car il faut lever les vitres au-dessus de la tête du poseur (pour cette raison, mieux vaut

prévoir au départ des travées de dimensions raisonnables, largeur 65 cm par exemple, en sachant que le verre en 4 mm pèse 10 Kg au m²). Ne pas oublier une aération en partie haute pour évacuer les excédents de chaleur, en plus des ouvertures latérales car une véranda est extrêmement chaude en été et doit être très bien ventilée, surtout la nuit en période de canicule. Prévoir aussi des stores en toile claire qui seront également utiles en hiver pour protéger du froid nocturne (attention : pas d'inertie thermique avec le verre, ça chauffe vite, ça se refroidit vite).

Et la fraîcheur solaire, vous connaissez ?

Le rafraîchissement par plancher chauffant à circulation d'eau peut se faire de manière économique si l'on a un plancher chauffant fonctionnant avec des capteurs solaires.

La nuit, l'effet de la surface noire des capteurs s'inverse par rapport au jour ; au lieu de transformer l'énergie lumineuse reçue en chaleur, elle renvoie sous forme de rayonnement, la chaleur qu'elle reçoit. On admet que sa température peut s'abaisser d'environ 6°C sous la température ambiante.

En faisant circuler, l'été pendant la nuit, l'eau du plancher chauffant dans les capteurs, on rafraîchit celui-ci donc les pièces d'habitation concernées. En plus, si le plancher est conçu pour le stockage (technique du plancher solaire direct PSD qui a une masse suffisante pour stocker puis restituer la chaleur sur 24 heures), l'effet se maintient durablement toute la journée. Par exemple, pour une température extérieure de 20°C la nuit, l'équilibre de circulation s'établit autour de 16/18°C et ramène la température du plancher qui s'est élevée, le jour, vers 23/25°C, à 20°C.

Dans une maison isolée correctement, cette manœuvre permet de maintenir, par grosse canicule, une température inférieure à 24/25°C sans consommer d'autre énergie que celle du circulateur : 60w pendant 6 heures creuses de nuit, soit moins de 4 kWh par été.

Madeleine Nutchey

(renseignements complémentaires gratuits au 04 74 97 06 67).

Carnet d'adresses

communiqué par Maxime Tassin, architecte conseil en environnement, mars 99

Isolants

- Agglolux, liège, Quartier Hardy, 40141 Soustons Cedex, tél : 05 58 41 18 25
 - Chanvrière de l'Aube, rue de Gaulle, 10200 Bar sur Aube, tél : 03 25 92 31 92
 - Chanvrière du Belon Kerempicard, 29340 Riec sur Belon, tél : 02 98 06 45 34
 - CMMP, vermiculite, 45, rue de St Petersburg 75008 Paris, tél : 01 43 87 45 75
 - Isofloc, Zürcherstrasse 511, CH 9015 St Gallen, tél : 00 41 71 313 91 00
 - Héralith France, 38, route de Dourdan, 91650 Breuillet, tél : 01 69 94 63 31
 - Homatherm France, 30, rue Vaneau, 75007 Paris, tél : 01 45 45 21 15
 - Homatherm Suisse, Postfach, CH 3147 Mittelhäusern, tél : 00 41 31 735 60 30
 - Laterlite Leca, 29c, rue du Bourdonnais, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 10 64
 - Liègepan, 55, rue de la Libération, Ellwiller, 57510 Louperhouse tél : 03 87 09 62 76
 - Liëgisol, liège, BP33, 20, rue de Moscou, 40141 Soustons Cedex, tél : 05 58 41 10 42
 - Perlite France, 5, route de Saverne, 67370 Schnersheim, tél : 03 88 69 60 31
 - Pittsburg Corning, Foamglas, 63, rue Croulebarbe, 75013 Paris, tél : 01 44 08 74 10
 - TBF, argile expansée, 16270 Roumazières-Loubert, tél : 05 45 71 80 00
 - Textinap / Natilin, 4, rue M Vardelle, BP1037, 87050 Limoges cedex, tél : 05 55 01 46 67
- ## Briques et autres matériaux de maçonnerie
- Akterre / Claytec, terre crue, Le Gît, 38210 St Quentin/Isère, tél : 04 76 07 42 05
 - Bisotherm, 9b, rue des Vosges, BP 6, 67230 Huttenheim, tél : 03 88 74 43 86
 - Briques de France / Monomur, 17, rue Letellier, 75015 Paris, tél : 01 44 37 07 11
 - Sillicatsteen, briques silico-calcaires, Staatstuinwijk, 36, B 3600 Genk, tél : 00 32 89 32 31 60
 - Panneaux
 - Pan-terre, rue Van Hoerde, 43-47, B 1030 Bruxelles, tél : 00 32 2 215 24 55
 - Pan-terre, BP10, 28800 Bonneval, tél : 02 37 96 24 54
 - Fels Werke /Fermacell 30, rue de l'industrie, 92563 Rueil Malmaison, tél : 01 47 16 92 90

Réhabilitation de bâtiments

- Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), 50, av Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 53 46 64 05
- Fédération nationale des PACT ARIM, Agir pour l'habitat, 27, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris, tél : 01 42 81 26 02
- Maison paysanne de France, 32, rue Pierre Sénard, 75009 Paris, tél : 01 42 82 12 24

Conseils en environnement

- Association des ingénieurs écologues, AFIE, 61-63 rue Hallé, 75014 Paris, tél : 01 53 91 06 15
- Comité 21, 8, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris, tél : 01 42 84 84 21
- Fédération nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement, CAUE, 20/22, rue du Commandeur, 75014 Paris, tél : 01 43 22 07 82
- Hurpy Isabelle, Conseil en environnement, 19, av Jean Jaurès 75019 Paris, tél : 01 42 08 70 54
- Institut français de l'environnement, 61, bd Alexandre Martin 45058 Orléans cedex, tél : 02 38 79 78 78
- Programme des Nations Unies pour l'environnement, Tour Mirabeau, 39-43, Quai André Citroën 75739 Paris cedex 15, tél : 01 44 37 14 50
- S'Pace environnement, av. des Cités Unies d'Europe, BP60, 41102 Vendôme cedex, tél : 02 54 80 00 45

Conseils en énergie

- Ademe Paris, 27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris, tél : 01 47 65 20 00
- Ademe Angers 2, square Lafayette, BP 406, 49004 Angers, tél : 02 41 20 41 20
- Enertech, Olivier Sidler, 26160 Félines sur Rimandoule, tél : 04 75 90 42 01
- INESTENE, 5, rue Buot, 75013 Paris, tél : 01 45 65 08 08
- Programme d'Action Energies Renouvelables Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne LESO, Daniel Nottler CH 1015 Lausanne, tél : 00 41 77 380 660
- Tribu, 19, rue Frédéric Lemaître, 75020 Paris, tél : 01 43 49 55 75

Maisons clé en main (en éco-construction)

- Aaland, chalets/maisons en rondins, L'Écluse, Grandmont, RN20, 87240 Saint-Sylvestre, tél : 05 55 71 33 10
- Dupont Olivier, maisons en béton de chanvre, 38350 Oris en Ratier tél : 04 76 81 27 45

Programmes d'encouragement, subventions

- Agence nationale d'information sur le logement ANIL, 2, bd Saint Martin 75010 Paris, tél : 01 42 02 05 50
- Caisse Solidaire Nord-Pas de Calais, financement de projets éthyques, 15, Grand'Rue, 59100 Roubaix, tél : 03 20 81 99 70
- Nouvelle Économie Fraternelle, NEF, banque alternative, 46, rue de la Brûge 03160 Bourbon-l'Archambault, tél : 04 70 67 18 50
- Réseau des agences régionales de l'énergie RARE, 50, rue Gustave Delory, 59800 Lille, tél : 03 20 88 64 30

Reclamez des matériaux sains dans les grandes surfaces de bricolage ou chez les petits artisans. Alors insistez, pour influer peu à peu sur les commerçants. Nous sommes une clientèle...

Bois

- Centre National pour le Développement du bois, 6, av de Saint Mandé, 75012 Paris, tél : 01 53 17 19 60
- Ambiance Bois, fournisseur, route d'Eymoutiers 23340 Faux la Montagne, tél : 05 55 67 94 06

Poêles à bois / chaudières bois

- Énergie Système, St Julien le Pèlerin, 19430 Mercœur, tél : 05 55 28 70 41
- Énergie 79, constructeur, ZI route de Niort, 79160 Coulouges sur l'Autize, tél : 05 49 06 06 60
- Heizomat, chaudières, Technopole, 58470 Magny Cours, tél : 03 86 21 29 10
- Institut technique européen du bois-énergie ITEB, 28, bd Gambetta, BP 149, 39004 Lons-le-Saulnier, tél : 03 84 47 81 00
- Jötul France, 3, chemin du Jubin, BP31, 69571 Dardilly Cedex, tél : 04 72 52 22 40
- Schmid France, 68440 Habsheim, tél : 03 89 54 97 93

Maîtrise d'oeuvre / orientation écologique

- ADA Architectes, démarche alternative, Michel Burette, 5, av de la Créativité 59650 Villeneuve d'Ascq, tél : 03 20 91 40 45
- Archipente, conception, Dominique Molard, 2, rue du Repos 42600 Montbrison, tél : 04 77 96 30 60
- Arditti Bernard, architecte, 2, rue Torte 04100 Manosque, tél : 04 92 87 57 00
- Atelier de l'Entre, Yves Perret, 8, rue Honoré Duré 42000 St Etienne, tél : 04 77 38 12
- Atelier eO, architecte urbaniste, 29, bd Gambetta 38000

- Grenoble, tél : 04 76 87 75 05
- Baillon Jean-Pierre, architecte, Quartier Antioquane, 83780 Flayosc, tél : 04 94 84 62 06
- Boschetti Bruno, architecte, 17, Rond Point André Malraux, 92100 Boulogne, tél : 01 47 12 97 79
- Boulangeot Bernard + Archipel, architecture vivante, Centre d'étude de maisons saines, CEMS, Fraytet, 47150 Montagnac-sur-Lède, tél : 05 53 36 52 66
- Canavate Miché, Centre d'Étude Habitat Sain, chemin de la Feuille Ponlat 31210 Montréjeau, tél : 05 61 95 74 90

- Ducrez Christian, architecte, Petit Château 9, rue du Dr Berger 92330 Sceaux, tél : 01 41 87 04 40
- Ecotech / Oliva Jean-Pierre, architecture vivante, La Plaine du Pont 26510 Sahune, tél : 04 75 27 45 53
- Etic Alain Maumené, conception, programmation HQE, 9, place de la Franaie, 94470 Boissy-St-Léger, tél : 01 45 95 10 38
- Haquette Jean-Marie, architecte, 1138 ch. de la Valmoura, 06530 Saint Cézaire, tél : 04 93 60 87 88
- Lagueux Joseph, architecte, Le Pouyol, 87400 Eyboulé, tél : 05 55 09 77 11
- Leitz Jean-Jaques, architecte d'intérieur, 34, rue André Trabant, 67500 Haguenau, tél : 03 88 73 70 55
- Marlin Romuald, architecte, Les Guérins, 05130 Sigoyer, tél : 04 92 57 87 43
- Martin Roland, architecte, 32, rue du Village, CH 1295 Mies, tél : 00 41 22 755 37 76
- Menguy Bernard, architecte, 12, av des Druides, 56 343 Carnac, tél : 02 97 52 25 76
- Parisod Yves, écobio-logue, 33, rue de la Prulay, CH 1217 Meyrin, tél : 00 41 22 785 51 14 ou en France : 04 50 40 46 07
- Pénicaud Hubert, ingénieur et architecte, 13, rue Bausset, 75015 Paris, tél : 01 45 32 41 58
- Tassin Maxime, conseil en environnement et architecture, voir Atelier eO Grenoble
- Thépat Pascal, «Kolotec», Trovaos, 29640 Plougoven, tél : 02 98 63 90 95

- Thomas Jean-Luc, architecte, 1, rue Chanoine Saltzmann 68410 Trois-Epis, tél : 03 89 49 89 89
- ## Conseils en construction et habitat écologique
- Alsace Qualité Environnement, 19, rue Thiergarten 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 12 95
 - Archinov, 12, bd Magenta 75010 Paris, tél : 01 42 79 07 66
 - Association pour la construction en fibres végétales, 41, rue du Lieutenant Ricard 78400 Chateau, tél : 01 30 53 76 97
 - Association Suisse d'Écobiologie (ASdE), Groupe romand CP2161, CH1227 Carouge, tél : 00 41 22 343 36 00
 - Bâtir sain, 23, rue de Lutèce, 92160 Antony, tél : 01 40 96 10 82
 - Biolopin, Alain Richard, 39570 Saint Maur, tél : 03 84 44 23 92
 - Bio Espaces, Rémi Florian, 1, Impasse de la Hardt, 67700 Saverne, tél : 03 88 02 04 04
 - Centre écologique Terre Vivante, Domaine de Raud, BP 20, 38711 Mens cedex, tél : 04 76 34 80 80

Remerciements à Maxime Tassin, à Cra-Terre et au centre Terre Vivante pour leur collaboration.

- Ecole d'Avignon chaux/badigeon, Maison du Roi René, 84000 Avignon, tél : 04 90 85 59 82
 - Habitat-Vigilance, 17 bis, Chemin Jean Vianney 69130 Ecully, tél : 04 78 33 20 43
 - Le Gabion, 3, impasse des Gentianes, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 19 19
 - Nature et Progrès Belgique, groupe bioconstruction, rue du Coquelet, 24, B 5000 Namur, tél : 00 32 81 22 60 45
 - Oikos La maison, son environnement, 46, port Rambaud, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 94 39
 - Ono Stal Bioconstruction, les Adrets, Bât A, avenue Gabriel Amoretti, 83160 La Valette du Var, tél : 04 94 231 051
 - Pisé, Terre d'avenir, rue des Roches, 69930 Saint Laurent-de-Chamousset, tél : 04 74 26 55 61
- ## Énergie solaire, énergies renouvelables
- Atlantis Solar Système, fabricant tuiles photovoltaïques, Lindenrain 4, CH3012 Berne, tél : 00 41 31 300 32 80
 - Biomasse Normandie, 42, av du 6 juin 1945, 14300 Caen, tél : 02 31 34 24 88

- Clipsol T2i, fabricant solaire thermique, ZI, 73100 Trévinin, tél : 04 79 34 35 36
- Comité de Liaison des Énergies Renouvelables, 28, rue Bastroi 75011 Paris, tél : 01 46 59 04 44
- Durbiano Solaire, installateur, 18, rue Béal, 38400 St Martin d'Hères, tél : 04 76 24 22 09
- Giordano industries, fabricant, 529 av. de la Fleuride, ZI des Paluds, 13685 Aubagne cedex, tél : 04 42 84 58 00
- Naps France Photovoltaïque, fabricant, 35, allée du 12 février 1934, Noisiel, 77437 Marne la Vallée cedex 2, tél : 01 60 37 35 60
- Observ'ER, Observatoire des énergies renouvelables, 146, rue de l'Université, 75007 Paris, tél : 01 44 18 00 80
- Phébus, promotion énergies renouvelables, 1, rue de l'Oiselière, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 29 47
- Photowatt, solaire photovoltaïque, 33, rue Saint Honoré, 38300 Bourgoin-Jallieu, tél : 04 74 93 80 20
- Promes, Association des professionnels romands de l'énergie solaire, CP 9, CH 2013 Colombier, tél : 00 41 32 843 49 88

- Rhône Ajustage Solaire, Karl Toetz, Route de St-Didier, 69440 St Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 28 82
 - Serpolet Bidaud, installateur solaire thermique, Le Casson, 34440 Ste Anne sur Gervonde, tél : 04 74 58 34 28
 - Sunwatt, photovoltaïque, ZI Châtelaine, 18, rue René Cassin, 74240 Gaillard, tél : 04 50 31 35 85
 - Total énergie, photovoltaïque, 7, ch du Plateau, ZI Le Tronchon, 69570 Dardilly, tél : 04 78 47 44 55
 - Viessmann, chaudières et solaire thermique, ZI, BP 59, 57380 Faulquemont, tél : 03 87 29 17 00
 - Vergnet, éoliennes, 6, rue H. Dunant, 45140 Ingré, tél : 02 38 43 36 52
- ## Expériences communautaires
- Les Castors (association d'autoconstructeurs), 78, quai Perrière 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 09 22
 - Réseau des éco-villages / Andrée Fina Bastide la source de vie 83570 Carces, tél : 04 94 04 34 32
 - Oasis en tous lieux, amis de Pierre Rabhi, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01

Oasis et écovillages

Les «Oasis en tous lieux» ont été lancés autour de la personnalité de Pierre Rabhi à partir d'expériences concrètes de retour à la terre dans la simplicité. Par ailleurs, la notion d'écovillages s'est développée depuis quelques années. Quelles différences entre les deux. Lors d'une réunion des groupes Oasis, une tentative d'analyse a vu le jour que nous reproduisons ici :

Sur l'*autonomie et l'autarcie*, il n'y a pas de différences sensibles.

Sur la *convivialité*, les conceptions sont semblables même si les termes employés ne sont pas toujours les mêmes.

Sur l'*ouverture*, les deux présentent de manière assez semblable la limite entre la sphère privée et la sphère publique.

Sur la *solidarité*, comme par exemple l'accueil de personnes en difficulté, les deux en font mention, mais les écovillages posent plus la question en terme de choix personnels (sphère privée).

Sur la *spiritualité*, Oasis la classe dans la sphère privée alors que les écovillages y ajoutent la nécessité de faire des échanges aussi dans ce domaine.

Bref, les deux mouvements sont très proches, même s'ils proviennent de gens différents. Bientôt un rapprochement ?

Papier sulfurisé

Le papier sulfurisé peut remplacer avantageusement l'aluminium pour les emballages alimentaires à froid. Non seulement vous économiserez l'énergie, mais vous éviterez ainsi de manger de l'aluminium suspecté d'être à l'origine de la maladie d'Alzheimer.

Le papier sulfurisé est un papier composé de fibres cellulosiques issues du bois, fabriqué par gonflement des fibres avec de l'acide sulfurique ensuite récupéré. Ce traitement provoque une sorte de «gel» en surface qui assure son étanchéité à l'eau et aux graisses. L'acide étant en cycle fermé, la fabrication de ce papier est peu polluante.

(source : *Quatre Saisons du jardinage*, mars 1999)

Droit paysan

L'association Droit paysan s'est constituée sur un constat : d'un côté des jeunes qui voudraient faire le retour à la terre et qui ne disposent pas du capital nécessaire à l'achat d'une ferme ; de l'autre, des terres laissées à l'abandon. L'association essaie donc de repérer des terres abandonnées et d'y installer des volontaires sur le principe que «la terre appartient à celui qui la travaille». Des chantiers d'aide à l'autoconstruction sont également prévus pour faciliter ces installations. La prochaine réunion de ce mouvement en devenir aura lieu du 13 au 15 mai chez Michel Ots, 42830 Saint-Priest-la-Prugne.

Renseignements : *Marc Bosson, Laborie, 09420 Castelnaud-Durban, tél : 05 61 65 80 70.*



De nouvelles natures à cultiver ensemble

La Fondation de France lance un appel à candidature pour soutenir des projets de terrain concernant l'aménagement, la réhabilitation de jardins ou d'espaces naturels originaux, d'intérêt collectif, où s'instaure une participation durable et concrète des habitants à leur conception, leur entretien, leur gestion et leur animation. Pour être sélectionnés, il faut montrer la diversité et la pluralité des objectifs, montrer le respect de l'environnement, favoriser la mixité sociale et culturelle, inciter à l'aménagement concerté (habitants, élus, techniciens), rechercher la qualité, contribuer au lien ville/campagne. Les dossiers sont à remettre avant le 15 juin ou le 15 novembre 1999.

Pour participer, demander un dossier à *Sophie Bernier, programme environnement, Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél : 01 44 21 31 83.*

Belgique buffet bio végétarien

L'association végétarienne belge organise le dimanche 30 mai à 12 h à l'école Rudolf Steiner, Ferme Blanche, à Court-Saint-Etienne, un grand buffet bio et végétarien à l'occasion de ses dix ans. Après le repas, conférence sur l'approche de l'alimentation végétarienne et débat.

Renseignements : *le soir au 02 705 35 65 ou 084 45 61 65.*

Belgique voyage au centre écologique Terre Vivante

Nature & Progrès Belgique essaie d'organiser une visite du centre écologique Terre Vivante (au sud de Grenoble dans l'Isère). Départ prévu le 14 septembre avec arrêts à Liège, Huy, Namur, Arlon, visite du centre du 15 au 18 septembre, retour le dimanche 19 septembre. Au programme : découverte des méthodes d'agriculture biologique, d'habitat sain...

Renseignements (avant le 1er mai!) auprès de *Bernadette Giot (081 40 11 62) ou Eliane Delvosal (081 22 85 91).*

Compost en appartement ▼

Un composteur d'appartement assez sophistiqué permet, par lombriculture, de transformer les déchets de cuisine en un excellent compost que l'on peut ensuite mettre dans les pots des plantes vertes. Une solution idéale pour réduire considérablement le volume de votre poubelle. Deux diffuseurs de ce composteur :

- *Le véritable Ver Vert, le Bourg, 16460 Valence, tél : 05 45 39 74 91.*
- *Terre de semences, chemin de Parenove, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*



Gironde visites de jardins

L'association «Les jardins d'aujourd'hui» organise les 9, 10 et 11 mai une visite de jardins en Aquitaine : jardins spontanés de Godart (périphérie bordelaise), jardins familiaux des Aubiers, jardins de Cocagne en Libournais (réinsertion et bio), jardin collectif du Grand-Parc (insertion sociale), jardin du Pays Foyen (insertion sociale). Elle organise pour les 2 et 3 juin un voyage groupé en région Rhône-Alpes pour aller visiter trois

types de jardin : Côté-Jardin près de Lyon, un grand jardin bio collectif d'un hectare, les jardins ouverts de Meylan, centre d'éducation à l'environnement, la visite du centre Terre Vivante à Mens (jardinage bio et habitat sain).
Renseignements : *Les Jardins d'Aujourd'hui*, 24, rue Louis Pasteur, 33220 Sainte-Foy-la-Grande, tél : 05 57 46 04 37.

Montpellier système d'échange réseau

En reprenant l'idée des échanges réciproques utilisées dans les SEL au niveau local, est-il possible de faire de même entre des lieux alternatifs, éco-villages, individus, lecteurs de Silence... Une réunion sur ce sujet est organisée par le réseau des éco-villages-centre/sud le jeudi 6 mai à 19 h à la librairie *Scrupule*, 26 rue Fbg Guerolles, 34000 Montpellier.

Alpes de Haute-Provence stages

L'association La Valensolette qui gère une «Oasis d'Emaüs» organise aux portes du parc naturel du Verdon des stages dans différents domaines : «de l'argile au symbole, les chemins de la terre» (8-9 mai), modelage terre (1-2 mai, 5-6 juin), relation parents-enfants (22-23 mai, 19-20 juin), écologie intérieure et extérieure (3-4 juillet), initiation à la Terre avec Pierre Rabhi (5-9 juillet, 16-22 août), cuisine provençale végétarienne (10-14 juillet).
Renseignements : *La Valensolette*, 04410 Puimoisson, tél : 04 92 74 72 76.

Seine-Saint-Denis Eco-boutique

Les Nouveaux Robinson, spécialistes de l'alimentation bio en région parisienne, viennent d'ouvrir la première boutique d'éco-produits : vêtements en fibres naturelles bio, couches compostables, peintures sans produits toxiques, droguerie naturelle, économiseurs d'eau, ustensiles pour la cuisine, matériaux de construction...
Nouveaux Robinson, 47, rue Raspail, 93100 Montreuil. tél : 01 49 88 30 82.

Isère

Terre Vivante

Le centre Terre Vivante rouvre ses portes comme à chaque printemps. Outre les visites permanentes, des stages sont organisés pendant toute la belle saison : construire en bois (9 mai), questions sur l'habitat (29 mai et 26 juin), démarrer un jardin bio (27 juin)...
Programme : *Terre Vivante, Domaine de Raud*,

BP20, 38711 Mens cedex, tél : 04 76 34 80 80.

Rennes Boutiq Ethiq

Depuis le 1er avril, s'est ouvert à Rennes la Boutiq Ethiq qui offre des produits issus de l'économie solidaire et du commerce équitable. Cette boutique est animée par l'association Archipel qui se définit comme un «espace convi-

cial d'économie solidaire». Outre la vente de produits, les locaux proposent un café-débat, une table d'hôtes du mardi au samedi où chacun peut amener son manger, un cyber site, un lieu d'expos, un club d'enfants animés par des grands-parents, un réseau d'accueil chez l'habitant pour les gens de passage... Une société civile regroupant une cinquantaine de personnes a permis d'acheter les locaux. Contact : *L'Archipel*, 1, rue Anatole France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.

Salons, fêtes, foires...



● **Puy-de-Dôme : Pollen.** Les 1er et 2 mai à Sermentizon. 3e édition de la foire écobio-logique.

Renseignements : *Nature&Progrès, Troisvilles*, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47.

● **Spa : La Bardane.** La 6e foire bio La Bardane est organisée par Nature & Progrès dans les salons du casino de Spa (Belgique), le 1er et 2 mai. 60 exposants. Thème : l'eau source de vie.

Programme : *Nature & Progrès, Karin Michaux*, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.

● **Aisne : Nature & Patrimoine.** Marché biologique et aux fleurs sur la place du village, le samedi 1er mai à Levergies (près de Saint-Quentin).

Renseignements : *Nature & Patrimoine*, 03 23 63 29 12.

● **Vosges : Evasions vertes.** salon des activités de détente, de loisirs, du tourisme vert et de santé nature. 8 et 9 mai à Gérardmer.

Programme : 03 29 63 37 37.

● **Gironde : foire bio de Haute Lande.** 2e édition. Dimanche 16 mai à Captieux. Agriculture bio, habitat sain, énergies renouvelables, artisanat d'art, conférences, papier recyclé... Semaine verte du 10 au 15 mai. Programme : *Jean-Claude Honoré, Mairie*, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31.

● **Alsace : foire de Rouffach.** La 18e édition de la foire écobio-logique de Rouffach se tiendra du 13 au 17 mai (Ascension). Thème de l'année : les forêts. 300 exposants. Animations musicales. Très nombreuses conférences dont «les téléphones portables : danger ?» (jeudi 13 à 11 h), «les forêts amazoniennes» avec Jean-Marie Pelt (jeudi 13 à 13h), «sortir du nucléaire en Alsace» (vendredi 14 à 11 h), «déforestation au Tibet» (vendredi 14 à 13 h), «le bois : une énergie renouvelable» (samedi 15 à 13 h), «le Kosovo» (samedi 15 à 13 h), «s'habiller bio» (samedi 15 à 17 h), «les vaccins» (samedi 15 à 19 h), «une

gestion écologique de la forêt» (dimanche 16 à 11 h), la Macdonaldisation du monde (dimanche 16 à 15 h), «comment mettre du sable dans les rouages de la spéculation financière mondiale» (dimanche 16 à 17 h)...

Programme complet : *Foire de Rouffach*, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.

● **Côte d'Armor : fête du respect de l'homme et de la nature.** L'association «Barrez la différence» organise à Gouédelin, en Côte d'Armor, les 15 et 16 mai la 3e édition de la fête du respect de l'homme et de la nature. Nombreux stands d'associations, producteurs bios. Débat sur l'agriculture, théâtre de verdure.

Programme : *Barrez la différence, Saint-Laurent*, 22290 Gouédelin.

● **Aube : foire de la bio et des produits nature.** Première édition à Romilly-sur-Seine (à 40 km de Troyes), les 22, 23 et 24 mai.

Programme : *Dominique Menisier, Service environnement, Hôtel de Ville*, BP154, 10105 Romilly-sur-Seine cedex, tél : 03 25 39 43 16.

● **Var : foire bio de Signe.** Le 23 mai.

Programme : 04 94 57 73 57.
● **Tarn : Biocybèle.** 23 et 24 mai à Rabastens. Espace énergies renouvelables, cirque, conférences sur les énergies renouvelables.
Programme : *Nature&Progrès*,

30, place Courtade, 81600 Rabastens, tél : 05 63 57 60 00.

● **Maine-et-Loire : Festi-bio.** La 9e édition de Festi-Bio se tiendra à Durtal, en Maine-et-Loire, les 29 et 30 mai. 60 exposants. Producteurs, produits de la forme, artisanat et vie associative.

Programme : *LPAB, Le Buissón*, 49430 Durtal, tél : 02 41 76 32 99.

● **Tours : Horizon nature.** Le salon des produits biologiques, de la nature et de l'environnement se tiendra au Parc des expositions samedi 5 et dimanche 6 juin, à Tours.

Organisation : *Promart*, 11, allée Beethoven, 35000 Rennes, tél : 02 99 50 74 19.

● **Gironde : foire bio de Cadillac.** La 12e édition se tiendra le dimanche 6 juin, dans les rues de Cadillac. Programme : *APENEM, Catherine Cauhape*, 22, rue Martin Rey, 33410 Cadillac, tél : 05 56 67 33 98.

● **Saône-et-Loire : La Gaudirole.** La 5e édition de la foire agrobiologique de Bourgogne aura lieu le 26 et 27 juin au Château de Pierre-de-Bresse, en Saône-et-Loire.

Organisation : *La Gaudirole*, tél : 03 86 72 92 24.
● **Pyrénées Orientales : Bonavida.** Foire bio autour du thème du vin bio le dimanche 27 juin à Espira de l'Agly.
Programme : *Civam bio, Maison de l'agriculture*, 19, avenue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan, tél : 04 68 35 34 12.

Afrique du Sud partage des terres

Le partage des terres en Afrique du Sud est un tabou. Elles appartiennent presque totalement à la minorité blanche. Plusieures centaines de propriétaires blancs ont été assassinés ces dernières années. Pour avoir voulu partager ses terres avec ses employés noirs, Roger Roman, un agriculteur de 45 ans, a provoqué la colère de nombreux voisins. Il a été molesté à deux reprises et le conseil municipal de sa commune a même essayé de trouver un moyen légal pour l'empêcher de le faire. Cet ancien militant des droits de l'homme a mené une grève de la faim de 35 jours pour qu'on lui fournisse les documents administratifs entérinant la donation de la moitié de ses terres à ses ouvriers agricoles. Deux autres propriétaires blancs ont depuis annoncé vouloir suivre son exemple.

(source : *Courrier International*, 11 février 1999)

Sortir de l'imposture économique

En octobre 1997, l'association *La Ligne d'Horizon* organisait un colloque sur le thème «Sortir de l'imposture économique». Principaux intervenants : Serge Latouche, Pierre Thuillier, Christian de Brie, Daniel Cérézuella, Philippe Grenier, François de Ravignan, François Terrasson, Emmanuel Seyni Ndione, Majid Rahnama, Jean-Michel Servet, Olivier Davigo, Denis Bayon... Les actes de ce colloque sont disponibles contre 45 F + 16 F de port auprès de *La Ligne d'Horizon*, 7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff ou *La Ligne d'Horizon*, Maison de l'écologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

Vidéo sur Alternative libertaire

La revue belge *Alternative libertaire* existe depuis le début des années 80 et est de fait l'une des plus anciennes revues alternatives. Franck Thiriôt, lecteur de la revue, a décidé de réaliser une vidéo amateur sur la revue et sur les liens entre une revue et les groupes qui agissent. Un témoignage sur un moment social particulier. La vidéo est disponible au prix de 500 FB ou 80 FF + 20 FF de port auprès d'*Alternative libertaire*, BP103, 1050 Ixelles 1.

Allemagne

Déclin ou déchéance des Grünen ?...

Les cinq premiers mois du cabinet rose-verdâtre nous éclairent au moins sur un point : les Grünen appartiennent bien au "nouveau centre" que Gerhard Schröder ambitionnait de gagner à son projet "moderne" dont les contours s'inscrivent parfaitement dans l'air du temps si vicié, exhalé par les "global players". Les deux chapitres du contrat de coalition portant un cachet vert un tant soit peu perceptible subiront maintes retouches. La "sortie du nucléaire" semble reportée aux calendes grecques ; Jürgen Trittin, le ministre de l'Environnement, a subi des revers et des humiliations nous obligeant même à nous interroger quant à son amour-propre. La réforme du *jus sanguinis* que les sociaux-démocrates ont négocié récemment avec le Parti libéral n'a que peu à voir avec le libellé initial. Pour s'assurer le soutien au Bundesrat de la Rhénanie-Palatinat, Bonn souscrit au modèle en vigueur dans ce Land où SPD et FDP gouvernement de concert : les enfants nés en Allemagne obtiennent la nationalité, mais doivent opter avant l'âge de 23 ans pour un passeport ; les étrangers de la première génération ne peuvent prétendre automatiquement à la double nationalité... Quant à la "réforme fiscale écologique", laquelle en dépit de sa timidité, a fait grimper le patronat aux murs, non seulement elle ne dynamisera pas significativement l'emploi, mais elle ne soulagera pas l'environnement. Pourtant, les leaders des Grünen saluent chaque mesure votée au Bundestag comme "un pas dans la bonne direction"... Alors qu'il existe des preuves irréfutables relatives à l'utilisation depuis des années par l'armée turque de tanks allemands contre les populations du Kurdistan, le ministère des Affaires étrangères prétend ne posséder "aucun élément" à ce sujet. Ankara envisage d'acquiescer la licence pour la construction de 1800 chars de type *Fuchs* et se

félicite des quatre sous-marins U 209-1400. Angelika Beer, porte-parole de la fraction parlementaire pour les questions de défense, a élevé officiellement la voix contre ce contrat avalisé par le conseil fédéral de sécurité où siège notamment Joschka Fischer. Le parti remplit-il encore une autre fonction que celle de légitimer les ambitions du joggeur francfortois, vice-chancelier, ministre des Affaires étrangères et roi de "la continuité", qui semble pousser le mimétisme avec son boss jusque dans sa vie privée : lui aussi convolera incessamment pour la quatrième fois en de justes noces ?... La perte par les Grünen de plus d'un tiers de leur électoral a précipité la fin du tandem avec le SPD en Hesse. Alors qu'en 1995 ils avaient obtenu 11,2 % des suffrages, le dimanche 7 février ils ne mobilisèrent que 7,2 % des votants (cinq sièges de moins à Wiesbaden). Les amis de Daniel Cohn-Bendit peuvent s'en prendre à eux-mêmes pour leur "débâcle" lors de la première consultation post-législatives. L'on ne saurait oublier que deux ministres hessoises de l'Environnement, Iris Blaul et Margarethe Nimsch, durent démissionner, l'une pour avoir notamment fourni un poste de responsabilité à son amant, l'autre pour avoir favorisé l'octroi de marchés à des potes... D'aucun(-e)s estiment qu'il faut adapter sans tarder les structures internes au nouveau rôle sur la scène politique. Les quelque 600 délégués réunis les 6 et 7 mars à Erfurt ont reporté cette épineuse discussion. Le 28 mars, Claudia Haydt, conseillère municipale à Tübingen (Bade-Wurtemberg), a été la première à rendre sa carte en protestation contre l'approbation majoritaire des députés de l'Alliance 90/Verts à la participation de soldats allemands aux opérations "humanitaires" au Kosovo.

(correspondance René Hamm)

Montpellier l'antre anar

Depuis 1992, la fédération anarchiste anime un lieu de rencontre dans une cave : l'antre anar. Afin de pouvoir s'ouvrir plus largement au public et de développer une activité librairie, une souscription est ouverte (portant sur 250 000 F) pour acheter un local.

Contact : *Un autre futur*, fédération anarchiste, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier

Montpellier l'écologie sociale et la cité

Le collectif des journées libertaires de Montpellier organise du 13 au 16 mai une rencontre sur ce thème qui présentera les idées des penseurs sur ce thème d'Elisée Reclus il y a un siècle jusqu'à Patrick Geddes aujourd'hui. Interventions sur le modèle urbain de Le Corbusier, les pédagogies alternatives non liées au marxisme, le rôle de la ville dans la campagne, le concept de lieux de proximité, etc. Programme complet : *Collectif des journées libertaires*, BP11, 34830 Clapiers.



L'Etat irresponsable

Décidé comme à regret après maints détours et tergiversations, il a laissé apparaître en pleine lumière les fautes et les faiblesses, et surtout les incapacités structurelles.

avant la période qui a fait l'objet de tant de débats lors du procès, *Science & Vie* disait la responsabilité attribuée aux transfusions dans la transmission du Sida. au mois de mai 1983, c'est le

au droit de l'environnement), sans avoir, le plus souvent, l'information indispensable à l'arbitrage.

Quelle belle illustration du fonctionnement aberrant des hiérarchies de pouvoir !

l'incompétence et l'irresponsabilité vis-à-vis des affaires du monde vivant est structurelle (2).

Après plus de trois siècles d'expérimentation de l'étatisme, plus de trois siècles d'instrumentalisation de la vie, de concentration des pouvoirs et du capital, les choix de civilisation essentiels sont faits très loin de toute dynamique démocratique, à l'inverse du sens de l'intérêt général.

Et cette situation s'aggrave chaque jour ; car, prenant prétexte de l'incapacité structurelle des bureaucraties, sans pour autant oublier de faire bombance avec l'argent public, les pseudo-libéraux ultras se sont emparés des machines étatiques. Ils les font servir leur spéculation mondialisée — le vol et la destruction des derniers biens communs — jusqu'à changer chaque vie et chaque moment en marchandise et en valeur boursière. Sous la "loi des marchés libres" prospère la dictature d'entre les dictatures.

L'exemple des produits sanguins chauffés refusés par stratégie commerciale, comme celui de l'amiante saupoudré dans les poumons de la plupart, en toute connaissance de cause avec, durant près de quinze ans, la complicité de tous les corps "représentatifs", illustrent l'amenuisement du sens de la relation aux autres et de la responsabilité citoyenne dans des structures de pouvoir de plus en plus verticales. Ces drames et tant d'autres perpétrés par les mêmes acteurs, ou leurs frères, aux quatre coins de la planète préfigurent des sacrifices massifs.

A moins que la "chair à profits", le peuple planétaire des taillables, corvéables et "excluables" à merci, ne se décide enfin au sursaut de la responsabilité politique d'essence communautaire qui, seul, peut secouer la tyrannie.

Alain-Claude Galtié ■

Le procès des trois ministres impliqués dans l'affaire du sang contaminé par le virus du Sida n'a rendu la sérénité à personne. Ce "procès de la honte", comme ont dit les victimes, elles-mêmes exclues du procès, a pourtant un grand mérite.

Tout le monde a focalisé sur la constitution et le fonctionnement de la Cour de justice de la République et sur le jugement rendu. Les tirs ont été assez nourris pour qu'il soit inutile d'y aller de sa rafale. Par contre, il peut être intéressant de jeter sur tout cela un regard un peu décalé.

L'aveu

En manière d'excuse à l'impuissance hébétée des politiciens confrontés aux urgences de la réalité, on nous a seriné combien les charges des décideurs sont lourdes, combien l'information circule mal dans les structures administratives et ministérielles, combien la difficulté à gérer s'accroît à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie pyramidale.

C'est l'environnementaliste utilisée comme leurre par les étatistes sociaux-libéraux qui a le mieux illustré le désordre du pouvoir. Interrogée sur la responsabilité des ministres, au matin du 11 février sur France Inter, Dominique Voynet a cru bon de dédouaner les inculpés d'alors et ceux de demain en se rappelant d'abord qu'en 1984-85, médecin anesthésiste en exercice, elle n'avait pas l'information nécessaire pour estimer les risques de la transfusion dans la propagation du virus du Sida. Ce témoignage nous renvoie au plus gros des mensonges proférés à l'occasion du procès : "On ne savait pas".

A tous ces professionnels et ces "responsables" rétrospectivement ébahis, on peut conseiller la simple lecture de la presse, en particulier des modestes entre-fillets où les informations nécessaires avaient filtré très tôt. La presse de vulgarisation scientifique aussi pourrait leur être d'un grand secours, puisque dès mars 1983, soit deux années pleines

Quotidien du Médecin qui s'en faisait l'écho. Cet état des connaissances était, d'ailleurs, suffisant pour inspirer la circulaire de la Direction générale de la santé sur "la prévention de l'éventuelle transmission du Sida par la transfusion sanguine" qui, en juin 1983, préconisait la sélection des donneurs. Malencontreusement, cette circulaire tombe dans d'insondables tiroirs. En août 1983, aux USA, la Croix-Rouge détruisit des milliers de doses de plasma destinées aux hémophiles parce que, suite à la maladie du donneur, il y avait une probabilité de contamination. Mais surtout, toujours dans son numéro de mars 1983, *Science & Vie* évoquait les recherches sur la thermorésistance. Et c'est en mai 1983, la destruction du virus au-delà d'une certaine température étant avérée, que le laboratoire US Travenol décidait de ne plus commercialiser que des produits sanguins chauffés. Cette information fut, entre autres, communiquée au Centre national de transfusion sanguine français qui ne réagit pas. En France, des produits sanguins non chauffés seront distribués jusqu'en décembre 1985.

Dominique Voynet ne s'est pas cantonnée au domaine médical. Pour relativiser la responsabilité et la capacité d'action des "responsables politiques", elle a tenu à souligner combien l'exercice du pouvoir confisqué au peuple et concentré entre quelques mains est difficile. C'est devenu un leitmotiv chez ceux qui affrontent leurs mandants ou des citoyens-militants ; genre "quand on n'y est pas, on ne peut pas se rendre compte des obstacles à surmonter". Dans un élan de franche ingénuité, Dominique Voynet a donc avoué devoir, elle-même, "gérer" en urgence absolue des dizaines de dossiers délicats par jour et s'engager (par exemple, sur des demandes de dérogation

Ubu roi

A l'occasion du procès, on a ouï parler de "responsabilité politique". C'était généralement le parti de la défense qui avançait cette notion pour tenter d'esquiver la responsabilité pénale. Il est curieux et même un peu irréel d'entendre discourir sur la responsabilité politique dans un contexte où à peu près personne ne démissionne, où des personnages traînent des cortèges de casseroliers, s'agrippent à leurs postes au point de décrédibiliser ceux-ci aux yeux des plus formalistes, où la reconnaissance des fautes personnelles ou de l'incurie du système semble tenir lieu d'excuse... juste avant de briguer d'autres "responsabilités".

A défaut de la conscience nécessaire qui conduirait les personnages publics à se retirer d'eux-mêmes, qui pourrait exiger et appliquer la sanction de la responsabilité politique ?

Invention d'une caste dominatrice qui n'a cessé de s'étendre et d'en créer de nouvelles, la machine étatique s'est érigée en broyant menu les solidarités et les compétences du réseau des communes, en substituant la propriété privée et ses logiques de concurrence et d'exclusion aux biens gérés en commun (ici les connaissances et les produits sanguins pourtant gracieusement collectés auprès des "donneurs"), en métamorphosant toute information libre en monnaie thésaurisable des luttes de "chacun pour tous" pour la domination (1).

Accroché dans la violence de l'attachement des biens et de la souveraineté du peuple ("la société civile"), grandit dans la collusion des égocentrismes et des obsessions pathologiques, comment l'Etat aurait-il pu permettre l'épanouissement de la responsabilité politique ? En son sein,

(1) "Renversement et rétablissement de la culture conviviale" ("Le sens de l'économie" et "La convivialité volée"), de l'auteur, juin 1998.

(2) "Est-ce ainsi que les hommes vivent ?" ("Le sens de la démocratie") de l'auteur, *Alternative Libertaire* (Bruxelles) n°204, mars 1998 et *Silence* 233/234, été 1998.

Petites phrases

«Si la guerre est la réponse, c'est que la question est idiote» Autocollant anglais cité dans «Le Trésor des méchancetés» de Jean-Manuel Traimond.

«Etre patriote, c'est croire que votre pays a raison parce que vous y êtes né» Georges Bernard Shaw.

Rencontres de La Haye

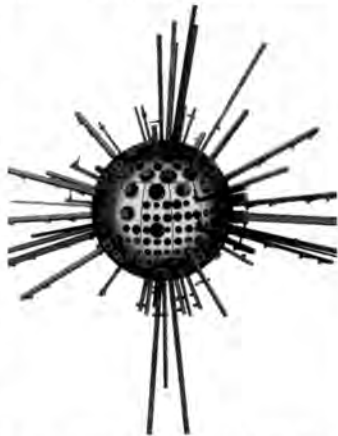
Du 11 au 15 mai, à l'initiative de l'association des juristes contre les armes nucléaires, du bureau international de la paix, de l'association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire et du mouvement fédéraliste mondial, se tiendra à La Haye (Pays-Bas) une rencontre internationale dans le but de créer entre les associations citoyennes, les gouvernements et les organisations internationales, une «nouvelle diplomatie» qui s'appuie sur le respect des droits de l'homme, la résolution pacifique des conflits, le désarmement et l'abolition de l'arme nucléaire, le développement d'une culture de paix.

Renseignements : *Hague Appeal for Peace, Van Namen and Westerland, Congress Organization Services, PO Box 1558, 6501 B N Nijmegen, Pays-Bas.*

Essais nucléaires : demande de vérité

Plus de 250 personnes ont participé le 20 février dernier au colloque organisé à l'Assemblée nationale sur les conséquences des essais nucléaires. Cela prouve à l'évidence que nombreux sont ceux qui mettent en doute la parole officielle selon laquelle tout est terminé sur place. Marie-Hélène Aubert et Michèle Rivas, les deux députés qui ont aidé à la tenue du colloque en ces lieux, ont évoqué les difficultés face à l'administration de l'Assemblée nationale. La plupart des députés de gauche ont refusé de venir, prétextant que «cela pourrait nuire à l'image et aux intérêts de la France». Refus de voir le fait colonial, nationalisme... Ceux de droite ont refusé en prétextant que les débats prévus n'étaient pas équilibrés. Il est vrai

que peu de militaires ont été invités, pas plus que les élus polynésiens corrompus. C'est malgré cela la première fois que dans un édifice sensé représenter la démocratie française, les victimes des essais ont pu poser clairement tout un ensemble de questions sur les essais et leurs suites aujourd'hui. L'intervention de Corinne Castagnier, directrice de la CRII-Rad a été particulièrement éloquent : reprenant les études «indépendantes» de l'AIEA, agence internationale de l'énergie atomique, agence dépendant des Nations-Unies, elle a montré que les conclusions récentes de cette agence sur le niveau de contamination des atolls ne reposait en rien sur le contenu des données des experts et qu'il était possible d'en conclure exactement le contraire. L'AIEA est le fief des pro-nucléaires depuis de nombreuses années, ceci explique cela. Beaucoup ont également été surpris des compte-rendus fait par les Polynésiens et leurs avocats concernant les procès intentés contre les opposants aux essais



nucléaires. En conclusion du colloque, les participants ont proposé aux députés de faire la vérité sur le sujet notamment en appuyant la demande signée par 320 églises du Pacifique qui dans une lettre à Jacques Chirac ont demandé que soient ouvertes à des experts indépendants les archives de l'armée sur le sujet.

Pour en savoir plus : *Stop-Essais, Maison Jean Monnet, 71250 Mazille.*

Formations non-violentes

- L'association communication non-violente, ACNV, Charlotte Duprez-Mourman, 32, rue des Merciers, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 41 40 09 propose des journées sur la **communication non-violente** à Paris (29 mai, 29 juin), à Etretat (4-5-6 juin)...
- La communauté de l'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52 organise une session sur la **pédagogie et non-violence** du 22 au 26 mai.

Kosovo ajouter la guerre à la guerre ?

Les Kosovars d'origine albanaise (90 % de la population) avaient depuis de nombreuses années mis en place une résistance non-violente aux pressions serbes (voir les excellents articles sur le sujet publiés par notre confrère *Non-Violence Actualité*) et l'on osait espérer qu'avec le soutien de la diplomatie internationale, on arriverait à une solution pacifique de retrait des Serbes.

Bizarrement, alors que cela semblait bien engagé, une «armée de libération» est apparue ces derniers mois provoquant le début des massacres de civils. Qui a armé ces nationalistes violents ?

La situation dégenérant rapidement, une vingtaine de pays (européens + USA) se sont lancés dans une proposition de force d'interposition pour empêcher les affrontements. Une initiative que nous pouvions encore soutenir, même si l'utilisation de militaires pour désamorcer un conflit est assez douteuse. Pourquoi sommes-nous alors passés d'une force d'interposition (donc passive) à une force d'intervention (donc active) ?

Aujourd'hui, les grands groupes industriels de l'armement sont ravis : ils peuvent écouler leurs stocks d'armes obsolètes (auprès de l'armée de libération), présenter sur le terrain leurs dernières armes (au sein des armées «alliés»). Les carnets de commande vont se remplir.

Les Etats-Unis sont également ravis : en prenant ainsi pied sur le continent européen et en le bombardant pour la première fois depuis 1945, ils réaffirment la prédominance des USA sur leurs «partenaires» européens.

Les médias n'ont manifestement que faire des analyses parues à la suite de la guerre du Golfe. Les télévisions recommencent comme en 1991 à passer les reportages fournis par les services de propagande de l'armée. Les journalistes acceptent toujours d'aller au front au sein des véhicules de l'armée de leur pays et les Français qui croient ces informations objectives se rallient à la «cause de la paix» annoncée par Chirac et Jospin... comme l'ont fait auparavant tous les chefs d'Etat qui choisissent la voie de la guerre.

Nous rappelons au moment du conflit entre Serbes et Bosniaques que les étudiants serbes avaient organisé à Belgrade une immense manifestation pour une solution pacifique qui avait fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de Serbes. A l'époque, nous expliquions que si cette manifestation avait été médiatisée correctement — quelques jours avant le début des affrontements violents — cela aurait permis d'éviter l'escalade. Mais ce fut le silence média total et même nous à Silence nous ne devions l'apprendre que plusieurs semaines plus tard. De même, si la résistance non-violente des Kosovars avait été médiatisée, on aurait pu éviter les affrontements d'aujourd'hui.

Rappelons-nous que le premier groupe de presse en France est Hachette qui appartient au groupe Lagardère qui détient également la firme Matra bien connue des marchands d'armes. Dassault contrôle des revues comme Paris-Match... Bref, les solutions non-violentes, toujours possibles, souhaitées par les populations, sont chaque fois écartées au nom des besoins financiers des marchands d'armes qui contrôlent les grands médias.



gogie et non-violence du 22 au 26 mai.

● L'Université de Paix, 4, Boulevard du Nord, 5000 Namur, tél : 00 32 81 22 61 02 organise des sessions sur **groupes et conflits** (8 et 9 mai), **y a-t-il une colère saine ?** (29 et 30 mai), **initiation à la médiation** (5 et 6 juin).

● L'IFMAN Haute-Normandie, 135 rue Grande, 27100 Val de Reuil, tél : 02 32 61 47 50 organise une

journée rencontre sur le thème **perspectives non-violentes et réalité quotidienne**, à Val-de-Reuil (27) le 1er mai.

● Le Soc, Maison Jean Goss, Kohliette, 67290 Wimmenau, tél : 03 88 89 76 39, organise une table-ronde sur **la violence et l'enfant**, le 16 mai, une autre sur **la violence et ses mécanismes**, le 6 juin, une sur **la violence à l'école** le 13 juin.

Maison de l'initiative

Face à la pression qui pousse aujourd'hui les femmes à accepter des primes pour retourner à la maison, des Toulousaines ont réagi en décidant de créer une entreprise coopérative au service d'un développement économique et social équitable. Ainsi est née la Maison de l'initiative qui accompagne aujourd'hui les femmes en difficulté. Des sessions avec et pour les femmes sont organisées pour déterminer comment mettre en pratique des projets. La Maison de l'initiative a également aidé à la création d'autres maisons du même genre : la case de l'initiative en Guadeloupe, une maison de l'initiative à Mayotte.

Contact : Maison de l'initiative, 14, rue Jules-Amilhau, appt 239, 31100 Toulouse, tél : 05 61 40 11 32.

Paris

Centre naissances

Des sages-femmes se sont regroupées pour exercer leur art avec les femmes et autour des familles. Elles souhaitent remettre à plat le métier de sage-femme et former d'autres personnes à l'accompagnement de la naissance. Renseignements : Centre Naissances, La maison du petit enfant, 19 Bd Magenta, 75010 Paris, tél : 01 49 35 95 63.

Des femmes issues de l'immigration (Afrique, Moyen-Orient, Antilles, Europe du Sud) se sont retrouvées ensemble dans un stage interculturel de gestion de projet de création d'entreprises en 1997. Elles décident alors de créer un réseau d'entraides : la Touïsa du nom d'un outil traditionnel du Maghreb rural. Ce groupe est destiné à répondre aux demandes de chacune, de proposer des réponses aux problèmes qui les entourent. Les niveaux d'études sont très variés, mais tout le monde joue le jeu. Naïma Touzani, 50 ans, divorcée, fut la première à créer son entreprise en mai 1998 : la vente de plats cuisinés marocains biologiques sur le marché populaire lillois de Wazemmes. Son entreprise s'appelle Casa Bio. Djamilia Draoui, 28 ans, algérienne, asthmatique, faisait la chasse aux acariens chez elle. Elle découvre un appareil d'extraction extrêmement puissant aux Etats-Unis, introuvable en France. Elle décide alors de monter une entreprise de nettoyage de moquette à domicile et dans les voitures à l'aide de ce procédé. En septembre 1998, elle crée Lut'acar. Quatre autres entreprises sont actuellement en création avec l'aide de la Touïsa. La Touïsa a adhéré au réseau pour une économie solidaire du Nord-Pas-de-Calais.

Contacts :

● La Touïsa, 60, rue Sainte-Catherine, 59800 Lille.

● Casa bio, marché couvert de Wazemmes, rue Léon-Gambetta, 59000 Lille, tél : 03 20 74 92 83.

● Lut'acar, 8 bis, rue de l'Eglise, 59650 Villeneuve d'Ascq, tél : 03 20 45 94 35.

(source : Viva, mars 1999)



Casa Bio ▼

Lut'acar ▲



Les Verts pour la parité

Depuis toujours inscrite dans leurs statuts, les Verts ont profité de la journée du 8 mars pour organiser une manifestation au sein de l'Assemblée nationale. Ce jour-là, des femmes du collège exécutif des Verts ont débarqué vêtues d'un tablier et d'une cuillère en bois et après avoir défilé dans les couloirs ont transmis leur accoutrement à leurs homologues Verts, dont Cohn-Bendit, présents sur place.

La question du genre en période préélectorale

Afin de sensibiliser les partis lors de la constitution de leurs listes à la question de la représentation des femmes, une vidéo de 29 mn a été réalisée par l'AFEM, association des femmes de l'Europe méridionale.

Cette vidéo est disponible auprès de AFEM, 48, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 47 36 58 77.

Réseaux Hommes

Les Réseaux Hommes sont de petits groupes de réflexion qui réunissent des hommes en recherche de leurs sentiments dans un monde où la place des hommes et des femmes a beaucoup évolué. Des groupes femmes existent également sur le même principe. Des rencontres entre les groupes sont organisées régulièrement : du 28 au 30 mai à Natoye, en Belgique (contact : 00 32 4 252 41 58), du 4 au 6 juin au Québec (contact : 00 1 514 276 4545) ... Guy Corneau, psychanalyste à l'origine de ces réseaux, donnera des conférences à Paris le 4 mai (le choix amoureux existait-il ?) et le 6 mai (le manque du père : fils et filles du silence) (renseignements : 01 43 65 66 09). Un atelier mixte se déroule à Carcassonne du 20 au 24 mai (des larmes au courage, le quête de l'élan vital), (renseignements : Francine Baraban, 04 67 79 50 57).

Pour en savoir plus : RH infos, 41, rue Victor Hugo, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 97 20.

« Tandis que les jours passaient et que j'étais toujours étendue dans ma hutte, ma plaie a commencé à s'infecter et la fièvre est montée. Je m'affaiblissais, perdant par moments connaissance. Redoutant la douleur provoquée par la miction, je me retenais d'uriner, mais ma mère m'a dit : « mon bébé, si tu ne fais pas pipi, tu vas mourir ». Et je me suis efforcée de lui obéir. Quand j'étais seule, je me déplaçais de quelques centimètres et, roulant sur le côté, je me préparais à la douleur fulgurante qui allait suivre. A un moment, ma blessure était tellement infectée que j'étais incapable d'uriner. Pendant deux semaines, ma mère m'a apporté à boire et à manger ; le reste du temps, j'étais seule, les jambes toujours attachées. Et j'attendais que la plaie se cicatrise. Fiévreuse, mourant d'ennui et d'apathie, je ne pouvais rien faire d'autre que réfléchir. Pourquoi ? A quoi cela servait-il ? A cet âge-là, je ne comprenais rien au sexe. Je ne savais qu'une chose : on m'avait charcutée avec la permission de ma mère, et je ne parvenais pas à comprendre pourquoi (...).

Mon excision m'a beaucoup fait souffrir, et pourtant j'ai eu de la chance. Les choses auraient pu être bien pires, comme cela arrivait souvent à d'autres petites filles. En nous déplaçant à travers la Somalie, nous rencontrions plusieurs familles, et je jouais avec leurs filles. Quand nous les retrouvions plus tard, certaines des fillettes n'étaient plus là. Personne ne disait la vérité sur leur absence. Elles étaient mortes des suites de ces mutilations : hémorragies, chocs, infections et tétanos. Vu les conditions dans lesquelles cette ablation est pratiquée, cela n'est guère surprenant. Ce qui l'est par contre, c'est que certaines d'entre nous aient survécu.

Je me rappelle à peine ma sœur Halemo. Je devais avoir trois ans quand soudain elle avait disparu ; je n'avais pas compris ce qui lui était arrivé. Plus tard, j'ai appris que quand le « moment particulier » était arrivé, la vieille femme l'avait excisée, et Halemo avait saigné jusqu'à en mourir (...).

Mes problèmes avaient commencé lorsque j'avais réalisé que j'étais différente des autres filles de mon âge. Après mon arrivée à Londres, j'avais découvert peu à peu que toutes n'avaient pas subi la même chose que moi. Vivant avec mes cousines à la maison de mon oncle Mohammed, j'avais été stupéfaite d'entendre qu'elles urinaient bruyamment, rapidement et tout d'un trait, alors qu'il me fallait une dizaine de minutes pour y parvenir, le minuscule orifice laissé par la femme qui avait pratiqué mon excision permettant à l'urine de s'écouler seulement goutte à goutte.

« Waris, pourquoi tu fais pipi comme ça ? Qu'est-ce qui ne va pas ? ». Pensant qu'elles seraient excisées à leur retour en Somalie, je me gardais bien de leur dire la vérité et je m'efforçais de tourner la chose en plaisanterie »

Waris Dirie, Fleur du désert, Ed. Albin Michel, 1999.

Petites phrases

«Depuis des décennies, la France arme des dictateurs et des généraux, qui retournent leurs fusils contre la démocratie. L'Afrique noire francophone a été le champ privilégié des réseaux, qui, à droite comme à gauche, ont trouvé là des sources de financement, des alliés, des terrains d'expérimentation où ils ont pu concrétiser à grande échelle depuis les années 60, leurs soifs de conquêtes et leurs délires d'empires au nom de la grandeur de la France. Si, aujourd'hui, les réseaux mutent et se modernisent, l'objectif demeure. L'Afrique doit rester un coffre-fort pour nos entreprises, un moyen de financement pour nos joutes politiques, une pouille pour nos déchetes, un terrain de chasse et de loisirs pour nos dirigeants, un champ de manœuvres pour notre armée, une base arrière pour nos mafieux»

Noël Mamère, député Vert, Témoignage Chrétien du 18 février 1999.

Indonésie la fin des enfants-poissons

L'emploi d'enfants sur des plates-formes en mer pour la pêche en apnée (voir Silence n°235) sera interdit en Indonésie à partir de mai 1999. C'est ce qu'a annoncé le ministre du travail à la suite d'une campagne de lettres des associations des droits de l'homme et la mort d'un des enfants sur ces plates-formes.

Burkina Faso coupables identifiés

Des officiers de l'armée ont décidé de lâcher le morceau : selon eux, les assassins du journaliste Norbert Zongo sont trois sous-officiers et un soldat, les mêmes qui avaient assassiné l'ancien président Thomas Sankara. Au Burkina, émeutes et manifestations se succèdent pour demander au clan présidentiel d'avouer la vérité. (source : Billets d'Afrique, avril 1999)

Burkina-Faso revue de presse

Le Ritimo, réseau des centres de documentation tiers-monde vient de publier un recueil d'articles concernant le Burkina-Faso. 110p, 60 F à commander à : CDTM, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél : 01 42 82 07 51.

Economie solidaire

Frères des hommes organise les 11 et 12 juin à Paris, un séminaire international sur l'économie solidaire.

Renseignements : Frères des Hommes, 9, rue de Savoie, 75006 Paris, tél : 01 55 42 62 62.

Rennes un seul monde solidaire ?

Peuples Solidaires organise les 29 et 30 mai à Rennes, son assemblée générale autour du thème «Un seul monde solidaire». A l'occasion de cette réunion, une nouvelle charte réactualisée sera proposée.

Renseignements : Peuples Solidaires, 10, quai Richemont, 35000 Rennes.

Paris : Echangeons le monde !

Du 3 au 18 mai, Artisans du Monde organise une manifestation pour marquer son 25e anniversaire. Une exposition «à la rencontre des organisations de solidarité» se tiendra à la mairie du Xe arrondissement (72 rue du Fg Saint-Martin). Le 6 mai de 18h45 à 21 h, conférence sur «le commerce du troisième millénaire sera-t-il équitable ?» toujours à la mairie du Xe, avec la participation du maire, de François Dufour (Confédération paysanne, ATTAC), de Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques) et des représentants des différents mouvements qui travaillent sur le sujet. Samedi 8 mai, rue de Metz, à l'occasion du vide-grenier du Désir, vente d'artisanat, petits déjeuners solidaires... Dimanche 9 mai, de 11 h à 18 h, quai de Valmy, face au jardin Villemin, stands de vente d'artisanat, animations, restauration...

Programme complet : Artisans du Monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris, tél : 01 48 78 55 54.



Sarthe Mouvement des sans terre

Jusqu'au 16 mai, à La Flèche, au château des Carmes, de 14 h à 18h, exposition Terra du photographe Salgado en soutien au mouvement des sans terre du Brésil. Le 27 avril à 20h30, conférence-débat de Jean-Luc Pelletier, de Frères des Hommes, sur le sujet. Renseignements : Monde Solidaire, rue Champ-Baudry, 72200 La Flèche, tél : 02 43 94 33 98.

Poitiers développement durable

L'association Orcades organise du 25 au 28 août un séminaire sur le thème du développement durable, en collaboration avec le rectorat de Poitiers. Il s'adresse à des enseignants, des aides-éducateurs, des responsables associatifs. Inscriptions avant le 15 mai auprès d'Orcades, 12, rue des Carmélites, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.

Pas de Max Havelaar en grande surface ! ▼

Nous avons signalé notre étonnement dans notre numéro de novembre de voir une campagne d'Agir Ici faire du lobbying auprès des grandes surfaces pour que celles-ci acceptent de diffuser le café solidaire Max Havelaar. Nous rappelons que pour ce qui est d'être solidaire, on pouvait commencer par l'être des employés de ces magasins. A part un courrier d'un administrateur de Max Havelaar, abonné de la revue, nous ne recevions aucun écho officiel. Mais le débat est lancé. Plusieurs revues ont ainsi posé le problème.

Dans une interview donnée à la revue Bretagne Verte, de février 1999, Olivier Bernadas, le premier torréfacteur ayant fourni le café solidaire à Max Havelaar répond ainsi à la question «ne pensez-vous pas qu'il y a une contradiction entre la notion de commerce équitable et la commercialisation dans les circuits de grande distribution ?» : «C'est le seul moyen de faire connaître cette démarche et d'éduquer le consommateur. Aujourd'hui le commerce se fait dans les grandes surfaces. Si vous voulez faire connaître des produits particuliers, il faut être dans les endroits où les produits se vendent. Si les grandes surfaces ne correspondent pas à ce qu'en attendent les consommateurs, c'est à eux de faire changer les choses».

OK, on le prend au mot : boycottons le café solidaire en grande surface, achetons-le dans les boutiques Artisans du monde, dans les Biocoop, dans les commerces de proximité, montrons que l'on peut être aussi solidaire des employés, des structures alternatives. Rappelons que le petit commerce représente encore 35 % des ventes et qu'il est beaucoup plus écologique d'amener un camion dans votre quartier pour livrer l'épicerie du coin que d'emmener des milliers de voitures dans le supermarché en périphérie.



USA viande irradiée

Pour lutter contre le développement des bactéries, le département américain de l'agriculture a autorisé le 12 février dernier l'irradiation de la viande crue. Cela s'ajoute, dans ce pays, aux hormones de croissance et aux produits transgéniques. (source : AFP, 12 février 1999)

Pour une agence du médicament indépendante

Le rapport de la Cour des comptes de septembre 1998 sur la sécurité sociale révèle de nombreux liens financiers entre les experts de l'Agence du médicament chargée de la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (AMM) avec les firmes pharmaceutiques, ce qui est contraire à la loi (article L 576-6 du code de la santé publique).

L'enquête de mars 1999 de Science & Vie montre que les laboratoires financent les études sur leurs propres substances, ce qui permet de passer sous silence les effets négatifs des nouveaux médicaments avant de les soumettre à l'AMM. Les études sont faites sous contrat par des services hospitaliers qui touchent d'énormes sommes d'argent. Les chercheurs ont donc intérêt à conclure positivement pour éviter de se retrouver au chômage.

Ceci montre à l'évidence que les homologations sont arrangées à la convenance des laboratoires. Ceci ne serait pas grave si les effets secondaires des médicaments ne provoquaient pas 18 000 morts par an selon le rapport du comité technique de pharmacovigilance de novembre 1997.

Plusieurs associations (Jour de la Terre, Ecoropa, Ruralis...) se sont associées pour lancer une campagne de lettres demandant au gouvernement de permettre l'indépendance de l'agence du médicament.

Contact : *Alliances pour la vie c/o Jour de la Terre, 3, rue Buisson Saint-Louis, 75010 Paris, tél : 01 42 49 05 93.*

Petites phrases

«On n'a pas besoin des OGM. Sauf pour dominer le marché de l'alimentation»

Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement, lors du festival Science Frontière, janvier 1999.

Transgéniques

● **Dossier sur les OGM.** Le collectif «OGM, nous voulons savoir» vient de rédiger un recueil d'informations sur le sujet d'une trentaine de pages disponible contre 25 F auprès de *Charente-Nature, Impasse Laurette, 16000 Angoulême.*

● **Bâle : la fête des sens.** L'appel de Bâle contre le génie génétique organise du 27 au 29 mai à Bâle, «la fête des sens : manger non transgénique, un régal». Au programme : «soyons sans gènes», «natural viagra», musique, dégustations, etc... Programme : *Appel de Bâle contre le génie génétique, case postale 74, 4007 Bâle, Suisse.*

● **Chazay d'Azergues : soirée OGM.** Une soirée sur le thème «les OGM sont à Chazay» aura lieu le vendredi 7 mai à partir de 20h30 à la salle de l'Orangerie, animée par Arnaud Apoteker (Greenpeace) et Georges Santini (Rhône-Poulenc Agro). Renseignements : *Altern'info, André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.*

● **Suchard sans transgénique.** Suite au courrier d'un de nos lecteurs, la firme Kraft Jacobs Suchard affirme que la lécithine de soja présente dans ses chocolats provient de soja non transgénique.

● **Danone avec transgénique.** Vendu souvent à proximité des rayons biologique sous le terme de diététique la marque *Gayelord Hauser* marque du groupe Danone vend du lait de soja transgénique. La même marque vend différents produits soi-disant diététiques (leuvre de bière par exemple) mais non biologique. A fuir.

● **La localisation des parcelles doit être publique.** Dans un courrier adressé aux Amis de la Terre et daté du 19 mars, la commission d'accès aux documents administratifs reconnaît que la loi impose au Ministère de l'agriculture de rendre publiques les fiches d'information relatives aux cultures expérimentales de plantes génétiquement modifiées. Les semenciers redoutent la publication de ces fiches car ils craignent que les voisins des cultures ne les détruisent. Pour en savoir plus : *Amis de la Terre, Anne Castelain, 53, rue Ramus, 75020 Paris, tél : 01 43 49 11 00.*



Amiante : course de lenteur

50 ans après que l'on sache que l'amiante est cancérigène, la France a enfin interdit l'utilisation de ce matériau en 1997. Depuis, le recensement est censé avoir été fait, mais selon le bureau d'étude *Véritas*, seuls 250 millions de mètres carrés ont été retrouvés alors que la consommation d'amiante fait que l'on estime les zones contaminées à 2,2 milliards de mètres carrés. On a donc retrouvé seulement 10 % de l'amiante. Deux ans après, par exemple, seuls les deux tiers des lycées ont été examinés, seuls la moitié des collèges l'ont été et sur 172 établissements d'enseignement supérieur, seules 113 réponses ont été apportées au ministère dont 11 difficiles à exploiter.

Concernant le désamiantage, là aussi, c'est la course de lenteur. Explication : cela coûte très cher : 5000 F de diagnostic, de 600 à 2000F par m² à nettoyer, 2 à 3000 F la tonne de déchets à évacuer, puis le réaménagement des lieux dont le coût est très variable. Ainsi, le président de la République avait annoncé le 14 juillet 1996 que «il n'y aurait plus d'amiante à Jussieu avant la fin de l'année». Le gouvernement Jospin, déjà plus réaliste, annonçait qu'on désamiante à raison de 10 % par an. Les résultats sont loin du compte : seuls 2,5 % de la surface à nettoyer l'ont été début 1999 et au rythme actuel, la faculté se sera effondrée avant d'avoir été nettoyée ! 45 personnes sont déjà officiellement malades dans cette université.

La fac de Censier à côté a caché le fait qu'elle est tout autant contaminée à l'amiante et les quelques travaux de défloccage entrepris pendant l'été 1998 ont été si mal faits que des fibres d'amiante ont été retrouvées dans tout le quartier.

Pour en savoir plus :

- *Alert, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris.*
- *Andeva (victimes de l'amiante), 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris, tél : 01 48 28 76 72.*
- *Ban Abestos / Bannir l'amiante, Algues, 12230 Nant, tél : 05 65 62 23 02.*

(source : *Alternative-Santé, mars 1999*)

«BÉBÉS ÉCOLOS»

**Une vraie alternative
au gaspillage et à la pollution**

*couches en coton lavables
et réutilisables
avec attaches velcro*

Demandez notre brochure contre 3 F en timbre.

BÉBÉ ÉCOLOS
B.P. 11
34380 ST MARTIN DE LONDRES
Tél. et Fax : 04.67.55.08.78



UN SCANDALE en puissance !

Les recherches du docteur Pusztai étaient pionnières dans le domaine des effets sur la santé animale et sur l'environnement des cultures génétiquement modifiées, en particulier, celle de la pomme de terre.

Outre-Manche, le fait d'avoir rendu public ses doutes et ses critiques sur les aliments transgénétiques a valu au professeur Arpad Pusztai son licenciement du prestigieux Rowett Research Institute d'Aberdeen, auquel ont succédé des attaques en justice par des firmes impliquées dans la biotechnologie. Une coalition internationale de spécialistes prend sa défense en soutenant la poursuite de ses travaux. Le gouvernement Blair n'en finit pas de tergiverser...

Un membre officiel impliqué dans le projet a déclaré au *Guardian* que cette recherche avait des visées sur les conséquences des OGM sur l'homme (1). Les recherches ont été mises en place en octobre 1995 par le docteur Arpad Pusztai qui dirigeait alors une équipe de 28 personnes.

Mr A. Pusztai a été invité en 1963, par le Prix Nobel Dr R. Syngé, à rejoindre le département de chimie des protéines du Rowett Research Institute. Il est réputé pour être un esprit ouvert et un scientifique rigoureux et honnête, sûrement pas un opposant aux OGM. Il soutenait même ces recherches, l'autorisation et le développement des OGM tant qu'ils faisaient l'objet de tests indépendants et rigoureux. Ses recherches donnèrent des résultats inattendus.

Lors d'une expérience, après 10 jours de nutrition à base d'OGM, le développement des reins, du thymus, de la rate et des intestins de rats nourris de pommes de terre transgénétiques était irréversiblement altéré. Le système immunitaire des rats était affaibli et — pire — la taille du cerveau des rats tendait à diminuer !

Le professeur Pusztai n'avait d'ailleurs pas publié cette dernière donnée, considérant à ce moment que les répercussions politiques d'une telle information pouvaient être trop graves.

Ultérieurement, une étude sur les mêmes rats menée par le docteur Stanley Ewen de

l'Aberdeen University Medical School a confirmé les résultats obtenus par Arpad Pusztai et indiquait même de nouvelles pathologies telles que l'agrandissement des parois intestinales de l'estomac des animaux.

Une affaire aux larges répercussions...

« Une des clefs du problème, et qui en est un aspect récurrent, est que le contrôle de l'alimentation n'est pas aussi régulier et strict que le contrôle des drogues. Et lorsque vous bricolez la structure génétique de la nourriture, vous avez à penser les éléments de la nourriture comme autant de produits pharmaceutiques » déclarait Jonathan Rhodes, professeur de médecine à l'Université de Liverpool.

Certains scientifiques pensent que le problème est lié à un des gènes clefs qui fonde le procédé transgénétique lui-même, ce qui remettrait en question de nombreuses « certitudes » dans ce domaine des biotechnologies.

S'il peut être démontré que c'est bien la lectine, une protéine naturelle contenant un gène de résistance aux insectes introduite dans la pomme de terre, qui est responsable; ceci pourrait alors concerner d'autres cultures contenant d'autres lectines comme la Bt toxine. L'année dernière, il y avait à peu près 7,7 millions d'hectares de ces cultures plantées dans le monde.

Ce sont ces prochaines implications en chaîne qui, menaçant l'un des secteurs industriels en pleine croissance et commer-

cialement des plus agressifs, ont entraîné M. Pusztai depuis août 1998 dans l'œil du cyclone.

En décembre 1996, le docteur Pusztai avait déjà pris conscience du faible niveau des tests scientifiques sur le maïs génétique quand un membre de l'ACNFP (2) lui avait demandé de donner son aval à une licence pour un industriel de pointe dans ce domaine.

Le Dr Pusztai adressa alors au ministère de l'Agriculture des mises en garde en précisant que les tests de toxicologie, d'allergologie et de nutrition étaient insuffisants et inadéquats. Peine perdue, il n'y a pas eu de démarche officielle pour de plus amples essais et les autorisations de licence furent finalement accordées à ce maïs transgénétique (3).

Par ailleurs, cette recherche impliquait deux autres structures qui, entre autres, faisaient pousser les pommes de terre : le Scottish Crop Research Institute de Dundee (SCRI) et le département de biologie de l'Université de Durham. Il faut signaler que les trois partenaires avaient tous des liens avec l'industrie des biotechnologies à travers la poursuite d'objectifs commerciaux et des contrats de recherche. Des disputes éclatèrent entre les différentes équipes concernées par la recherche et de fausses accusations se portèrent même sur la méthodologie peu orthodoxe du Professeur Arpad Pusztai. La réputation et les travaux du docteur Pusztai et de son équipe furent rapidement mis hors de cause par l'enquête d'un spécialiste en immunologie du Scottish Office.

...qu'il valait mieux taire ?

En janvier 1998, avec l'autorisation du Rowett Institute, Arpad Pusztai fit part en des termes mesurés de ces résultats aux informations du soir de la BBC2.

En avril 1998, toujours avec l'accord de l'institut, il déclara sur Granada TV qu'il ne mangerait pas de pommes de terre génétiquement modifiées et qu'il trouvait « très, très grave de se servir des citoyens comme des cobayes. Ces derniers doivent rester dans les laboratoires » (4).

Deux jours après Mr Pusztai était suspendu par le directeur du Rowett Institute, le pro-

fesseur Philip James (5). Mis à la retraite, Arpad Pusztai s'est vu refuser l'accès aux données de ses recherches alors qu'une enquête interne était même diligentée contre lui suite à des allégations anonymes qui l'accusaient de fraudes scientifiques. Les chercheurs, Pusztai et Ewen, demandent que



le gouvernement honore son engagement de transparence sur la question de la biotechnologie et prenne l'initiative d'une immédiate évaluation des risques sur la santé. Plus d'une vingtaine de spécialistes internationaux de 13 pays soutiennent la demande de fonds supplémentaires refusée aux deux chercheurs anglais pour poursuivre les recherches ainsi que la réhabilitation du docteur Arpad Pusztai.

«Il est urgent que toutes les données de ces expériences soient débattues sur la place publique. Vos découvertes sont d'une importance considérable pour le débat actuel sur la sécurité et les répercussions inconnues des aliments génétiquement modifiés» déclarait le Dr Vyvyan Howard, spécialiste de toxico-pathologie de l'Université de Liverpool.

«Une grande injustice semble avoir été commise par un institut de recherche respecté. Cet Institut continue à masquer ses erreurs» ajoutait le professeur de génétique, Joe Cummins, de l'Université de Ouest-Ontario au Canada.

L'inquiétant dans ces recherches qui ont été finalement stoppées, c'est que le problème pourrait très bien venir du virus introduit dans les pommes de terre. Or celui-ci est aussi utilisé dans le concentré de to-mate, les huiles de soja ou le maïs dont le gouvernement et l'Union Européenne ont approuvé l'usage industriel et alimentaire. Ce sont des centaines de produits, souvent sans étiquette (6), qui seraient alors concernés ! Les recherches d'Arpad Pusztai pointent le doigt sur le fait

qu'aucun produit alimentaire autorisé en Grande-Bretagne n'est passé par des tests à long terme.

Tandis qu'un sondage de juin 1998 donnait 77% de réponses en faveur d'un moratoire et que 61% des gens interrogés déclaraient ne pas vouloir manger de nourriture génétiquement modifiée, l'industrie de la bio-chimie vient à nouveau de rajouter 13 millions de livres dans les caisses du secteur biotechnologie du DTI (7).

Un représentant des pays africains, Tewolde Egziabher, soulignait, lors des récentes négociations de Colombia sur le protocole de bio-sécurité, que «la position de la délégation anglaise est empreinte d'intérêts corporatistes sûrement renforcés par des pressions transatlantiques».

Après tout ceci, M. Michael Meacher, le ministre britannique de l'environnement tentait dernièrement de rassurer tout le monde en déclarant tranquillement: « Notre but est de mettre en place un régime de transparence, de rigueur scientifique et d'anticipation qui puisse établir un contrôle proportionnel au risque. » No comment !

Matt et Gwen Cressman ■
membres du RIRE (8)

- (1) Gillard Michael Sean, Flynn Laurie et Rowell Andy, «Food scandal ex-posed», *The Guardian*, 12 février 1999
- (2) Advisory Committee on Novel Food Production (ACNFP), Conseil sur la nouvelle production alimentaire.
- (3) Il s'agit probablement d'un maïs de Monsanto.
- (4) Diffusé le 10 août 1998 lors de l'émission World in Action, Granada TV.
- (5) Ce dernier est un proche du premier ministre Anthony Blair. Il quittera la direction du Rowett Research Institute en juin 1999 pour prendre celle de la Food Standards Agency, un nouvel organisme mis en place par le gouvernement, avant tout pour restaurer la confiance des Anglais vis à vis de l'industrie alimentaire.
- (6) Seuls les produits biologiques sont clairement libellés.
- (7) Department of Trade and Industry (DTI), Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- (8) RIRE : Réseau d'Information aux RéfractairEs. Le bimestriel antimilitariste a publié dans un récent numéro, disponible contre 15F00 à RIRE, BP 2402 13 215 Marseille cédex 02, un supplément consacré aux OGM : **Le rire jaune n°1** «OGM : Manipulations tout azimut !», *Le RIRE* n°25, Janvier/Février 1999.

jouvence
EDITIONS



Pierre Pradervand
un pionnier de la vie simple

Découvrir les vraies richesses

Pistes pour vivre plus simplement

Cet ouvrage passionnant indique avec clarté et humour qu'il existe des alternatives aux aberrations de la société de consommation. Sa lecture rend sa conclusion évidente.



il est possible de vivre mieux avec moins.

256 pages • 96 FF

Vivre sa spiritualité au quotidien



Pour Pierre Pradervand, la spiritualité authentique doit pouvoir se vivre au quotidien, dans le bureau ou à l'usine, le supermarché ou la cuisine, les conflits et les joies. Il propose donc une spiritualité de tous les instants, qui peut s'exprimer et se vivre partout. Avec *Le simple art de bénir*, texte constituant l'âme de ce livre, il nous fait redécouvrir le sens originel de la bénédiction, en dehors de toute doctrine religieuse, et nous propose de poser un nouveau regard sur le monde.

144 pages • 85 FF

GRATUIT avec chaque livre, le poster A4 :
Le simple art de bénir
une invitation à donner et recevoir de l'amour !

EN CADEAU pour toute commande de 2 livres
"Le travail n'a de sens que s'il est parlé" de René Longet (Valeur 35 FF)

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Je commande

Frais de port : 25 FF

Paiement par chèque à la commande

A retourner à : Editions Jouvence - BP 7
F-74161 St Julien-en-Genevois Cedex
Tél. 04 50 43 28 60 • Fax 04 50 43 20 24

Site sur l'énergie éolienne

Pour tout savoir sur les adresses de constructeurs éoliens, sur les performances des différents modèles et sur l'actualité de l'énergie éolienne, il existe un site québécois très bien fait : www.eole.org.

Maghreb énergies renouvelables

Le Maroc construit actuellement un premier parc éolien de 50 MW à Tétouan. Actuellement le pays importe 92 % de son électricité. En Algérie, l'usine solaire de Melouka, inaugurée en 1985 est la plus grande du monde. Elle fournit des photopiles qui servent à alimenter les villages isolés. En Egypte, le gouvernement vient de lancer un programme portant sur 400 MW éolien et 300 MW en centrales à cogénération. Une ferme éolienne de 5 MW fonctionne déjà grâce à des machines fabriquées dans le pays. (source : Tam-Tam, mars 1999)

Détente

En 1986, l'association INESTENE voit le jour. Elle se transforme progressivement en une société qui conserve ce nom et une association qui vient de changer de nom pour s'appeler *Détente* du nom des scénarios mis au point par l'INESTENE pour la sortie du nucléaire. Cette association poursuivra les mêmes buts : relayer toute action allant dans le sens d'une utilisation rationnelle de l'énergie et du développement des énergies renouvelables, informer le grand public et le milieu associatif, proposer conférences et débats sur les choix énergétiques français, auprès d'élus et de décideurs politiques, dans l'optique d'une diminution des tensions environnementales, sociales et économiques générées par la consommation d'énergie. Contact : *Détente*, 5, rue Buol, 75013 Paris, tél : 01 53 80 08 51.

Lampes économes : blocages

Henri Courier de Méré a inventé un système de commande électronique simplifié pour les lampes économes. Ce procédé devrait permettre de faire baisser rapidement le prix de ces ampoules qui consomment cinq fois moins que les ampoules à filament. L'invention remonte à 1993 et de Méré essaie de passer contrat avec Motorola... qui l'emploie pendant des mois sans développer le brevet. Enervé, l'inventeur se tourne alors vers Thomson qui n'est pas intéressé, puis vers EDF. La fée électricité lui fera perdre deux ans avant de conclure qu'elle n'est pas intéressée, ayant peur de se lancer dans les économies d'énergie (contradictoire avec sa politique d'expansion). C'est finalement un importateur chinois qui lancera le produit en le produisant en Chine en petite quantité et avec succès : le prix chute à 40 F l'ampoule contre près de 100 F avant. Depuis janvier 1999, une usine installée près de Tours s'est lancée dans la production (cinquante emplois, un million d'ampoules par an sous la marque Bower). Si la production croît, il est théoriquement possible de faire baisser le prix autour de 10 F.

(article plus complet dans les *Quatre Saisons du jardinage*, mars 1999)



Alsace réseau électrique économe

Depuis plusieurs années, les club d'astronomie dénoncent l'éclairage excessif des villes qui les empêche d'observer correctement les

cieux. Les naturalistes dénoncent eux les perturbations de ces lumières sur le comportement des animaux : les oiseaux meurent

Annonces

Emplois

- Coopérative de consommateurs cherche pour développer son magasin de produits biologiques (CA de 600 kF), situé à Millau (Aveyron) un gérant de magasin bio avec comme visé un changement de statuts vers une société commerciale. Vous possédez trois à cinq ans d'expérience de vente en produits biologiques, vous souhaitez développer la consommation de produits de qualité issus de l'agriculture bio dans le respect d'une relation de coopération avec l'ensemble des agents de la filière (producteurs, transformateurs, consommateurs), vous avez l'esprit coopératif et vous disposez d'un capital à investir, vous entendez assurer une transparence de fonctionnement de la société, envoyer votre CV avant fin avril à CLEM, 4, rue de la Mégisserie, 12100 Millau.
- La Clairière, magasins de produits biologiques et écologiques, membre du réseau Biocoop, cherche la quatrième personne de son équipe. Celle-ci s'occupera de la gestion des produits frais et devra avoir une bonne expérience du travail en magasin d'alimentation générale, le sens des responsabilités, des

initiatives et du contact avec la clientèle. Prendre contact avec *La Clairière*, centre commercial Les Meillottes, 91450 Soisy-sur-Seine, tél : 01 69 89 31 32.

- L'École de la Mothe (pédagogie Steiner), école rurale, fait l'objet d'une demande croissante d'accueils d'élèves étrangers en long séjour. Elle envisage donc le développement du pôle des grandes classes et la création d'une classe internationale. Pour mener à bien ce projet à la rentrée 1999, elle cherche deux professeurs de classe premier cycle, deux professeurs de français expérimentés pour le second cycle, des intervenants (pour des périodes de 2 à 3 semaines) en technologie, histoire, géographie, modelage, menuiserie... Envoyez vos candidatures à : *Commission pédagogique*, Libre école Rudolf Steiner, Château de la Mothe, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 93 98.

- Ferme bio cherche associés ou aide bénévole (bovins, lait, herbe), tél : 03 29 75 09 78.

- Je veux réorienter ma vie, travailler avec d'autres. Je suis agricultrice, 45 ans, deux enfants. J'ai une certaine expérience et je peux la partager dans une ferme de réinsertion, pour enfants malades, une maison de retraite avec support de ferme, ou un éco-musée... J'étudie toutes les propositions. Je travaille depuis des années en ferme biologique avec des chèvres et fabrication fromagère, je sais m'occuper des ani-

d'épuisement car ils attendent en vain la nuit pour dormir, les lucioles restent inhibées, les migrations sont perturbées, les amphibiens se concentrent aux points lumineux où ils sont la proie des rapaces, rapaces qui sont parfois éblouis... De plus, évidemment, éclairer les cieus est un gaspillage d'énergie. La commune de Reichstett, dans la banlieue de Strasbourg, a fait une étude sur le sujet et en 1993, elle a refait son réseau d'éclairage. Ceci a permis de diminuer des deux tiers les réverbérations vers le ciel et de diminuer de 30 % la facture d'énergie. Les résultats ont été si encourageants que la ville de Strasbourg est en train de suivre l'exemple. (source : CARL, club astronomique de la région lilloise, tél : 03 20 85 99 19)

Rhône la maison des Négawatts

L'exposition itinérante de Terre Vivante sur les moyens de diminuer sa consommation d'énergie est visible du 3 au 7 mai à l'ENTPE, école nationale des travaux publics, à Vaulx-en-Velin, à côté du Planétarium. Une conférence avec Benoît Lebot, de l'agence internationale de l'énergie se tiendra sur le sujet le mercredi 5 mai à 18 h avec démonstration d'appareils. Renseignements : *TPE écologie*, rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 71 97.

maux, soins, traite, vaches, chèvres, cochon, faire le pain, le jardinage... Prétention pour le sud, sud-ouest, Pyrénées ou Alpes. Tél : 05 63 37 54 65 Myriam.

- Couple avec expérience en maraîchage bio et polyculture-élevage cherche à travailler en ferme dynamique ou biologique. Période à déterminer, région indifférente. Eventuellement intéressés par des mi-temps avec salaires adaptés, possibilité de rémunération en nature (gîte et couvert). *Allice Villemain et Mario Rossi*, 4, rue des Mobiles, 07000 Privas, tél : 04 75 64 80 17.

- Illustrateur (dessin, encre, gouache, gravure...) étudie toute proposition, tout contrat : affiches, logos, illustrations livres, pochettes de disque, jaquette... Réponse rapide et tarif sympa assurés. *Matt Mahlen*, 23, Whatman Road, Forest Hill, London SE23 1EY, Grande-Bretagne, e-mail : gwen@cressman.freeserve.co.uk

Vivre ensemble

- propose rencontres, séjours sur un lieu paisible en pleine nature, en vue partage, vie d'échange et entraide envers toute personne en recherche d'une vie constructive et épanouissante au service de notre mère terre. Venez découvrir la vie à la ferme (vaches, ânes, basse-cour...) et les animations diverses et variées de tous les jours. *Pascal Laurent, Pèdescaux*, 09130 Artigat, tél : 05 61 68 58 87

met en avant la possibilité d'accueillir ensuite des déchets de nombreux autres pays. (source René Hamm)

la génération de réacteur n'intéresse plus personne à part la France... qui, pour le moment, a

annoncé renoncer à le construire au Carnet, entre Nantes et Saint-Nazaire.

Petites phrases

«Le coût pour les finances publiques de certaines charges liées au démantèlement des centrales nucléaires ou au retraitement, pourrait constituer, d'ici vingt à trente ans, une bombe budgétaire explosive»
Commentaire de la rédaction, Le Monde, 21 janvier 1999.

Déchets occidentaux et mafia russe

La déclaration d'intention du 17 septembre dernier entre la Suisse et la Russie concernant la gestion de déchets suisses par la Russie n'est pas encore un contrat. Pour ce faire, il faudrait modifier la loi sur la protection de l'environnement qui, en Russie, interdit de telles importations. Sergei Sashurin, député du mouvement Pouvoir du peuple, ancien repris de justice, négocie avec les chefs de groupes parlementaires pour une modification de la loi car selon lui, cela permettrait à la Russie des «avantages économiques». Ce député

Belgique commission sur l'avenir du nucléaire

Le 1er février dernier, le gouvernement belge a créé une commission de seize universitaires pour étudier l'avenir du nucléaire dans le pays. Cette commission dispose de 18 mois pour étudier un éventuel abandon du nucléaire et son remplacement par des énergies alternatives.

(source : Réseau Sortir du nucléaire, février 1999)

EPR : Framatome bientôt seule !

La firme Framatome, associée jusqu'à maintenant à Siemens pour élaborer un nouveau type de réacteur nucléaire dénommé EPR (européen pressurized reactor) a annoncé début février que si son homologue allemand Siemens se désengageait du nucléaire du fait de la décision du gouvernement SPD-Grünen, elle était prête à poursuivre le projet seule ! Ce réacteur qui serait selon les pro-nucléaires le prototype d'un nouvel-

Les morts des mines d'uranium

Certains se sont étonnés du chiffre annoncé dans le numéro de mars concernant le nombre de morts du nucléaire. Les six millions annoncés concernent l'ensemble de la filière et comprend donc les victimes d'Hiroshima, Nakasaki. Mais le plus grand nombre de morts s'observe dans le secteur civil au niveau des mines d'uranium. Une conférence internationale sur le sujet, qui s'est tenue en Autriche en 1992 estimait à 40 000 morts par an le nombre de mineurs victimes de la radioactivité des mines. Or cela fait maintenant 50 ans que l'on exploite l'uranium, faites le calcul, cela vous donne déjà 2 millions de morts. Et ces morts ne sont pas n'importe lesquels : des pauvres certes, mais surtout des pauvres du sud car contrairement à ce que croient certains dirigeants de chez nous, il n'y a pas d'indépendance nationale : 100 % de notre uranium est importé. Et même lorsque celui-ci provient de pays dits «développés» comme le Canada, l'Australie ou les Etats-Unis, il ne faut pas oublier que là-bas les mineurs sont le plus souvent les peuples indigènes.



Rencontres

- Dans un chemin sinueux longeant un ruisseau, rencontrer furtivement un oiseau, découvrir un champignon. Le solitaire de 29 ans que je suis espère partager ces instants, échanger, créer un projet de vie. *Hugues Mircea-Paillet, 3, allée de Kignan, 69440 Mornant, tél : 04 78 44 00 08 ou 06 62 56 00 08.*

Recherche

- *Le Mille Pattes, 14, rue de Pujol, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 66 20 83* cherche une solution solaire peu coûteuse pour fournir de l'électricité au site de son château en rénovation (voir Silence n°238 de décembre 1998). Actuellement, la solution EDF bien que fortement subventionnée semble hors de prix. Qui a des tuyaux ?
- *Noëlle Vise, Gartenstrasse 46, 78462 Konstanz, Allemagne* cherche des contacts pour organiser des conférences en France en lien avec des associations américaines dénonçant les conséquences de l'embargo en Irak.
- Quatre amis issus de la formation BTS gestion et protection de la nature, avec le projet de réaliser un voyage-action au Burkina en août 1999 cherche des financements pour boucler leur budget. Les objectifs de ce voyage sont la réalisation d'une exposition sur la vie quotidienne des habitants, la mise en place d'animations de sensibilisation à l'environnement (bois, énergies, cuisine solaire) et la participation à une opération de reboisement. Si vous pouvez nous aider : *Julien Gallardo, Les Châteaux, 61300 Crulai.*

- Couple d'étudiants, français et anglais, cherche à garder une ferme et/ou anglais, cherche à garder une ferme et/ou à participer aux travaux agricoles (animaux, fruits, légumes, plantes, entretien, tracteur...) contre rémunération. Expérience, sérieuse et esprit pratique garantis. Pour période août et début septembre. Départements 81, 82, 33 de préférence. *Tél : Julien, 05 56 92 09 68.*
- Souffrant des fumées provenant d'un voisin qui fume sur son balcon à l'étage en dessous, je n'ai pas d'autres solutions que de maintenir les fenêtres fermées. Le syndic dit qu'il est libre de faire ce qu'il veut. Qui peut m'indiquer des solutions ? *Françoise Lantrey-Laperrière, Le Clos Guillermin, 160, avenue de Ris, 73290 La Motte-Servolex.*
- Artiste photographe dépaysageur cherche étapes, relais chez personnes intéressées pour périple en zigzag entre la Vendée et la Provence de mai à août. Propose dessins, photos, diaporama-débat sur le paysage contemporain en échange d'hébergement, essence, soutien financier. *David Le-lièvre, PN27, 85600 Saint-Hilaire-de-Loulay, tél : 02 51 94 01 07.*
- Echange filtre à eau «filopur» contre toilette sèche. *Tél : 02 99 95 44 16.*
- Je suis hygiéophile (Mosseri) et voudrais devenir frugivore. Je cherche des témoignages de personnes se nourrissant ainsi ou l'ayant fait (problèmes divers, frilosité, carences, quantité par jour, variétés, mélange de fruits...). *Gérard Hervé, 9, rue de Chabrol, 75010 Paris.*

Donne

- Donne contre remboursement de frais de port : «le corps énergétique de l'homme» (n°0 à 15, 1994-1998) ; «Vipassana Newsletters» (en français) 50 n° de mars 1984 à hiver 1997 ; L'avant-scène du n°184 à 221 plus 8 n°s épars ; Nouvelles clés, dix numéros épars de 1994 à 1998 ; Réseaux espérance n°23 à 27, 1985-1986. *Jacques Lagarde, tél : 04 90 62 91 08.*

Vacances

- Stages cheval-montagne en Drôme pour enfants ou ados ou adultes débutants, 6 jours complets. Accueil familial (6 personnes maxi) en juillet-août. Coût: 2200 F. Bons CAF et CV acceptés. *Michel Floret, L'escavale, Borne, 26410 Glandage, tél : 04 66 45 68 40.*
- L'association pour la participation à l'action régionale, APARE, organise pendant l'été des chantiers de bénévoles en Provence. Ces chantiers sont ouverts à tous à partir de 16 ans et peuvent vous permettre d'apprendre les techniques de restauration des bâtiments anciens. Après-midi et week-ends de loisirs. On paie sa nourriture et son assurance. Renseignements : APARE, 41, cours Jean-Jaurès, 84000 Avignon, tél : 04 90 85 51 15.
- Loue maison près d'Aix-en-Provence pour vacances, semaines ou mois, tél : 04 42 58 86 53.
- Echange appartement à Rennes contre appartement à Marseille pour septembre 1999. *Tél : 02 99 95 44 16.*
- Echange habitation comprenant

deux chambres, un bureau, un grand séjour, une cuisine, une SDB dans le Gard entre les Cévennes et la Méditerranée contre un logement pour 4 personnes dans le centre ou l'ouest de la France pour les vacances d'été. *Patrick Sastre, Grand Rue, 30260 Vic le Fesq, tél : 04 66 77 12 23.*

A louer

● Loue studio avec mezzanine entièrement rénové dans bâtiment de caractère situé sur les coteaux de Port-Sainte-Marie (47), sur un domaine en agrobiologie, au sein d'un hameau convivial, libre au 1er juin 1999. 1500 F plus charges, tél : 05 53 87 20 01 ou 05 53 68 89 15.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Caravane Transnationale

Le monde est entré dans une phase de bouleversements imprévisibles et de plus en plus rapides. De nombreux signes montrent que l'actuel ordre économique et social ne marche pas : le nombre

pas une vision nouvelle ; elle a toujours existé, donnant force et inspiration à ceux qui, par leurs luttes, ont permis à l'humanité de réaliser ses plus beaux accomplissements. Malheureusement, de nos jours, peu

donné la non-viabilité du système économique actuel et l'instabilité de l'ordre politique et social, un changement radical ne saurait tarder. Les prochaines décennies se dérouleront dans un monde en rapide mutation mais la direction du changement n'est pas encore fixée. Si nous ne participons pas activement à la construction de notre avenir, le changement pourrait être pire que le système actuel. Une crise similaire avait déjà provoqué l'irruption de régimes totalitaires et racistes pendant la première moitié de ce siècle. C'est à nous, et à nous seuls, d'éviter que cela ne se reproduise : le statu quo ne repoussera pas le spectre du fascisme, au contraire il risque de le renforcer.

Dans de nombreux pays du Sud, les populations sont largement convaincues de la nécessité de transformer radicalement l'ordre politique, économique et social. Cela ne semble pas être le cas dans les pays du Nord. Il est évident pour nous que cette transformation est un processus participatif qui doit être amorcé et contrôlé par le peuple et non par les institutions. Nous savons que ce changement ne viendra pas des centres de pouvoir comme les gouvernements nationaux, les institutions internationales et les multinationales puisque c'est leur pouvoir qui pose précisément

ce problème. Ce type de changement ne peut non plus être réalisé au niveau local ou national puisque nous vivons dans un monde globalisé, une réalité à laquelle nous ne pouvons échapper. C'est pourquoi nous dépendons de la mobilisation et de la prise de conscience politique du Nord pour faire aboutir les luttes menées dans le Sud au niveau local et national bien sûr pour obtenir de toute urgence la transformation du système mondial de gouvernement.

Nous venons en Europe pour éveiller la conscience politique (on pourrait aussi dire le bon sens) des populations, pour parler avec les gens dans la rue — des gens affectés comme nous par le désordre mondial — et pour aider à créer un nouvel espace politique pour le changement direct en Europe. Nous espérons aussi renforcer nos liens avec les Européens qui défendent les mêmes idéaux que nous et peut-être les aider à créer des liens entre eux. Nous souhaitons ainsi développer de nouvelles formes de collaboration plus efficaces entre les peuples impliqués dans cette lutte commune.

Le principal objectif de notre démarche est

Ras-le-bol des consignes des multinationales et des institutions financières, les paysans du Sud ont décidé de venir en Europe avant le prochain G7 pour lancer un vaste débat sur l'avenir de la planète. Ils débarqueront par centaines, principalement de l'Inde, autour de la plate-forme suivante.

de gens incapables de satisfaire leurs besoins élémentaires ne cesse d'augmenter pendant que diminue le nombre de nantis se partageant les richesses du monde ; de graves crises financières acculent des régions entières à la faillite ; les dégradations écologiques continuent de priver les communautés de leurs moyens d'existence ; la polarisation sociale exacerbe les tensions et les conflits sur toute la planète.

de gens osent encore croire qu'ils peuvent contribuer à la construction d'un monde meilleur. Ceci est surtout vrai dans le Nord, où la majorité de la population accepte passivement l'affirmation cynique qu'il n'y a pas d'alternative au système de valeurs destructeur et au modèle de développement imposés par l'ordre économique et politique mondial. Cette population renonce ainsi à défendre ses propres droits et à décider de son propre avenir.

Une chance de se réappropriier notre avenir

Ces événements ne provoquent pas seulement dépossession et destruction. Ils donnent aussi aux peuples une chance unique de se réapproprier leur avenir, de désobéir aux institutions qui prônent un système auto-destructeur de domination économique, politique et militaire et de reprendre leur propre pouvoir en main pour construire un monde différent. Un monde où les collectivités locales contrôleront l'économie locale, où la centralisation des pouvoirs économiques et politiques disparaîtra, où la croissance économique et la consommation effrénée céderont la place à des perspectives sociales comme l'égalité et la qualité de vie, où le militarisme et l'agression ne seront plus qu'un mauvais souvenir.

Evidemment, il ne s'agit pas là d'un programme politique réalisable immédiatement mais plutôt une vision à long terme, une orientation à donner à notre société. Cette vision est formulée plus en détail dans le manifeste de l'Action Mondiale des Peuples contre le "libre" échange et l'OMC (AMP), un réseau international de mouvements populaires qui s'est créé à Genève en février 1997. Ce n'est certes



Orienter la direction du changement

Nous sommes convaincus qu'une transformation fondamentale n'est pas seulement un impératif éthique et un projet réaliste : c'est aussi une nécessité urgente. Etant

donc de renforcer la communication avec l'ensemble des populations européennes et, plus particulièrement, avec les organisations et les militants. Nous participerons également à des actions de désobéissance civile contre les centres de pouvoir tels que les multinationales, les institutions internationales et les gouvernements. Toutefois ces actions ne sont pour nous qu'un outil de communication de plus — un outil particulièrement important puisque nous sommes convaincus que seule la désobéissance civile et l'action directe non-violente peuvent provoquer ce renversement fondamental de l'ordre économique et politique. Les principales questions sur lesquelles nous souhaitons attirer l'attention du public européen et proposer un renversement majeur des stratégies sont les suivantes.

Mondialisation de la domination

Au cours des dernières décennies, les stratégies de libéralisation commerciale adoptées par la plupart des gouvernements (souvent sous la pression d'institutions comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international) ont provoqué des problèmes terribles dans le monde entier. Elles ont exacerbé la dépendance à l'égard du marché mondial, ce qui affecte aussi de plus en plus les pays du Nord. Cette dépendance signifie que les politiques locales et nationales sont fixées en fonction d'un objectif unique de compétitivité internationale, au détriment d'autres impératifs comme l'égalité, les droits humains, la politique sociale, l'environnement, les conditions de travail, etc. Aujourd'hui, les revenus additionnés de 358 milliardaires excèdent les revenus additionnés de 2,3 milliards de personnes, soit 45% de la population mondiale. Les politiques néolibérales à l'origine de cette situation ont été codifiées et érigées en lois internationales pendant l'Uruguay Round du GATT, qui a également créé l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC a pour mission de faire respecter ces règles, de punir les pays qui veulent s'en écarter et d'offrir un forum permanent de négociation pour développer ce système de domination mondiale. Ce système est défendu par le G7, un club constitué par les gouvernements des sept pays les plus industrialisés du monde. Ce club se réunira à Cologne en juin 1999 (en compagnie du président de Russie) ; ce rendez-vous sera la dernière étape de notre visite en Europe.

En novembre 1999, l'OMC tiendra sa troisième conférence interministérielle à Washington DC. Il y a de fortes chances que cette conférence déclenche une nou-

velle série de négociations qui élargira encore l'influence du système OMC. Ces nouvelles négociations devraient déboucher, entre autres, sur une libéralisation commerciale accrue des produits agricoles (déjà responsables de centaines de suicides de familles paysannes en Inde et dans d'autres pays). Elles devraient permettre aux multinationales d'obtenir encore plus facilement des brevets sur le vivant et leur accorder des droits d'une ampleur sans précédent, en incorporant dans l'OMC l'intégralité des dispositions du défunt Accord multilatéral sur l'investissement (AMI).

Alors que les pays du Sud sont relativement bien informés de ce qui se trame, la plupart des Européens semblent l'ignorer. Pourtant ils en seront affectés comme les populations du Sud (quoique dans une moindre mesure pour l'instant). Par notre présence, nous voulons contribuer à développer la prise de conscience des pays du Nord, qui en ont un besoin urgent. Il ne sera pas possible de transformer ce système mondial de mort et de destruction sans la participation active du Nord.

L'accumulation du capital

Parmi les 100 premières économies du monde, 51 appartiennent à des firmes transnationales. Grâce à la libéralisation des échanges, à la dérégulation et à la privatisation, les multinationales exercent aujourd'hui un contrôle sans précédent sur l'économie mondiale. Résultat : leurs intérêts ont une influence décisive sur les décisions politiques prises à tous les niveaux et particulièrement au niveau mondial. Les multinationales font intervenir des groupes de pression tels que le Forum économique mondial, la Chambre internationale de commerce et la Table-ronde européenne des industriels pour défendre leurs intérêts dans un nombre croissant de secteurs politiques. Ils ne s'intéressent plus seulement aux secteurs qu'ils ont toujours influencés



(comme le commerce et l'investissement), mais s'attaquent aussi à des secteurs d'où ils étaient jusqu'ici absents (comme l'agriculture, l'éducation, la santé, etc).

Le capital transnational ne se contente pas de déployer ses effets destructeurs sur les peuples et la nature qu'il exploite directement. Le casino financier mondial, inventé par le capital transnational pour accroître ses profits, a révélé son potentiel dévastateur pendant la première vague de crises financières survenues en Asie, en Russie et en Amérique latine. La crise de 1929 pourrait apparaître comme une bagatelle à côté de ce qui se prépare. Au lieu d'adopter des stratégies pour stopper cette terrible bombe à retardement économique, les multinationales tentent, avec la complicité de certains gouvernements, d'instaurer des règles contraignantes qui renforceront leurs droits et privilèges et empêcheront tout contrôle sur ce casino financier. Un accord de ce type (intitulé TRIMS) est déjà incorporé dans le système OMC. La tentative de faire signer au sein de l'OCDE une version amplifiée de ce traité (le fameux AMI) a échoué mais les multinationales reviendront à la charge dans le cadre de l'OMC cette fois. Par notre visite, nous voulons contribuer à intensifier la résistance européenne contre cette insanité. Nous espérons faire prendre conscience aux

Européens des dangers que cet accord ferait peser sur leur autonomie économique, politique, sociale et culturelle.

Les brevets sur le vivant contre les petites paysans

La libéralisation commerciale et les nouvelles technologies ont provoqué dans le monde entier la faillite des petits paysans et la destruction de leur diversité biologique et culturelle. Les stratégies et les technologies imposées par des institutions comme la FAO (Food and Agriculture Organisation) et la Banque mondiale ont chassé des millions de paysans de leurs terres (celles-ci sont de plus en plus concentrées entre les mains des multinationales et des grands propriétaires fonciers). Ces paysans trouvent refuge dans les bidonvilles des grandes villes, où ils vivent dans des conditions inhumaines. Dans le Nord, où la décomposition du monde rural prend d'autres formes, la libéralisation des échanges détruit aussi les moyens d'existence de millions de petits paysans.

L'introduction du génie génétique dans la production alimentaire va considérablement accroître le contrôle de l'agro-alimentaire sur notre alimentation, avec tous les problèmes qui en découleront : catastrophes écologiques, mise en péril de notre santé, appauvrissement généralisé des paysans. Nous voici prisonniers du "meilleur des mondes", un monde où les transnationales obtiennent des droits de propriété sur tout ce qui peut produire un profit : micro-organismes, plantes, animaux et composants du génome humain. Le génie génétique et les brevets sur le vivant représentent une des menaces les plus graves auxquelles l'humanité ait jamais été confrontée car ils donnent à l'industrie biotechnologique un contrôle sans précédent sur nos vies.

Un des objectifs de notre programme est d'attirer l'attention des citoyens sur les problèmes ruraux. Nous voulons leur faire comprendre que l'introduction du génie génétique dans l'agriculture et la brevetabilité du vivant n'entraîneront pas seulement la disparition de la petite paysannerie, ou ce qu'il en reste : elles auront aussi un impact irréversible sur tous les écosystèmes du monde, sur l'équilibre du pouvoir dans la société (les droits de propriété sur le vivant étant une nouvelle forme de contrôle) et d'une manière générale sur l'avenir de notre planète.

Il n'est pas trop tard pour arrêter le massacre. Mais pour cela nous devons démanteler le système commercial multilatéral imposé par l'Organisation mondiale du commerce. Plusieurs de ces accords ont été ouvertement conçus pour introduire le génie génétique dans l'agriculture et la brevetabilité du vivant dans nos législations. Nous devons aussi renforcer l'action directe non-violente contre les multinationales biotechnologiques (comme Monsanto, Novartis, AgroEvo, etc).

Quelle dette du tiers-monde ?

Ce sont les politiques néolibérales imposées aux pays victimes de la "dette" qui ont permis de créer l'ordre mondial actuel. La "crise de la dette", provoquée par la corruption et l'irresponsabilité des élites du Nord comme du Sud, a eu les conséquences suivantes : transfert de milliards de dollars des plus pauvres aux élites les plus riches ; exploitation extrême de la nature et des peuples afin d'accroître le rendement des produits bon marché exportés vers les riches consommateurs ; démantèlement de toutes les politiques destinées à réduire la dépendance des pays du Sud à l'égard de leurs anciens colonisateurs.

Nous en avons assez de cette escroquerie planétaire. Nous venons aussi en Europe pour dénoncer les institutions responsables de cette situation (comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les banques commerciales internationales) ainsi que les gouvernements du G7 qui gèrent la "crise" à leur propre avantage et les gouvernements du Sud qui en remboursant les dettes et les intérêts se rendent complices de cette escroquerie historique.

Nous ne demandons pas un allègement ou une renégociation de la dette : ce que nous voulons, c'est que les gouvernements du Sud désobéissent aux règles établies par les gouvernements du G7 et les institutions de Bretton Woods, qu'ils cessent de participer à cette spoliation criminelle camouflée sous le nom de "remboursement de la dette". Nous espérons obtenir le soutien des peuples européens au nom desquels les gouvernements du G7 exploitent plus de la moitié de l'humanité.

Militarisme et menace nucléaire

L'ordre mondial actuel ne tiendrait pas longtemps sans le formidable appareil de répression sur lequel il s'appuie. L'hégémonie militaire des puissances occidentales (notamment des Etats-Unis), qui s'exprime à travers l'OTAN, intervient en dernier ressort, quand un peuple ou un pays essaie d'appliquer un programme de développement différent. Néanmoins, les mécanismes nationaux de répression (forces militaires, paramilitaires et policières) sont les plus couramment utilisés pour réprimer toute tentative de changement car ils coûtent moins cher que les vastes opérations militaires et sont tout aussi faciles à contrôler depuis les grands centres de pouvoir. Le lent génocide de la population indigène du Chiapas ou les exactions commises en toute impunité par les groupes paramilitaires de Colombie en sont la preuve.

La seule façon de mettre un terme à ces abominations est de réduire la violence peu à peu. Les techniques les plus efficaces sont celles que prône l'Action mondiale des peuples (AMP), à savoir l'action direc-



Itinéraire

(non-définitif au moment
de la clôture de ce numéro)

Pour une branche :

● 22 mai : départ des différentes branches d'Amsterdam

● Du 23 au 29 mai : Normandie, Nord-Ouest

● Du 30 mai au 6 juin : Sud-Ouest (Agen, Aspe, Toulouse, Montpellier)

Pour une autre branche :

● Du 30 mai au 1er juin : Paris

● Les 5 et 6 juin, le Nord (Lille...)

Pour une troisième branche :

● Déplacement en Grande-Bretagne, Pays-Bas et Belgique jusqu'au 30 mai

● 27 mai : Bruxelles

Puis pour tous :

● Les 7-8-9 juin : rassemblement à Genève

Puis une branche :

● 10 au 12 juin : Lyon

Pour les autres :

● 10 au 12 juin : d'autres villes du Sud-Est
Puis passage en Italie et en Allemagne

● Enfin, du 17 au 20 juin, rassemblement de toute la caravane à Cologne, pendant le G7.

te non-violente et la désobéissance civile. Un des effets les plus sinistres de ce délire militaire est l'industrie nucléaire. L'utilisation militaire et soi-disant "civile" de la radioactivité est une menace cruciale pour les générations actuelles et futures. La seule solution est de démanteler tous les arsenaux et installations nucléaires au Nord comme au Sud. Tout au long de notre visite en Europe, nous dénoncerons vigoureusement le programme nucléaire des pays du Sud (notamment les tests nucléaires effectués récemment par l'Inde et le Pakistan) mais aussi l'hypocrisie des politiciens et des médias du Nord, qui critiquent l'usage du nucléaire du Sud mais passent sous silence les agissements (souvent bien pires) de leurs propres pays dans ce domaine.

Le changement ne viendra pas de nos gouvernements

Ces derniers mois, les élites au pouvoir ont montré quelques signes suggérant qu'elles commencent à s'inquiéter de l'instabilité du système mondial de gouvernement. Parmi ces signes, le glissement politique de la Banque mondiale vers le keynésianisme et le fait que le capital transnational ait laissé les néo-socio-démocrates constituer des gouvernements dans la plupart des pays européens. Cette évolution pourrait

nous faire croire que nous sortons enfin de l'âge néolibéral et que nous avançons dans la bonne direction. Mais cela veut simplement dire que les affaires continuent. Ce type de réformes n'a aucun effet sur la centralisation du pouvoir économique, politique et technologique à l'origine de tous nos problèmes. Au contraire, ces réformes auraient tendance à renforcer les mécanismes qui permettent cette centralisation.

Il va de soi que les objectifs de notre visite en Europe ne pourront être atteints à court terme car un changement politique de cette nature ne viendra pas de nos dirigeants ; il ne peut émaner que de la société elle-même. C'est pourquoi nous ne voulons pas perdre l'énergie à faire du lobbying auprès des politiciens ou des responsables des multinationales. Non seulement nos efforts seraient inutiles mais nous risquerions bien malgré nous d'aboutir à une légitimation des institutions que nous voulons réformer. Il y a pire : dans certains cas, notamment dans les processus de politique mondiale, le lobbying peut déboucher sur l'instrumentalisation de certaines organisations qui prétendent représenter la "société civile". Les institutions utilisent ces organisations pour faire croire que leur politique résulte d'une consultation "démocratique" de tous les acteurs sociaux. La clause sociale que certains veulent intégrer dans le système OMC est l'un des exemples les plus scandaleux de cette symbiose entre les institutions et la soi-disant "société civile". Cette clause est censée protéger les droits fondamentaux des travailleurs en obligeant tous les membres de l'OMC à les respecter, sous peine de sanctions commerciales. En fait, si elle était intégrée dans le système OMC (ce qui pourrait facilement arriver lors de la nouvelle série de négociations prévue en novembre 1999), cette clause permettrait aux pays du Nord de pratiquer un protectionnisme sélectif tout en légitimant le système OMC. En fait, elle ne ferait qu'aggraver les problèmes fondamentaux qui poussent les gens à accepter des conditions de travail inhumaines.

A l'occasion de notre visite, nous aimerions exposer clairement le type de changement pour lequel les immenses mouvements populaires du Sud se battent. Ceci est important car nous savons que de nombreuses organisations du Nord affirment s'exprimer au nom des "pauvres du Sud". Or cette confusion crée plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Nous refusons que le capital, les technologies, les "experts" occidentaux nous imposent leur propre modèle de développement. Nous refusons également que le Nord nous utilise comme argument politique pour exiger de nos élites des réformes que nous n'avons jamais demandées. Nous voulons

seulement organiser notre force et la combiner avec la force d'autres mouvements dans le Nord et le Sud, afin de retrouver le contrôle de nos propres vies. Nous ne cherchons pas à occuper une place à la table mondiale des négociations, nous ne voulons pas non plus d'une révolution sanglante. Nous progressons simplement pas à pas pour aller vers le niveau mondial, un monde issu d'un glissement dans les valeurs et les choix quotidiens de millions de personnes. Nous partageons cette vision avec nos amis européens qui participent à ce projet. Ces personnes travaillent à construire une société différente dans leurs propres régions. Nous espérons que notre visite contribuera à accroître le nombre d'Européens aspirant au même idéal. Ce serait là le plus beau signe d'espoir que nous pourrions trouver sur votre continent.

Prof. M.D. Nanjundaswamy ■
Président du Karnataka Rajya Ryota
Sangha KRRS

Contacts

● **Bruxelles** : Collectif belge Caravane internationale, 167, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles, tél : 02 539 04 55.

● **Lyon** : Caravane internationale c/o Tandem, 46, rue Pauline-Jaricot, 69005 Lyon, tél : 04 72 57 41 02, e-mail : ybon@worldnet.fr.

● **Ardèche** : Coopérative Longo Maï, GFA de Treyнас, 07310 Chanéac, tél : 04 75 30 45 85.

● **Lille** : Caravane internationale c/o AC | 2 bis rue Tassin, 59440 Avesnes-sur-Helpe, tél : 03 27 57 45 14.

● **Toulouse** : Caravane internationale c/o Comité Chiapas, 9, rue Queven, 31000 Toulouse, tél : 05 61 34 13 12.

● **Sud-Ouest** : tél : 05 53 40 10 10 ou 06 15 43 66 50.

● **Nord-Ouest** : tél : 02 40 41 65 22.

● **Genève** : CETIM, 6, rue Amat, CH 1202 Genève, tél : 00 41 22 731 59 63.

● **Londres** : The Ecologist, Agriculture House, Bath Road, Sturminster Newton, Dorset 1DU, Grande-Bretagne, tél : 44 1258 47 34 76.

● **Paris** : Droits devants, 44, rue Montcalm, 75011 Paris, tél : 01 42 58 82 22.

● **Pays-Bas** : Caravane internationale c/o Eurodusnie, pobox 228, 2301 CE Leiden, Pays-Bas, tél : 00 31 71 517 3094, site : <http://stad.dsl.nl/~caravan>.

● **Inde** : Karnataka Rajya Ryota Sangha KRRS (association des paysans de l'Etat de Kamataka), 2111, 7-A Cross, 3rd Main, Vijayanagar 2nd stage, Bangalore, 50040 Inde, tél : 91 80 33 00965, fax : 91 90 33 02171, e-mail : swamy.krrs@aworld.net.

Grenoble le tramway d'abord

En 1983, consultés par référendum, les Grenoblois se prononçaient à 53 % pour le retour du tramway. Aujourd'hui, un projet de tunnel autoroutier sous la Bastille, une des montagnes qui bordent la ville, devrait permettre de désembouteiller l'agglomération. Un sondage réalisé pour le compte de la METRO, la communauté urbaine de Grenoble, en janvier 1999 auprès de 5000 personnes montre que 27,7 % pensent qu'il faut améliorer les transports en commun sans faire le tunnel, 44,2 % qu'il faut donner la priorité aux transports en commun et repousser le tunnel après 2010, enfin seuls 25,1 % pensent qu'il faut d'abord faire le tunnel. Les élus de la METRO ont voté à l'unanimité moins les trois voix des élus écologistes, pour le tunnel ! Pour demander le respect de la volonté de la population, une manifestation est organisée le 8 mai à 14 h à Grenoble (départ devant la gare).

Renseignements : *Frapna-Isère*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

Gard contre les pistes forestières

Depuis dix ans, l'ONF essaie d'ouvrir de nouvelles pistes dans le pourtour du parc des Cévennes. Officiellement, il s'agit d'améliorer la lutte contre les incendies. Les habitants locaux s'y opposent expliquant que les nouvelles pistes ouvrent la forêt aux touristes donc aux imprudences et donc augmentent les incendies. Les procès ont succédé aux autorisations. L'ONF a décidé de passer en force et le 22 février, un chantier a été ouvert sous protection des forces de l'ordre (60 gendarmes qui ont interdit l'accès à tous y compris à la presse). Bien qu'à armes inégales, les voisins des pistes essaient maintenant de contrer l'ONF en ressemant sur les pistes ouvertes. Vous pouvez les aider soit en leur rendant visite, soit en leur envoyant des graines. Rassemblement à chaque changement de saison.

Pour en savoir plus : *AIDEX*, Moutoules, 30120 Mars. tél : 04 67 82 05 16.



jeux pour les enfants, proche de l'usine est fermée. Contactée par les riverains, l'INSERM fait une étude sanguine sur une trentaine de personnes volontaires. Trois personnes présentent un taux de plomb dans le sang supérieur au seuil d'intoxication. A la suite de cette analyse, la DDASS fait de même sur l'ensemble des 96 enfants de la commune : 22 sont intoxiqués. En janvier 1998, une étude dans l'usine montre que l'on a des postes de travail largement au-dessus des limites d'exposition autorisées (jusqu'à 18 fois), les analyses d'eau montre aussi une forte pollution (3 à 60 fois plus que la limite). Les normes en cadmium sont aussi parfois dépassées. Les analyses du sol, de l'air montrent également des contaminations. Le ruisseau de Bourg-Fidèle se jette dans la Meuse juste avant de continuer sa route en Belgique. D'autres pollutions au plomb sont connues. A Pont Sainte-Maxence, dans l'Oise, la compagnie européenne d'accumulateurs rejette dans l'air 5 fois plus que les seuils autorisés, trois salariés ont été atteints de saturnisme. A Noyelles-Godault, dans le Nord, Métaleurop est la plus grande usine de plomb d'Europe. 4500 hectares de sols sont pollués. Une étude sur 621 enfants a montré que 13 % sont intoxiqués. Dans le Loiret, les communes voisines de Bazoches et Outarville accueillent la Société de traitement chimique des métaux, spécialisée dans le recyclage des batteries. Sur 135 enfants contrôlés dans le voisinage, plus de la moitié sont intoxiqués. 235 adultes des deux communes le sont également. (source : *Courrier de la Baleine*, revue des Amis de la Terre, janvier 1999)

Ardennes : pollution au plomb

L'usine Métal Blanc s'est installée en 1968 au sein du village ardennais Bourg-Fidèle, village d'environ 750 habitants, à quelques kilomètres de la frontière belge, sur le site d'une ancienne fonderie, pour fondre des batteries au plomb. En 1981, un arrêté classe l'usine et régularise son activité : elle recycle 25 000 tonnes de plomb par an. A partir de 1989, l'usine fonctionne en continu, jour et nuit. En 1996, l'affaire prospère : les dirigeants demandent une extension pour pouvoir doubler leur capacité. Une étude d'impact est alors réalisée. C'est celle-ci qui permet de se rendre compte de la pollution ambiante : rejets supérieurs aux normes dans la rivière. Malgré cela, l'extension est autorisée. Les habitants protestent en vain. A partir de 1997, des animaux commencent à mourir dans les champs voisins. Les analyses montrent que les sols sont contaminés au plomb et le préfet prend un arrêté interdisant de consommer les légumes cultivés dans les jardins. Une aire de

Lille manif en faveur des animaux

L'association Talis organise chaque année une manifestation sur les problèmes concernant les animaux. Cette manifestation se tiendra cette année à Lille le samedi 29 mai à 14h30 sur la place Charles-de-Gaulle.

Renseignements : *Talis*, 8, rue des Morillons, 75015 Paris.

Allier contre le barrage de Chambonchard

Le projet de barrage sur le Cher à Chambonchard (limite des départements de l'Allier et de la Creuse) est fortement remis en cause aujourd'hui. Pour rappeler l'inutilité de ce projet, Nature vivante organise du 6 au 11 juillet prochain le premier festival de Chambonchard, à Saint-Pardoux, commune de La-Petite-Marche, dans l'Allier. Chaque jour, des stages de 3 heures : écriture et chanson, création d'un éco-village, construction en paille, musique instrumentale, théâtre sur le thème du respect de la nature, construction de lampadaire solaire et de cuiseur solaire, peinture, danse traditionnelle, sculpture sur savon, ateliers en-

Oies : en finir avec le gavage

Le 16 décembre dernier, le comité scientifique pour la santé et le bien-être des animaux de la Commission européenne a rendu un rapport de 90 pages sur la question du gavage des oies afin de produire du foie gras. Ce rapport conclut notamment que le grossissement du foie est bien une maladie induite : même si on ne tuait pas les animaux, ils mourraient dans les jours qui suivraient. Le nourrissage par gavage fait souffrir les oies et canards, provoque anxiété, stress et douleur. En résistant, les animaux gavés ont des accidents : 30 à 70 % selon les élevages présentent des fractures. Les cages provoquent un grand inconfort dans 80 % des cas. Alors que le taux de mortalité des palmipèdes non gavés est de 0,2 % en élevage, ce

taux est en moyenne de 2 à 4 % pour les oiseaux gavés et des cas extrêmes atteignent 15 %. La commission comportait douze scientifiques dont quatre Français dont le président. La France produit 70 % du foie gras mondial, les autres pays sont surtout Israël et les pays de l'Est. Les Français consomment 85 % de la production mondiale... même si 60 % n'en mangent jamais. Les deux tiers se consomment pendant les fêtes de fin d'année. Ce sont ainsi 25 millions de canards et d'oies qui sont sacrifiés chaque année. Cela représente 12 à 14 000 emplois.

Pour en savoir plus : *Talis*, 8, rue des Morillons, 75015 Paris, tél : 01 56 56 62 70.



fants, clowns et magie. Pour tous ces stages, il faut s'inscrire à l'avance. La participation à l'un des stages donnent l'entrée gratuite aux spectacles du soir : le mardi 6, chant et bal traditionnel auvergnat, le mercredi 7, clowns et

magie, jeudi 8, jazz, le vendredi 9, bal folk, samedi 10, spectacle «Amours de zinc»... Pour en savoir plus : *Nature Vivante Montluçon*, 20, rue Léo Lagrange, 03100 Montluçon, tél : 04 70 64 77 74.

Rhône décharge de Montarcis

Depuis 1973, la pollution de la décharge industrielle de Montarcis, sur la commune de Taluyers s'écoule au cœur des landes protégées de Montagny. Différentes associations essaient de faire cesser cette pollution. En 1995, le dossier avance quand Philippe Lebreton, conseiller régional écologiste et biologiste, analyse lui-même les rejets et y trouve des traces de produits non autorisés (des pesticides). Le Préfet demande alors à la Purfer, filiale de la Compagnie française des ferrailles, de faire des travaux sur le site pour le rendre étanche. Comme rien n'est fait deux ans plus tard, les associations alertent Dominique Voynet. Le 22 septembre 1998, le ministère somme le préfet d'engager les sanctions administratives prévues par la loi. Début 1999, la société s'est vue dans l'obligation de bloquer une somme de 1,15 million de francs pour fi-

nancer les travaux nécessaires. Reste à les faire réaliser.
Contact : SPASE, 1, rue Pierre Dupont, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 57 44.

Drôme écopsychologie

Des auteurs comme Roland de Miller, François Terrasson et d'autres avancent l'idée d'un «sentiment de la nature», bref d'une prise de conscience qui relève de la psychologie. Notre environnement extérieur est-il le reflet de notre monde intérieur ? L'association Le Lien et la FRAPNA-Drôme organisent une rencontre avec Bernard Boisson, auteur et photographe de «la forêt primordiale». Elle se déroulera dans un site remarquable : la Tour de Borne, dans le Haut-Diois, le samedi 12 et le dimanche 13 juin.

Programme : FRAPNA-Drôme, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44 ou Le Lien, BP7, 26410 Chatillon-en-Diois, tél : 04 75 21 24 16.



Pays Basque : contre l'autoroute

Plus de 1000 personnes ont manifesté en janvier dernier contre l'annonce d'une nouvelle autoroute en pays basque. Cette nouvelle autoroute est prévue pour dédoubler celle qui passe sur la côte... mais peut-être également pour remplacer celle initialement prévue en Vallée d'Aspe.
Contact : LEIA, BP3, 64430 Baïgorri.

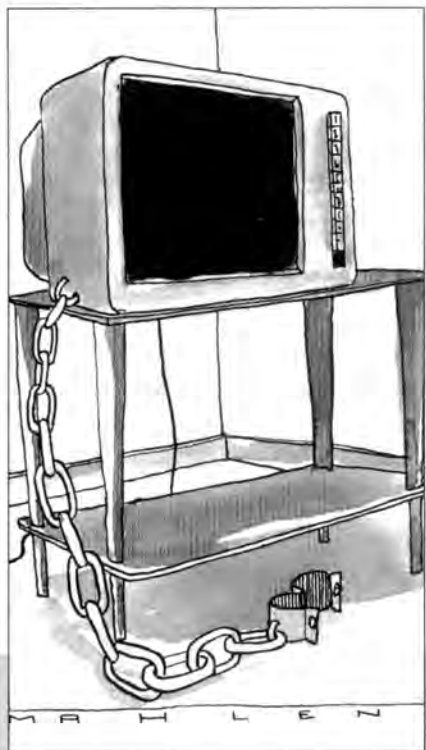
Société

Grèce régularisation des sans papiers

Même si les gouvernements cèdent plus ou moins difficilement, la conclusion est toujours la même : il n'y a rien d'autre à faire que de régulariser les sans-papiers. Après l'Italie, c'est la Grèce qui régularise plus de 200 000 personnes (source : Rouge et Vert, 26 mars 1999)

Allemagne Hommage à une fillette turque

Une petite place située devant la maison de retraite de Bockenheim, dans la banlieue de Francfort-sur-le-Main, portera désormais le nom de Hülya Genç. Ainsi en a décidé le conseil de district en date du 8 mars. La fillette de 12 ans avait péri carbonisée, en même temps que quatre autres



«Le fonctionnement de la télévision tend à couper systématiquement le sujet de sa pensée et de sa parole (...) Quand on est privé de la possibilité de faire la différence entre ce qu'on voit et ce qu'on est, la seule issue est l'identification massive, c'est-à-dire la régression et la soumission. La télévision est une plus grande menace que les formes antérieures de spectacle, pour plusieurs raisons. D'abord, elle est regardée de façon solitaire, dans l'espace privé. Ensuite, elle fait partie du mobilier culturel de l'espace privée : quand elle fonctionne, elle interrompt la communication. Le flux d'images crée un suspens de la parole. Enfin, les programmes sont conçus pour être «sans réplique», pour susciter une adhésion immédiate, une croyance «sacrée» qui impose le silence»

Marie-José Mondzain, Le Monde, 8 septembre 1999.

personnes, le 29 mai 1993 à Solingen dans un incendie criminel perpétré par des néonazis.
(correspondance René Hamm)

11 juin : repas de quartier

Depuis quelques années, à l'initiative de personnes de Toulouse, le mouvement des repas de quartier a pris son essor. But : inventer de nouvelles solidarités. Moyen : se rencontrer dans son quartier autour d'un

repas dont chacun a amené un élément. Faire asseoir les vieux et les jeunes à la même table, ceux qui habitent et ceux qui travaillent, les amis et les inconnus, ceux et celles qui se croisent d'habitude sans oser s'aborder. Pour cela, il faut repérer une place conviviale, trouver quelques tables et chaises auprès d'une association, coller quelques affiches dans le quartier concerné... et apporter son plat. Une journée nationale est programmée chaque année (le 11 juin) mais on peut le faire quand on veut.

Renseignements : Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 5, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.

Toulouse forum des langues du monde

Pousser de hauts cris contre le racisme est une chose. En saper les fondements en est une autre. En présentant à égalité toutes les langues et les cultures du monde, au cœur de la ville, pour le grand public, le forum des langues du monde se veut une fête sur l'égalité culturelle de fait. Ce forum se tiendra sur la Place du Capitole, le 6 juin.

Renseignements : Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 5, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.

Dix ans de lutte



C'est au tout début des années 90 que les habitants de la Vallée d'Aspe, au sud de Pau, apprennent qu'après l'abandon de la voie ferrée en 1970, uniquement du côté français, un projet de remplacement a vu le jour : la créa-

année. Dès le départ, l'animateur principal de cette lutte est Eric Pétetin, ancien citadin revenu dans cette vallée en 1984 pour y exercer son métier de guide de montagne. Le slogan est vite trouvé : "No pasaran" (1).

prison avec sursis pour "entrave à chantier".

C'est également cet automne que l'on apprend que la SNCF estime à 420 millions le coût de la restauration de la voie ferrée, soit la moitié du coût annoncé pour le seul aménagement du tunnel. Malgré les expériences réussies en Autriche et en Suisse de ferroutage (transport des camions à travers les montagnes par train), le pouvoir politique est unanime à vouloir la route (3).

Le 1er octobre, Antoine Waechter, alors porte-parole des Verts, et Jean-Pierre Raffin, député européen, ancien président de France-Nature-Environnement, se rendent sur place pour soutenir les occupants. Ils sont bloqués pendant trois heures par les élus locaux favorables au tunnel. Les élus Verts sont victimes de jets de purin. La gendarmerie n'intervient pas (4).

L'hiver arrive qui bloque le chantier. La route d'accès n'a pas pu être totalement terminée. Les opposants étudient comment empêcher les gros engins de monter dans la vallée au printemps.

1992 :

actions et répressions

A partir du 27 janvier 1992, les opposants établissent des barrages filtrants au niveau d'un pont situé à l'entrée de la vallée, dans l'objectif d'empêcher les camions d'atteindre le lieu du chantier. Les accrochages se multiplient. Chaque camion passe sous escorte de la gendarmerie.

Le 17 février, les écologistes locaux pénètrent par surprise sur le chantier. Les gendarmes arrivent immédiatement du bas de la vallée, mais ils sont arrêtés un moment par un barrage sur lequel Eric Pétetin est de nouveau arrêté. Traduit au tribunal en urgence, il s'étonne de passer en procès avant les élus locaux qui avaient bloqué la route pendant trois heures pour bloquer les élus Verts. Il est condamné à 15 jours de prison ferme.

Le 3 mars, des candidats des Verts, de Génération Ecologie, de la LCR, du PCF et du Parti Occitan, au total une cinquan-

- (1) Silence 143/144, été 1991.
- (2) Silence 146, octobre 1991.
- (3) Silence 147, novembre 1991
- (4) Silence 148, décembre 1991

Depuis dix ans, les amoureux de la vallée d'Aspe s'opposent au projet autoroutier. Celui-ci, privé d'autorisations légales et de financement pourrait ne jamais être terminé... car depuis dix ans les mentalités, en ce qui concerne les transports, ont bien évolué.

tion d'une autoroute Bordeaux-Pau-Saragosse. Un projet manifestement déplacé : l'emprise d'une autoroute nécessite de disposer d'un couloir de 80 mètres minimum, alors que par endroits la vallée ne fait pas 30 mètres. Pour réaliser cela, il faudrait donc entailler des montagnes qui sont là particulièrement à pic.

Avant la première d'une longue série d'enquêtes publiques, une manifestation est organisée le 27 juillet 1991 pour demander que l'on répare la voie ferrée et que l'on ne construise pas l'autoroute. C'est le début d'un long bras de fer entre le lobby routier et les habitants, vite soutenu par les associations de protection de la nature. Un concert avec Mōrice Bénin et Gilles Servat est donné en août de la même

Le premier projet prévoit le creusement d'un tunnel dans le parc national des Pyrénées. Devant les protestations, le gouvernement revoit légèrement sa copie. Le ministre de l'environnement de l'époque, Brice Lalonde, annonce le 10 août 1991 que le futur tunnel du Somport débouchera à quelques mètres de la limite du parc. Le projet autoroutier, visible sur des documents européens, est masqué : le projet officiellement annoncé ne serait qu'une trois voies avec des zones de dépassement. Ces aménagements sont essentiellement prévus pour créer un nouveau passage pour le trafic poids lourds en énorme croissance dans le secteur : les documents de l'époque annoncent un passage de 1000 poids lourds par jour pour un total de 3000 véhicules. Le coût du tunnel situé en altitude va atteindre un sommet ! (2)

1991 :

premières arrestations

Le 4 septembre 1991, les entreprises commencent à ouvrir la voie d'accès qui conduira au futur chantier du tunnel. Immédiatement, des habitants essaient de s'interposer. Malgré une personne blessée par un bulldozer, le chantier est occupé. Le 9 septembre, les gendarmes évacuent la vingtaine de personnes qui campent sur place. Un grillage est mis en place, vigiles et chiens protègent le chantier. Le 14 septembre, 400 personnes arrivent à franchir les grillages. Le 15 septembre, Eric Pétetin et un membre de Robin des Bois sont arrêtés. C'est la première d'une longue série d'interpellations de celui que les médias vont surnommer rapidement "l'indien". Eric Pétetin est condamné à 15 jours de

La vallée d'Aspe, avant les travaux



taine de personnes, occupent le chantier. Les gendarmes les "raccornent" au bout d'une demi-heure.

Le 25 mars, nouveau procès pour Pétetin pour "outrage à magistrat". Il est accusé d'avoir publiquement demandé pourquoi les élus ne sont pas eux aussi en prison. Il est relâché sous caution... mais cumule à ce moment là onze mois de prison avec sursis. Le 6 avril, les gendarmes font usage des gaz lacrymogènes pour dégager la route. Six militants belges et allemands de Robin des Bois sont arrêtés (5).

Ci-dessous, de haut en bas : la ligne de chemin de fer fonctionne côté espagnol. Depuis 1970, elle ne fonctionne plus côté français.



Une manifestation est organisée au col du Somport le 30 mai de cette année là. Les grandes associations appellent à cette manifestation. SOS-Loire Vivante qui vient de gagner une bataille de plusieurs années contre les barrages sur la Loire se mobilise pour soutenir la manifestation en vallée d'Aspe. Le collectif Alternatives Pyrénéennes à l'axe européen E7 voit le jour avec le soutien du WWF, de France-Nature-Environnement, de Greenpeace, de Robin des Bois et, c'est important pour la situation actuelle, du PS de la vallée d'Aspe et du PCF du département (6). Cette première mobilisation nationale rassemble entre 2 et 3000 personnes. Un nombre suffisant pour démarginaliser l'action des opposants et crisper les pro-tunnels : dans la nuit du 17 au 18 juin, un commando met le feu à un ancien wagon reconverti en gîte et appartenant à Eric

Pétetin. Le 8 juillet, Renaud donne un concert de soutien à Biarritz devant 4000 personnes. L'écrivain Christian Laborde publie un virulent plaidoyer "Danse avec les ours".

Le 10 juillet, lors d'un nouveau blocage du chantier, Eric Pétetin est arrêté. Quelques jours après, il est condamné à un mois de prison ferme par le tribunal de Pau. Emmené dans un fourgon de gendarmerie, des militants de Robin des Bois montent sur le toit. Les gendarmes continuent à rouler avec les militants sur le toit.

Bousculade devant la prison. Eric Pétetin est accusé de bris de lunettes du directeur et condamné à 45 jours de mitard. Il est éloigné pour éviter les actions à Angoulême, puis à Guéret. Il en ressort après dix jours de grève de la faim, mais avec un œil au beurre noir : selon la police, il s'est cogné à un mur. Malgré la plainte de Pétetin, le mur n'a jamais été rattrapé.

A ce moment-là, Eric Pétetin fête son 30e procès. Les Verts protestent car ils apprennent que la plainte pour prise en otage d'Antoine Waechter et de Jean-Pierre Raffin est classée sans suite.

Le 21 juillet, Robin des Bois a loué un

marteau-piqueur et commence à creuser le trottoir devant le ministère de l'équipement. Message : puisqu'on peut creuser des tunnels partout sans respecter la loi, pourquoi ne pas en faire un ici.

Jugements et rapports accablants

En effet, depuis le début les associations ont porté plainte, dénonçant les enquêtes publiques parcellaires qui enfreignent la loi LOTI qui précise que lorsqu'un projet d'aménagement de transports est prévu, l'enquête publique doit se faire en une seule fois sur l'ensemble du projet et en comparant avec d'autres solutions. Les enquêtes publiques parcellaires n'ont jamais pris en compte l'alternative ferroviaire possible.

Tout l'été, une centaine de personnes campent sur place. Les actions et les arrestations se poursuivent. A part Eric Pétetin, la plupart des personnes arrêtés s'en tirent à chaque fois avec des peines de prison avec sursis (7).

En juin, un rapport rendu public seulement à l'automne, réalisé par un organisme d'Etat, le CEMAGREF indique que le projet autoroutier s'il était réalisé entraînerait la disparition totale de l'ours des Pyrénées. Seule possibilité : couvrir l'autoroute sur les 4,3 derniers kilomètres, ce qui entraînerait des coûts pharaoniques (8). Une étude européenne montre que le tunnel ne comportant que deux fois deux voies, il serait très vite engorgé si l'autoroute était prévue en amont (9).

Ségolène Royal, nouvelle ministre de l'environnement, annonce son hostilité au projet. Le Canard Enchaîné du 7 octobre démontre les liens de famille entre les élus et les entrepreneurs (10).

Le 2 décembre, le tribunal administratif de Pau donne suite aux plaintes des associations écologistes : l'enquête publique est annulée. 300 personnes manifestent alors dans les rues de Pau pour demander l'abandon du projet. Eric Pétetin fait un recours en justice pour demander l'annulation de ses 30 condamnations : il a été poursuivi pour entraves à des travaux illégaux, il était donc du côté de la loi ! Il sera débouté début 1993.

Du côté espagnol, une manifestation organisée par les élus rassemble environ 5000 personnes pour le tunnel (4000 Espagnols, un millier de Français). Si les Espagnols sont si nombreux, c'est parce que le tunnel permettrait l'accès à une de leurs stations de ski : du côté espagnol, les Pyrénées ont déjà été massacrées.

Des recours devant le Conseil de l'Europe sont engagés par France-Nature-Environnement pour demander le retrait des 98 millions de francs de subventions alloués : le projet ne respecte pas la législation européenne (11).

1993 : mobilisation

Début 1993, malgré tout, les travaux de percement du tunnel commencent. Un nouvel appel à manifestation est lancé pour le week-end des 30 et 31 mai. Environ 5000 personnes participent à cette manifestation. Michel Barnier, nouveau ministre de

(5) Silence 153, mai 1992

(6) Silence 154, juin 1992.

(7) Silence 157, "vallée d'Aspe : actions et répressions".

(8) Silence 158, octobre 1992.

(9) Silence 159, novembre 1992.

(10) Silence 160, décembre 1992.

(11) Silence 162, février 1993.

l'environnement, annonce que l'autoroute est abandonnée et remplacée par une deux fois deux voies ("avec des bandes cyclables"). Une nouvelle enquête publique se déroule en juin. Pourtant, la carte européenne annonce toujours une autoroute. Eric Pétetin est de nouveau en prison et bénéficie d'une grâce présidentielle le 20 août. Cette grâce lui permet d'éliminer d'un coup plus de 30 condamnations.

Dans la vallée, le chantier, illégal, est protégé par des centaines de gardes mobiles. Yves Boisset tourne dans la vallée le film "Le tunnel". Ce film financé par TF1... pose problème à Bouyghes présent sur le chantier. Le film de fiction imagine que la volonté de mettre une voie rapide dans la vallée est liée à un projet de site d'enfouissement des produits toxiques européens en Espagne (un tel projet existe réellement). Le film finira quand même par passer (12). Eric Pétetin profite de sa liberté pour voyager en France et impulser la naissance de comités Somport. De nombreuses manifestations se succèdent sur place mais chaque fois avec quelques centaines de personnes. En novembre 1993, les promoteurs n'ayant pas réussi à coincer Pétetin par la prison, ils essaient de le coincer par l'argent : ils lui réclament 1,3 million de francs pour les dégâts faits sur le chantier. Ils n'obtiendront jamais rien.

Le 10 octobre, Michel Barnier, arguant que cela n'était pas efficace, abroge un décret de 1990 protégeant l'ours dans la région de la vallée d'Aspe. Le ROC, rassemblement des opposants à la chasse, lance alors une pétition pour demander le rétablissement du décret.

1992 : 2 à 3000 personnes pour une première manifestation nationale



Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, un commando composé d'une vingtaine de personnes attaque le centre d'accueil d'Eric Pétetin, centre de la lutte. La gendarmerie arrive sur les lieux... longtemps après.

10 000 manifestants

Une importante étude sur l'alternative ferroviaire est réalisée fin 1993 par l'association Bulle Bleue. Celle-ci conclut à la possibilité de moderniser la voie ferrée abandonnée en 1970, montre que cela coûterait beaucoup moins cher et qu'enfin cela permettrait d'éviter de détruire la vallée (13). Au début de l'année 1994, un film réalisé sur la vallée de la Maurienne, touchée par le même phénomène des transports de poids lourds, provoque une mobilisation sensible qui dépasse les associations de protection de la nature. plus de 500 habitants sur les 1800 que compte la vallée ont adhéré au "comité d'habitants pour la vie en vallée d'Aspe" qui s'oppose au projet routier. Une trentaine de comités Somport se sont créés en France pour préparer une nouvelle manifestation pour la Pentecôte du 21 au 23 mai. Cette manifestation est un immense succès : les gendarmes reconnaissent avoir compté plus de 50 cars et 2000 voitures. Plus de 10 000 personnes se retrouvent au col du Somport pour ensuite redescendre vers le chantier du tunnel entamé depuis le printemps. Plusieurs centaines de manifestants poursuivent au-delà de la manifestation officielle, parviennent jusqu'au chantier et arrachent le grillage de celui-ci. Seuls les garde-mobiles réussissent à empêcher le sabotage des machines (14).

Le 14 juillet 1994, la direction générale de l'environnement de l'Union européenne "dénonce le non respect par la France de la directive concernant l'évaluation de certains projets sur l'environnement". Elle déclare donc le chantier illégal devant la

législation européenne. Cette décision va entraîner le blocage du financement européen du projet.

Le 1er août, huit personnes dont Eric Pétetin, occupent un chantier au nord de Bedous où l'on est en train de faire sauter la montagne pour élargir la vallée.

A l'automne, pour la première fois, la gendarmerie



Eric Pétetin prend la parole, tout juste sorti de prison.

interpelle dix pro-tunnels accusés d'avoir participé au commando contre le centre d'accueil de Pétetin.

Mais alors que la lutte semble avoir le vent en poupe, une séparation se fait dans la vallée entre les plus modérés qui restent au sein du collectif Alternatives Pyrénéennes et les militants radicaux regroupés autour d'Eric Pétetin. Ces derniers essaient d'organiser un rassemblement pour le 11 novembre contre l'armée qui occupe la vallée. Cela passe très mal dans les populations locales. 250 personnes manifestent. La fissure va s'agrandir rapidement et provoquer l'éclatement des Comités Somport qui ont du mal à comprendre ce qui se passe. La lutte contre le massacre de la vallée d'Aspe va alors progressivement disparaître des médias même si sur place les différents comités ne restent pas inactifs.

La démobilitation est aussi provoquée par une mauvaise compréhension du dossier : de nombreux groupes ont estimé la partie perdue quand le tunnel a commencé à être percé. Or celui-ci, parce qu'il est souterrain, ne fait que relativement peu de dégâts dans la vallée. Par contre les travaux qui mèneront à l'autoroute et qui ont commencé seulement après et qui sont encore en cours aujourd'hui sont, eux particulièrement destructeurs. C'est contre eux que tente de se mettre alors en place une nouvelle mobilisation.

Le 16 et 17 décembre 1994, une première a lieu dans la vallée. Comme d'habitude, les opposants essaient de mettre en place un barrage sur la route d'accès au chantier

(12) Canard enchaîné, 4 août 1993.

(13) Silence 174, "Tunnel du Somport : l'alternative ferroviaire", février 1994.

(14) Silence 179/180, "L'été pour une victoire", été 1994.

pour gêner les camions. Les garde-mobiles arrivent... mais ils sont bientôt suivis par des paysans montés sur leurs tracteurs. Les garde-mobiles reculent et le barrage filtrant tient la journée. D'anciens pro-tunnels sont sur les tracteurs. Pourquoi ce revirement ? Parce que les premiers chantiers hors-tunnel commencent à faire des dégâts et parce que la vidéo sur la Maurienne en a fait réfléchir plus d'un (15).

Des milliers de copropriétaires

Début 1995, dans l'illégalité la plus complète, quatre enquêtes publiques se tiennent pour quatre petits tronçons de route. Au cours de ces enquêtes, une fuite permet d'apprendre que la future autoroute (qui réapparaît une nouvelle fois) est prévue pour éviter le passage des transports de matières dangereuses sur la côte basque où un accident pourrait avoir des conséquences désastreuses vu la densité touristique (16).

Le 18 janvier, les commissaires enquêteurs donnent un avis négatif à l'enquête publique concernant le contournement de Cette-Eygun. Les commissaires enquêteurs rappellent que cette enquête ne respecte ni la loi LOTI, ni les directives européennes. Le même jour, pour la deuxième enquête, les commissaires demandent le respect des règles concernant les alentours d'un parc national, en particulier sur les mesures concernant la protection de l'ours, s'interrogeant sur l'avenir de la voie ferrée et demandent des précisions sur le passage de matières dangereuses. Le 19 février, les commissaires d'une troisième enquête autour de Bedous donnent encore un avis négatif pour non application de la loi LOTI.

Du fait de ces avis négatifs, les terrains expulsables sont de nouveau sur le marché immobilier. Greenpeace et le WWF entrent alors en jeu et lancent une opération d'achat collectif de terrains situés sur le trajet (17). Plusieurs milliers de personnes vont ainsi prendre des parts (à 265 F) pour acheter un terrain à côté de Bedous : fin 1995, on compte 3500 copropriétaires dont Dominique Voynet.

Le 5 février, trois personnes attaquent le gîte de la Goutte d'eau. Jean Renaud, présent sur les lieux à la nez cassé, une double fracture, et le gîte est dévasté. D'autres militants qui arrivent ont le réflexe de noter le numéro de la voiture : la gendar-

merie interpelle trois chasseurs membres du FN.

A la Pentecôte, un rassemblement est organisé par les seuls militants radicaux regroupés autour d'Eric Pétetin. Seules quelques centaines de personnes y participent. Un barrage est dressé. Eric Pétetin bloque la voiture d'un des maires en montant sur le capot. Il se tient alors aux essuie-glaces qui sont tordus. Prétexte à une nouvelle arrestation. Il restera en prison jusqu'au 23 août. Nouveau malaise du côté des radicaux qui souhaitent que Pétetin participe de manière plus collective aux décisions. En été, pendant qu'une cinquantaine de personnes font diversion sur la route, douze réussissent à pénétrer sur le chantier et à s'enchaîner à un coffrage en béton. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui les sortent du chantier. Les gendarmes les arrêtent alors.

Le 9 octobre, alors que les douze passent en procès à Pau, un barrage est installé sur la route. Les gendarmes



Ci-dessus, de haut en bas : une des multiples actions de soutien (ici en 1993) devant le Ministère de l'Environnement. Le début des travaux en 1993.

Dans le cadre des Journées de l'Environnement

LA BIO DANS LA RUE

5-6 Juin 1999

Allées de l'Ocelle - Avignon

3e fête Ecobiologique - Unique en Vaucluse



- Grand marché biologique et artisanal (entrée gratuite)
- Bourse aux vélos
- Marché du troc (S.E.L.)
- Grand carrefour de rencontres : 20 conférences, 20 ateliers adultes.
- 50 ateliers Jeunes encadrés d'un jeu concours (10-25 ans)
- Espace détente et restauration

- ▶ Super soirée le samedi 5 Juin à 21h30 avec la troupe de Pierre D'Andréa (60F et 30F). Il est prudent de réserver.
- ▶ Pour obtenir le programme complet, adressez une enveloppe affranchie à 4,50F à :

A.E.I.G.A.S., chemin Dumiel Joli 84140 Montfavet

Tel - fax - rép : 04 90 32 16 70

(15) Silence 187, février 1995.

(16) Silence 188, mars 1995.

(17) Silence n°190, mai 1995.

La vraie-fausse expulsion de Pétetin

demandent à un chauffeur de camion d'avancer quand même. Le chauffeur obéit et un manifestant est blessé à la colonne vertébrale. Brusque montée de tension : jets de pierre contre le chauffeur qui fait demi-tour, passage à tabac d'un manifestant par les gendarmes (18). En novembre 1995, malgré les avis négatifs des commissaires enquêteurs, malgré l'absence de financement européen, Alain Juppé, premier ministre, signe les déclarations d'utilité publique.

Ci-dessous, de haut en bas : 10 000 manifestants du 21 au 23 mai 1994. Action du WWF «Au sec'ours!» en 1994. Blocage devant la «Goutte d'eau» en 1995.



Les autorités décident d'attaquer sur un nouveau front. Eric Pétetin et sa compagne Marie Labarrère sont locataire de la SNCF pour l'occupation du gîte de la Goutte d'Eau, ancienne gare de Cette-Eygun. Début 1996, ils sont avertis que la SNCF dénonce le bail pour juin 1996. Les "Apaches" qui occupent les lieux décident alors de lancer un programme d'aménagement des lieux pour en faire un lieu collectif et l'amorce d'un éco-village (19).

En ce début d'année, le conseil régional d'Aquitaine et le conseil général des Pyrénées-Atlantiques votent à l'unanimité pour l'étude de la réouverture de la voie ferrée en vallée d'Aspe... mais ne remettent pas en cause le projet routier. A l'automne, une étude réalisée par un bureau d'expertise allemand pour le compte de la région et du département conclut à la rentabilité de la voie ferrée. L'hypothèse est l'utilisation de trains pendulaires adaptés aux essieux Talgo utilisés en Espagne. Le coût est estimé à seulement 350 millions. Le gouvernement Juppé annoncera que ce projet est jugé trop cher ! Le conseiller général du coin avait avancé en 1993 que l'auto-route permettrait "de faire se rencontrer les fougueux bergers solitaires et les femmes qui se languissent en ville". Pour se moquer de ce personnage sexiste, le 30 mars, les Apaches organisent un marché aux femmes à Bedous avec tracts explicatifs. En avril 1996, 23 habitants de la vallée sont interrogés pour avoir participé à l'une des attaques de la Goutte d'Eau. Ils passent en procès le 24 novembre. Leur condamnation est symbolique : les faits sont amnistiés, seules des indemnités devront être versés aux victimes.

A partir du 12 juillet, la SNCF attaque Eric Pétetin en justice pour occupation illégale des lieux. Un long squat et une bataille juridique commencent. Un millier de personnes se succèdent pendant l'été à la Goutte d'Eau pour un immense chantier. Le 23 juillet, un engin élévateur est incendié sur le chantier du tunnel. Le 14 août, trois camions brûlent. Eric Pétetin est arrêté, suspecté d'avoir aidé les saboteurs. Même sans preuve, il

est condamné... à un retrait de permis de conduire de 18 mois ! Un militant surpris sur le chantier est condamné à payer 50000F pour les dégâts.

Le 5 octobre, le tribunal administratif demande à Pétetin de justifier de sa volonté de ne pas quitter les lieux.

Le tunnel est percé... dans l'illégalité

Alors que la lutte se dilue énormément et que seuls les Apaches autour de la Goutte d'Eau maintiennent un pôle de résistance, c'est dans la discrétion que la presse annonce la fin du percement du tunnel en juillet 1997. Il aura coûté 1,2 milliard de francs... soit trois fois plus cher que la remise en état de la voie ferrée.

Une manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes au printemps, côté espagnol, pour demander la réouverture de la ligne. Mais la position de la manifestation est celle des élus : la voie ferrée et l'auto-route.

Le 6 juin, les Apaches fêtent leur 200e blocage de la route.

En juin 1997, Dominique Voynet, copropriétaire dans la vallée, est nommée ministre de l'environnement. Cela provoque une relance des actions sur le terrain, car si le canal Rhin-Rhône et Superphénix sont abandonnés, ce n'est pas le cas du projet autoroutier, malgré l'accord Verts-PS qui prévoit un moratoire sur le sujet.

Le 4 juillet, la gendarmerie confisque la voiture de Pétetin pour l'empêcher de bouger. Tout l'été, des opérations de blocage se font sur les petits bouts de chantier qui ont lieu tout au long de la vallée.

Le 7 août, les Apaches repeignent les passages piétons de Bedous en blanc... mais les bandes blanches ont la forme d'os, symbolisant les futures victimes écrasées par le passage intensif des camions.

A la fin de l'été, les gendarmes piquent une colère et perquisitionnent la Goutte d'Eau : 63 personnes sont interpellées. Officiellement, ils cherchaient les clés d'un camion bloqué quelques jours avant. A la fin de l'été, l'éco-village libertaire est composé d'une douzaine de personnes permanentes (20).

Le 15 octobre 1997, les 3500 copropriétaires de terrains à Bedous reçoivent un avis leur annonçant la tenue d'une enquête publique en vue de leur expulsion pour "utilité publique". Les avocats de Greenpeace et du WWF répliquent en demandant que l'utilité publique respecte la loi européenne. La bataille juridique sur ces terrains est toujours en cours.

(18) Silence n°195, septembre 1995.

(19) Silence n°201, février 1996.



Ci-dessus, de haut en bas : occupation d'un pont en construction fin 1997. 1500 personnes manifestent pour une vallée sans camion le 2 mai 1998.

Début 1998, les responsables des chantiers estiment que les pertes provoquées par les actions des opposants leur ont déjà coûté entre 12 et 15 millions de francs.

Le 26 janvier, interrogée dans "Grand Débat" de France-Culture-Le Monde, Dominique Voynet déclare que "le temps ayant pensé bien des plaies", elle accepte d'être expulsée du terrain acheté collectivement (21).

Après des années de discorde, l'unité revient peu à peu dans la vallée et le 2 mai, une nouvelle manifestation unitaire est organisée par l'ensemble des groupes luttant contre le projet autoroutier sur le thème "Non aux camions internationaux". Environ 1500 personnes participent à la manifestation malgré un temps déplorable. C'est le signe d'un renouveau. Les manifestants se sont rendus à la gare d'Oloron

pour symboliquement y demander des billets pour l'Espagne. Ils ont rappelé à la presse que le projet par voie ferrée coûterait dix fois moins cher que l'autoroute dont le financement n'est toujours pas trouvé. De fait, le blocage du financement européen provoque progressivement un ralentissement des travaux.

22 - 24 mai 1999 : la victoire dans la vallée ?

A l'automne, les recours contre Eric Pétetin sont annulés, les tribunaux s'avérant incompetents : la ligne étant déclassée par la SNCF, celle-ci ne peut plus évoquer l'utilité publique pour expulser son agité locataire. Toute la procédure reprend donc à zéro.

Le 31 octobre, le Conseil d'Etat se prononce enfin sur les recours introduits par France-Nature-Environnement et d'autres associations environnementalistes. Le Conseil d'Etat leur donne raison et l'ensemble des enquêtes publiques sont annulées.

Tous les travaux effectués l'ont donc été de manière illégale !

Dans la nuit du 25 février, la montagne s'effondre sur le contournement illégal d'Etnaut. Des blocs de plusieurs tonnes obligent la DDE à rouvrir l'ancienne route. Fin mars, l'accident du tunnel du Mont-Blanc montre ce que peut donner un accident de poids lourds dans un tunnel, nouvel argument contre l'aménagement de la vallée d'Aspe : le tunnel construit est monotube comme celui du Mont-Blanc et essentiellement destiné au passage des poids lourds.

Personne ne sait si l'autoroute verra le jour. Elle est toujours inscrite sous le nom E7 dans les projets européens. Les travaux étaient prévus pour durer au moins jusqu'en 2012 avant qu'ils ne soient déclarés comme illégaux.

Un nouveau rassemblement unitaire est prévu pour le week-end de Pentecôte 1999, du 22 au 24 mai. Une immense chaîne humaine est programmée sur l'itinéraire improbable de l'autoroute. Une bonne mobilisation pourrait permettre au gouvernement de prendre la seule décision raisonnable qui s'impose : l'arrêt du projet.

Michel Bernard ■

(20) Silence n°223, octobre 1997.

(21) Le Monde, 29 janvier 1998.

Pour la vallée d'Aspe

Isère : départ en bus de Grenoble le 21 mai au soir, retour le 24 mai au soir. Inscriptions auprès de la Frapna-Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

Pau : départs groupés, renseignements auprès de la SEPANSO, MJC du Laü, 64000 Pau, tél : 05 59 84 14 70.

Contacts :

- Comité de sauvegarde de la Vallée d'Aspe, La Goutte d'Eau, Eric Pétetin, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.
- Collectif Alternatives pyrénéennes, BP 131, 64400 Oloron, tél : 05 59 39 41 45.
- France-Nature-environnement, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cédex 05, tél : 01 43 36 79 95.
- Sepanso, MJC du Laü, 64000 Pau, tél : 05 59 84 14 70.
- Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36
- Greenpeace, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.
- WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.
- ROC, BP 261, 02106 Saint-Quentin cedex, tél : 03 23 62 31 37.
- Mountain Wilderness, place de la Mairie, 74200 Margencel, tél : 04 50 70 47 97.

SERMENTIZON

Puy-de-Dôme

POLLEN

3^{ème} foire écobioologique
1 et 2 mai 1999

plus de 80 stands

Marché biologique
Associations de protection
de l'Environnement
Conférences, animations
Restauration bio
Soirée : Los Gonelons

Conférences :

- Pourquoi une maison écologique
- Transgénique
- Sortir du nucléaire
- L'insoutenable vérité de l'eau
- ...

Entrée gratuite

Il est prudent de réserver
Tél/Fax : 04 73 51 21 76
Organisation : Nature & Progrès 63

Au carrefour de l'exploitation

de Grégoire Philonenko et Véronique Guienne
Ed. Desclée de Brouwer
1997 - 160 p. - 96 F

Grégoire Philonenko est entré à Carrefour plein de bonne volonté et se retrouve rapidement cadre dans un des magasins de la région parisienne. La pression psychique de la firme l'incite à ne plus compter ses heures, ses jours, ses nuits. Il ne prend même plus le temps d'aller voir sa femme qui accouche. «*Quand je pars travailler, mon fils dort encore, et quand je rentre le soir, il est déjà couché. Je le vois quelques heures le dimanche. Et encore, le dimanche, c'est moi qui dors !*» (p.71). Contrairement à l'ouvrier des années 70, ce n'est plus seulement le corps qui est exploité, c'est aussi le psychisme. «*Nous allons faire exploser les chiffres ; nous sommes des mercenaires engagés par Carrefour pour gagner une guerre économique, et nous allons la gagner !*» (p.56). Le livre montre bien le côté révoltant du fonctionnement des grands magasins. Et ceux qui militent comme Max Havelaar pour l'introduction des produits du commerce équitable dans les grandes surfaces feraient bien de lire ce livre avant de s'enfoncer davantage dans l'erreur. Grégoire Philonenko explique le rôle de la publicité : faire venir le client sur un prétexte (une promotion hier, un rayon bio aujourd'hui, un café solidaire demain) puis lui vendre



tout le magasin ! Et si le fournisseur résiste aux conditions de Carrefour, il est immédiatement viré. Un livre à lire avant d'aller faire vos courses. FV.

Responsabilités des intellectuels

de Noam Chomsky
Agone éditeur
1998 - 165 p. - 68 F



Chomsky est un pourfendeur de la démocratie version américaine. La série de conférences qu'il a donnée en Australie et qui vient d'être traduite dans cet ouvrage en est une parfaite illustration. Il n'a d'autre but que montrer à quel point les Américains sont intolérants et conquérants. La première de ses conférences porte sur le rôle des intellectuels. Selon Chomsky, «*la responsabilité des intellectuels occidentaux, est de dire la vérité sur les exactions du monde occidental à un public occidental susceptible d'y réagir et d'y mettre fin effectivement et rapidement.*» Toute sa plaidoirie consiste à démontrer que les intellectuels, loin de remplir cette fonction, sont plutôt des personnages dociles et soumis. Il dévoile ensuite une version peu rassurante de la politique extérieure des Etats-Unis. A partir de l'exemple de l'intervention américaine au Timor Oriental, l'auteur prouve que le seul souci des autorités est la défense de la libre entreprise, des intérêts des multinationales. Enfin, dans une dernière intervention plus idéologique, il définit ce que pourrait être le rôle de l'Etat. Pour lui, «*la stratégie des anarchistes sincères doit être de défendre certaines institutions de l'Etat contre les assauts qu'elles subissent, tout*

en s'efforçant de les contraindre à s'ouvrir à une participation populaire plus large et plus effective.» Toutes ses prises de paroles sont sujets à discussion. C'est sûrement le but recherché par l'auteur. MJ.

Des lobbies contre la santé

de Roger Lenglet et Bernard Topuz
Ed. Syros
1998 - 290 p. - 140 F

Roger Lenglet, journaliste, déjà auteur d'une remarquable enquête sur l'amiante, part ici sur la trace des groupes de pression dans le domaine de la santé, en compagnie de Bernard Topuz, médecin. Dans une première partie, les auteurs montrent comment les firmes multiplient les médicaments identiques dans les pharmacies, comment elles contrôlent par la publicité les revues médicales (sauf une : *Prescrire* qui refuse la publicité), comment elles interviennent dans le domaine de la recherche, comment les journalistes des rubriques santé se font inviter à des réunions d'information dans des lieux paradisiaques... Alors naissent des associations de patients qui demandent plus de transparence, plus d'informations. Pas de problème, les firmes apportent immédiatement leur aide intéressée sous forme de sponsoring. L'Etat essaie bien de mettre en place des «agences» indépendantes, mais soit celles-ci manquent de moyens, soit les moyens ne sont plus indépendants. La «pharmacovigilance» devient de la «pharmacoviolance». Lorsque des médicaments sont interdits... seul le Journal Officiel en parle. Les revues spécialisées se taisent pour ne pas perdre leur recettes publicitaires. Et qu'aucun médecin ne vienne aider les patients ! L'Ordre veille comme le montre l'exemple du Dr Dio qui aidera *Que Choisir* avant d'être sévèrement condamné par ses confrères.

Dans une deuxième partie, Roger Lenglet et Bernard Topuz présentent d'autres lobbies qui agissent contre la santé : les industriels : lorsque Dominique Voynet rend public en novembre 1997 une carte de France présentant 896 sites pollués, sait-elle que la carte a été expurgée ? Dans les faits, l'équipe du CNRS chargée de cette carte avait recensé un nombre bien plus élevé de sites que cela : 4500 pour le département de la Gironde, 3000 en Loire-Atlantique, 4250 dans la Vienne, 4000 dans l'Hérault, 12000 en région Lorraine. Entre temps, les hauts-fonctionnaires complices des dirigeants

des grands groupes industriels — ils ont fait leurs études ensemble — ont effacé plus de 99 % des données ! Belle manipulation. En échange, ces hauts-fonctionnaires seront invités à présenter l'action du ministère aux cadres de l'entreprise aidée moyennant une petite rémunération de 6 à 10 000 F la journée. Et quand Voynet s'en aperçoit, elle se voit opposer le refus du BRGM, bureau de recherche géologique et minière, organisme semi-privé qui lui oppose secret industriel et commercial. Autre lobbies : celui des professions agricoles qui défendent les pesticides fabriqués souvent par les mêmes firmes que les produits pharmaceutiques. Un chapitre rappelle également ce qui se cache derrière le dossier de l'amiante, un autre aborde le tabac, un dernier l'alcool. Un chapitre aborde la question des cabinets spécialisés dans le lobbying. C'est un des points faibles du livre : ils sont peu présentés. Dommage. DSK consultant, cabinet de ce genre doit son nom à Dominique Strauss-Kahn... Et ce n'est pas le seul membre du gouvernement à se faire un revenu dans ce domaine. Le livre reste excellent par la quantité d'informations qui y fourmillent. MB.

Nous avons également reçu

L'énergie au Québec, quels sont nos choix ?
Collectif sous la direction de Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt
Ed. Ecosociété (Québec)
1998 - 184 p. - 85 F

Le Québec est en plein débat énergétique : libéralisation des marchés dans le cadre nord-américain, panne gigantesque durant l'hiver 1998, surconsommation (le Canada est les plus gros consommateur par habitant au monde), dépendance de l'hydroélectricité, conflit avec les peuples autochtones. Ce livre ne se contente pas de faire des scénarios possibles d'utilisation de l'énergie : il s'intéresse plus à la manière de mener des débats, de faire des choix. Dans ce contexte, les chapitres consacrés au débat autour de la question du «développement durable» intéressera des lecteurs au-delà du Québec.

Le socialisme distributif
textes de Jacques Duboin,
présenté par Jean-Paul Lambert
Ed. L'Harmattan
1998 - 190 p. - 90 F

Jacques Duboin, banquier puis député de Haute-Savoie, a proposé lors de la crise de 29 de revoir complètement notre fonctionnement économique en passant du «redistributisme» via les salaires et les contributions de l'Etat au «distributisme» qui consisterait à donner à chacun de la monnaie proportion-

Le livre du mois

Les SEL, pour un vrai débat

Monnaie, lien social, travail, citoyenneté

Les S.E.L.,
« Systèmes d'échanges locaux »
pour un vrai débat

Monnaies, lien social,
travail, citoyenneté

Denis Bayon

de Denis Bayon
Ed. Yves Michel
1999 - 130 p. - 63 F

Denis Bayon est à la fois militant et universitaire. Avec les outils universitaires dont il dispose — il fait partie d'une équipe de recherche en économie qui travaille sur les SEL, systèmes d'échanges locaux — il se propose dans ce livre de montrer quelles sont les questions à prendre en compte pour assurer une «*défense militante des SEL*» (p.8). Le titre de l'ouvrage n'est pas usurpé : tout au long du livre, Denis Bayon aborde les questions qui agitent les SEL et donne l'état des lieux sur les différents sujets avant d'avancer ses propres idées. Un livre

qui vient donc poursuivre les réflexions tous azimuts engagées dans le hors-série de Silence «SEL : pour changer, échangeons». Il montre de manière fort convaincante que les SEL ne doivent pas faire l'impasse sur les questions de société qu'ils soulèvent, en dehors du traditionnel discours libéral de la droite ou du «tiers secteur» cher à la gauche. Cette réflexion doit avoir un sens : «*il importe que celle-ci inverse le processus de montée des inégalités, et dès lors pense les modalités d'accès à la richesse et à la protection sociale indépendamment du temps passé au travail, de l'inscription dans une relation d'emploi. Les SEL ne peuvent pas ne pas aborder ces questions sous peine de participer à la fragilisation de la cohésion sociale sur ses modalités actuelles, sans offrir de perspectives à la hauteur. C'est en ce sens que les SEL doivent assumer leur place dans l'insubordination sociale*» (p.29-30). Ainsi «*Les SEL (...) visent une sortie 'par le haut' du capitalisme contemporain*» (p.31). Contrairement à ce qu'affirme une vision libérale des SEL, ceux-ci «*comme d'autres actions collectives, améliorent, sous différents aspects, la vie de leurs membres dont beaucoup sont des 'pauvres'. Et c'est bien pour cela qu'ils ont été créés !*» (p.41). Et encore «*Les*

SEL retrouvent de très anciennes questions portées par le mouvement ouvrier. Comment se passer des intermédiaires dans l'échange (les marchands, les détenteurs de capitaux) qui prélèvent sous la forme de profits ou d'intérêts une portion importante des richesses ?» (p.50). Les SEL démontrent en cela que la question n'est pas la monnaie mais l'usage que l'on en fait : «*Ce n'est donc pas parce que la monnaie circule qu'on se trouve dans l'enfer capitaliste, de même que l'absence de monnaie ne signifie pas convivialité et respect de l'autre*» (p.53). Mais pourtant «*la structure des prix en monnaie de SEL fera hurler l'économiste normalement constitué. (...) Arbitraire ? Certainement, dans le sens où tout cela n'a pas la beauté du cours des actions de la Bourse égrené d'un souffle dans le poste (...) L'important c'est que ça échange!*» (p.81). Les SEL réinventent au niveau local de nouvelles formes de démocratie : «*Il y a bien im-*

portation de certaines règles du jeu démocratique, mais celle-ci s'opère dans un espace très localisé qui permet la reconnaissance de l'Autre comme personne très clairement identifiée» (p.71). Cette transparence permise par la proximité est un moyen puissant d'éviter les dérives. «*Les SEL constituent des espaces de mise en commun des ressources et de compétences de même nature que les réseaux d'entraide des communautés rurales*» (p.104).

Des communautés qui échappent à la notion de travail clandestin puisque nous rappelle l'auteur le droit autorise l'entraide dans quatre cas : «*amicale, conjugale, familiale et agricole*». Les trois premiers concernent les liens unissant des personnes, la quatrième est une reconnaissance des liens forts tissés dans le monde agricole. Denis Bayon propose alors que l'une des revendications des SEL soit d'être inclus en droit dans cette définition de l'entraide.

Un débat qui anime les SEL, du côté des écologistes, est de savoir si la relance d'une activité d'échange n'entraîne pas une relance de la consommation. Denis Bayon répond ainsi : «*les relations sociales sont placées sous le signe du suffisant et ne visent pas un gain en monnaie ou une accumulation de richesses, mais la sécurité ou la paix : savoir qu'on peut compter sur ses voisins, qu'on peut vivre ici parce qu'il existe des ressources et compétences. Ceci passe nécessairement par une auto-limitation des besoins et des comportements ; les SEL libèrent l'activité individuelle et dans le même temps introduisent une auto-limitation*» (p.108).

Les SEL questionnent de nombreux domaines de la société, du fonctionnement de l'Etat, pose le problème des solidarités... autant de questions qu'aborde l'auteur. Concernant la solidarité, les impôts et les cotisations sociales prélevées sur les salaires, pourraient dans un SEL être remplacés par ce que l'on appelait les «*corvées*» : chantier collectif comme cela se fait déjà dans quelques groupes, ou bien une administration pourrait bénéficier d'un compte dans le SEL qui lui permettrait de commander des travaux dans la monnaie locale. De nombreuses pistes sont possibles. Ceux qui s'intéressent à la question des SEL trouveront dans ce nouvel ouvrage de nombreuses pistes de réflexion.

MB.

nellement à la richesse du territoire où l'on se place. Une sélection d'une vingtaine de textes commentés pour prendre connaissance de ces propositions toujours d'actualité.

Légumes d'aujourd'hui
de Sue Stickland
Ed. Terre Vivante (38711 Mens)
1998 - 190 p. - 139 F

Plaidoyer en faveur de la diversité génétique sous forme d'un beau livre montrant en photo des variétés an-

ciennes toujours disponibles aujourd'hui et dont tout jardinier pourra reproduire les graines sans passer par les marchands de semence de l'industrie. Fort agréable à lire et à regarder.

Le guide du jardinage biologique
de Jean-Paul Thorez
Ed. Terre Vivante (38711 Mens)
1998 - 314 p. - 99 F

Ce livre épais à tout petit prix est une réédition réactualisée d'un livre de base de

tout amateur de jardinage biologique. Réalisé de manière pratique, fortement illustré, très lisible. Un classique qui s'est déjà vendu à plus de 40 000 ex.

Apologies
de Diderot
Ed. Agone (Marseille)
1998 - 160 p. - 68 F

Texte écrit en 1770 lors de l'apparition du libéralisme qui s'oppose à la monarchie. Une longue préface de Michel Barrillon pour situer le contexte. Pour spécialiste.

Le trésor des méchancetés
de Jean-Manuel Traidmond
Ed. ACL (BP1186, 69202 Lyon cedex 01)
1998 - 100 p le volume - 28 F l'un

Après les dieux, les rois et les gouvernements (volume 1), l'auteur poursuit son inventaire avec classes, places, liasses (volume 2), avenir radieux, présent libidineux, passé odieux (volume 3), armée, justice, police (volume 4). Non anarchiste s'abstenir. Les autres rigoleront bien.

Les valeurs de partage

Au delà du débat sur la forme de Silence, j'aimerais pour le fond que vous insistiez plus sur les valeurs de partage comme étant un recours essentiel pour réussir à vivre ensemble où que ce soit. J'insiste aussi sur la notion de partage avec les générations à venir : cela me paraît fondamental et peut nous aider à vivre mieux et plus simplement. Il est très inquiétant de constater cette mentalité (très encouragée par les médias) qui consiste à vouloir profiter de tout, avec précipitation et avidité. Ceci ne nous rend jamais satisfaits, il faut toujours autre chose et vite : un autre voyage le plus lointain possible (en avion), d'autres matériels toujours plus récents, d'autres voitures pour flatter son égo, et ainsi de suite... Il y a une sorte d'emballement général de la consommation, en même temps que grandit l'exclusion : le tout ou rien. Cette grande orgie sans lendemain rend la Terre invivable, pour nous et plus encore pour les générations à venir. (...)

En changeant notre mode de vie, nous redécouvrirons les valeurs du partage, de la solidarité et du respect de la vie, actuelle et à venir. Pour cela, il faudrait d'abord nous respecter nous-mêmes et ne plus accepter de vivre comme des pillards «terminators».

Rémy Pierre Gray
Seine-et-Marne

OGM et végétarisme

Petite réflexion sur la consommation d'OGM. Comment être sûr de ne pas consommer d'OGM ? Même quand on mange des produits dits sans OGM, comment savoir si les ingrédients d'origine animale ne viennent pas d'animaux qui, eux, ont mangé des OGM ? (œufs, lait, graisses, viandes...). Plus on allonge la chaîne alimentaire, en mangeant de la viande au lieu des végétaux, plus grande est la consommation de végétaux en amont et donc le risque de manger des OGM.

Hélène Chevalier
Calvados

Tous ensemble

Nous avons été intéressés par les résultats de votre enquête sur la mouvance écologique (janvier 1999). Celle-ci prouve que les sentiments et l'engagement pour la défense de l'environnement peut aller de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. (...) De grâce, arrêtons les querelles intestines qui nous détruisent. Nous avons tous la même cause à défendre. Pour faire référence au vieux proverbe chinois comme quoi rien ne sert de donner du poisson à quelqu'un, il faut mieux lui apprendre à pêcher, on aura beau apprendre à pêcher à nos enfants, s'il ne reste plus de poissons, à quoi cela leur sera utile ?

Robert Fauchery
Saône-et-Loire

Taille des caractères

Je suis devenue très triste à la lecture du numéro de février de Silence, celui qui change de maquette, maquette plus aérée, dessins pas tellement plus beaux, photos plus petites et moins nombreuses, grisé de la page 19, blanc sur noir de la page 20, mais surtout ce qui est important pour moi, ce sont les caractères plus petits, vous savez comme ceux qu'on ne lit jamais en bas des contrats d'assurance, ou sur les pots de yaourts pour dire s'il y a des OGM. Ceci pour dire que je ne peux plus lire mon Silence adoré. (...)

Paule Besse
Hérault

Silence : nous avons rogné les marges et augmenté la taille des caractères dès le numéro de mars. Ça va mieux ?

18^e Foire Européenne du PAIN, VIN et FROMAGE ÉCO-BIOLOGIQUES

Rouffach (Alsace)

13 au 17 Mai 1999 (Ascension)

300 exposants
40 conférences
Animations



15 km au sud de Colmar RN 83

Tél. 03 89 78 53 15

Attac au profit de qui ?

En réponse à l'article de présentation d'Attac paru dans le n°241, nous n'acceptons pas d'être assimilés à de gentils sociaux-démocrates ayant pour vocation d'aménager le capitalisme financier pour le rendre moins douloureux.

Attac est un mouvement citoyen qui mène un «autre» combat. Celui de contraindre les élus de chaque pays à imposer aux lobbies libéraux la primauté de la représentation démocratique, la transparence et le droit imprescriptible des peuples à choisir leur devenir. Et la taxe Tobin dans tout ça ?

C'est un outil bien plus subversif que vous voulez bien le dire dans votre article.

1 - Elle permet aux citoyens «non experts» que nous sommes d'investir le champ de l'économique et du financier jusque là réservé à des «spécialistes» et de casser le mythe de la fatalité sur lequel s'appuient les chantres du marché pour nous faire avaler la «non gouvernance» («le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché oui», Alain Minc dixit). Nous en avons assez d'avaler des couleuvres !

2 - Le caractère international de cette taxe, invoqué par ses détracteurs pour la rejeter, met en lumière la prééminence de l'économique sur le politique (si le marché ne veut pas, alors ce n'est pas possible !) et donc l'incapacité de nos gouvernements à s'opposer à cette dérive. Face à cette incurie, nous revendiquons un «droit d'initiative populaire» : celui d'exiger que la question soit mise en débat !

3 - La vocation redistributive de la taxe Tobin (c'est un impôt) est un levier pour aborder l'identité et la légitimité de la (ou des) instances qui la collecteront et la redistribueront. Quand vous désignez la Banque mondiale ou le FMI, cela n'engage que vous. L'absence de contrôle démocratique sur ces institutions internationales (1 voix = 1 dollar) leur interdit ipso facto d'être destinataire de ces recettes. Nous voulons participer à la création de nouvelles formes de gouvernances démocratiques et représentatives à l'échelle de la planète !

4 - Enfin, la mise en place d'un impôt mondial ne se conçoit pas sans débattre de la politique au service de laquelle il sera levé. Le développement durable, qu'est-ce que c'est ? Nous n'avons pas réponse toute faite à cette question. Mais des convictions, des expériences multiples et la volonté d'interpeller nos concitoyens sur ces questions.

La taxe Tobin est un outil, ce n'est pas un projet. D'ores et déjà, nous ouvrons d'autres chantiers (paradis fiscaux, fonds de pension, résistances au FMI...) et nous nous employons partout, à reconquérir ces espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière, nous nous opposerons à tout nouvel abandon de la souveraineté des Etats devant le «droit» des investisseurs et des marchands. Nous ne voulons pas vivre sous les diktats que nous pondent chaque jour les maîtres de la finance.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous voulons réagir à vos écrits caricaturaux. (...)

Jean-Luc Cippière

Attac Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

Marche espérantiste



Après lecture de l'article «pays imaginaire» du numéro sur l'espéranto, vous nous demandez nos réactions. Je dis que c'est très bien. Il faut que le monde espérantiste se réveille et fasse entendre au grand maître USA que l'anglais n'est que la langue du fric. Il faut aussi aller devant les portes du Parlement européen pour faire entendre aux politiciens le beau son de la langue universelle, fraternelle... Après l'euro, faisons la promotion de l'espéranto comme langue de l'union, bien sûr comme langue auxiliaire.

Michaël Simon
Gard

Silence : pour le moment, pas de marche espérantiste en vue, très peu de réactions des lecteurs, aucune des organisations espérantistes.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 170 Racisme et environnement
Péniche pour la paix, Bio-Lopin, Logiques sécuritaires... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir
Feuille d'érable, Palestine-Israël, Dérive technologiste 20 F
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
Déchets toxiques, Développement et aide, Malville... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant
Transports saussés, Réduction et ouverture (3)... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ?
Déchets, AC / Voile, Développement durable... 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1)
Malville, Pub dans boîtes aux lettres... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2)
Artisans du Monde, Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
Maison de quartier de Neudorf, Bhopal... 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1)
Israël, Asie, Marcher, Société informatico-policière... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2)
Neve Shalom, Solaire en régions froides, Matérielisme 23 F
- 189 Autonomie toujours
Réseau Saussé, Cun du Larzac, Servas, Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial
Brennelis, Malville, Retraite et chômage... 23 F
- 191 Santé et autonomie (1)
Climat, Champ d'action, Loi et femmes, Grünen... 23 F
- 195 Stop Essais
Campagne contre reprise, Israël / Vanunu, Sonport... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône
ASJ Grenoble-Sisteron, Santé et autonomie (4), Irlande 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1)
La Hague, Grünen et non-violence, Amiante, Salsigne 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
Turquie sanglante, Santé et autonomie (5)... 35 F
- 201 Maree noire sur droits de l'homme
Monju, Loi de programmation militaire, Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables
Maotorn, Première, L'Impatient, Censeur solaire... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire
Sites, Déchets, Tchernobyl, Economies, Renouvelables 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord
Femmes algériennes, Santé et autonomie (6), Travail 23 F
- 205 Radios actives
G7, Solaire au Népal, Boutelles, Médias et social... 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
Presse différente, Internet, Santé et autonomie (7)... 35 F
- 211 L'équivoque humanitaire
Superphénix, SEL et informel, Tibet, Vache folle... 25 F
- 212-213 Ecologie et Etat
SEL, La Hague, Communication ONG, Palestine... 38 F
- 216 Femmes et santé
Malaisie, SEL et dons, Accueil des étrangers... 25 F
- 217 L'impaissant hui
Le Carnet, Semaine sans télé, Canal Rhin-Rhône... 25 F
- 218 Alternatives en Alsace
Une trentaine d'articles sur la région... 25 F
- 219 Retrouver les forêts sauvages
Le Carnet, Femmes et santé, SEL et contrat civique... 25 F
- 220-221 Environnement au féminin
Santé et autonomie (10), Développement, Pétrole... 25 F
- 225 Gandhi aujourd'hui
Développement, Femmes et santé, SEL... 25 F
- 226-227 Vivre ensemble
SEL, Santé et autonomie (11), Velo, Morturoa... 38 F
- 229 Finances solidaires
AMI et mondialisation, Mais Fou, Fourres, Kanaki... 25 F
- 230 Plantes folles en accusation
Eco-Village Los Angeles, Femmes & Santé, Semences 25 F
- 231 La télé... visée
Greenpeace, Développement, Sale gueule du travail... 25 F
- 232 EDF ment !
Lait en poudre, eaux minérales, SEL, La Hague... 25 F
- 235 Lien social et jardinage
Planète Titanic, Indochine, Negawatts, Internet... 25 F
- 236 Contre la MacDonaldisation
Grünen, Chômage, Ecologie mentale, Armes nucléaires 25 F
- 237 Alternatives à la mondialisation
Chasse, Val Dieu, Femmes et santé, Avions... 25 F
- 239-240 Enquête sur les écologistes
Déchets, Réfractaires au plus fort de la guerre, Nucléaire 38 F
- 241 OGM, mauvaise réponse à la faim
Corns du rhinocéros, Propagande nucléaire... 25 F
- 242 Eaux, la pollution de nos WC
Vêtements venus de l'est, Voyages en Chine, La Cravirala 25 F
- 243 Pesticides, les enfants face au cancer
Chauffage électrique & nucléaire, Politique, Nord-Sud... 25 F

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Le maoïsme libertaire... 85 F
- Tchernobyl... 72 F
- La critique sociale... 65 F
- Ambiance bois... 90 F
- L'habitat écologique... 98 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord... 25 F
- La menace climatique... 30 F
- Radioactivité, les faibles doses... 30 F
- Les métiers de l'écologie... 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale... 30 F
- SEL : pour changer d'échangers... 50 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table... 89 F
- Séphastoché, mon premier censeur... 36 F
- Un censeur solaire facile à faire... 20 F
- Construisez votre cuisinière solaire... 30 F
- Cuisseurs solaires pliable... 20 F
- Nucléaire ? Non merci... 75 F
- Le nucléaire détrôné... 30 F
- La liberté de circuler... 70 F
- Quelle écologie radicale ?... 70 F
- Où va le climat ?... 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosystème (Montréal)**
- La belle vie... 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie... 65 F
- Pour un pays sans armée... 65 F
- Pour que demain soit... 65 F
- L'écophilie ou la sagesse de la nature... 65 F
- Moi, ma santé... 65 F
- Deux roues, un avenir... 80 F
- L'Ecologie politique... 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés... 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'auto-finançait... 85 F
- Des ruines du développement... 65 F
- Les carnets d'un militant... 80 F
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste... 110 F
- La simplicité volontaire... 80 F
- Ed. Deleatur (Angers)**
- La dictature de la croissance... 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?... 35 F
- Société à refaire : une écologie de la liberté... 88 F
- Philo écologie et politique de l'anarchisme... 38 F
- Sociobiologie ou écologie sociale... 20 F
- Le rêve au quotidien... 75 F
- Pensée sociale d'Elisée Reclus... 70 F
- Ed. Utovie (Landes)**
- Nous sommes peut-être frères... 36 F
- L'homme qui plantait des arbres... 36 F
- N'hésite pas à le dire... 30 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le solaire pour tous... 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)
- Découvrez les vraies richesses... 96 F
- Ed. Voici la Clef (Québec)**
- Les affranchis de l'an 2000... 110 F
- Ed. Ruralis (Lot-et-Garonne)
- L'exode urbain est-il pour demain ?... 89 F
- Ed. d'en bas (Lausanne)**
- L'énergie au futur... 120 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaires... 98 F
- Gestion des déchets... 98 F
- Les sols... 98 F
- L'eau... 98 F
- La radioactivité... 98 F
- L'alimentation... 98 F
- La diversité biologique... 98 F
- L'air... 98 F
- Le bruit... 98 F
- Les déchets dangereux... 98 F
- Ed. Ostal del Libre (Catal)**
- Jouets de toujours... 120 F
- Jouets sonores... 120 F
- Ed. du Faysse (Lot)**
- Le guide des alternatives... 95 F
- Ed. Terre Vivante (Mens)**
- Facteur 4... 118 F
- Ed. Dagorno**
- Tout nucléaire, une exception française... 10 F
- Rwanda, un génocide français... 10 F
- Frais de port**
- 1 ouvrage... 15 F
- 2 ouvrages... 28 F
- 3 ouvrages et plus... 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

- | | | | |
|--|----------------------|--|-----------------------|
| FRANCE METROPOLITAINE | | BELGIQUE | |
| <input type="checkbox"/> Particulier | 12 n°... 240 FF | <input type="checkbox"/> Particulier | 12 n°... 1740 FB |
| <input type="checkbox"/> Institution | 12 n°... 480 FF | <input type="checkbox"/> Institution | 12 n°... 2880 FB |
| <input type="checkbox"/> Soutien | 12 n°... 300 FF et + | <input type="checkbox"/> Soutien | 12 n°... 1800 FB et + |
| <input type="checkbox"/> Petit futur | 24 n°... 420 FF | <input type="checkbox"/> Petit futur | 24 n°... 2520 FB |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex | 3 x 12 n°... 630 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex | 3 x 12 n°... 3780 FB |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex | 5 x 12 n°... 950 FF | <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex | 5 x 12 n°... 5700 FB |
| <input type="checkbox"/> Petit budget France | 12 n°... 190 FF | AUTRES PAYS ET DOM-TOM | |
| | | <input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger | 12 n°... 290 FF |

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B-1380 Ohain

Pour une écologie anti-politique

Lecteurs de Silence depuis de nombreuses années, nous constatons que vous êtes le seul journal alternatif et écologiste qui maintient une orientation indépendante et autonome (...) à une époque où, malheureusement, beaucoup de publications qui se réclament également de la mouvance alternative hissent le drapeau des alternatives en temps de calme politique et le mettent en berne dès qu'approchent des échéances électorales.

Ceux qui «hégémonisent» la mouvance alternative et prétendent parler en son nom se font chaque fois les rabatteurs de voix pour la gauche au deuxième tour des élections. Et tous ceux qui se refusent à ce choix sont catalogués au mieux comme irresponsables, au pire comme allié objectif de la droite (...).

La gauche et les écologistes alternatifs n'ont pas les mêmes buts ! Les divergences ne portent pas uniquement sur les moyens pour parvenir à transformer la société. L'idéologie de la gauche, dans son ensemble, repose sur l'idée que le progrès technique est bon pour l'homme et la société et que le but de l'action politique est une plus juste répartition des richesses produites. La gauche réduit l'homme à une entité économique : producteur et consommateur. Elle réduit le progrès humain à la possession de biens matériels. (...) Les alternatifs et écologistes n'ont jamais rien gagné à courtiser la gauche. Cette pratique n'a pu qu'accréditer dans l'opinion publique l'idée que les écologistes et les alternatifs n'étaient qu'une composante de la gauche : la cinquième roue du carrosse ou le supplément d'âme. Cette conception d'allié naturel de la gauche officielle est issue de l'expérience du PSU et des groupes gauchistes trotskistes dont beaucoup de transfuges ont investi le mouvement écologiste et alternatif (...). Cette stratégie a abouti à l'éclatement du regroupement Arc-en-Ciel en 1988, puis à l'éclatement des Verts multicolores et a conduit à la vassalisation des Verts de l'ère Voynet au sein d'une gauche «plurielle» hégémonisée par un PS productiviste et nucléocrate (...).

Les Verts d'aujourd'hui jouent le rôle du PSU hier. Les Verts servent à empêcher l'émergence d'une force alternative totalement en rupture avec l'idéologie de la gauche productiviste. Cette gauche qui se dit alternative ou rouge et verte prétend que le temps presse et décrète qu'il n'y a pas d'autres solutions que d'emprunter les autoroutes électorales avec les grosses cylindrées de la gauche productiviste pour aboutir à un véritable changement de société. Pour arriver dans les temps et se partager les prix, elle en oublie en cours de route ce qui fait la spécificité des alternatives à visée écologiste : une autre logique dans le rapport au pouvoir et dans le rapport au temps. Développer des alternatives à visée écologiste nécessite d'emprunter d'autres chemins (...). Pour cela, il faut avoir le courage d'avoir confiance en soi et accepter de grandir en faisant l'expérience de sa propre autonomie : c'est en marchant que l'on construit son propre chemin.

S'engager dans des expériences vécues. Il faut aujourd'hui s'engager dans une longue marche qui vise à développer et à renforcer de véritables pratiques alternatives et écologistes partout où cela est possible ; à en faire le bilan et à populariser ces pratiques afin de constituer un courant de soutien pour désenclaver ces expériences et tisser des réseaux de solidarité afin de combattre l'encerclement organisé par le productivisme. C'est à partir d'expériences réellement vécues avec leurs succès et leurs échecs que l'on pourra élargir l'audience de la mouvance alternative et écologiste auprès des citoyens (...). Le changement de mode de vie doit être expérimenté et ressenti par les alternatifs (...) pour que le moment venu, lorsque la situation sera réellement devenue intolérable, tous ceux qui refuseront la désespérance puissent trouver une boussole pour s'orienter dans les sentiers inconnus de la plupart d'entre eux, mais défrichés par ceux qui auront expérimenté les alternatives au productivisme (...). Parmi ceux qui votent écologiste, peu sont prêts à s'engager dans une véritable transformation de leur mode de vie et d'être au monde. Ils attendent que le changement vienne d'en haut, que les écologistes s'occupent des dossiers en spécialistes de l'environnement. Leur vote écologiste est plus l'expression d'une peur diffuse et d'une angoisse quant à l'avenir, qu'une prise de conscience de la nécessité d'un changement radical dans le mode de développement et d'organisation de la société. Pour cette raison, la participation aux élections ne doit pas tomber dans l'électoratisme, c'est-à-dire présenter des propositions qui soient acceptables par le plus grand nombre mais permettre d'éclairer ceux qui peuvent l'être sur les raisons profondes de la situation que nous vivons et avancer des propositions transitoires dans les domaines où cela est possible pour sortir de la logique productiviste, sans se faire d'illusion quant aux possibilités réelles de mettre en œuvre de telles propositions sans un mouvement porteur de ces aspirations.

Les élections comme une tribune. De ce fait, la participation aux élections doit résulter de la volonté de gagner de plus en plus d'individus à la dynamique de la mutance dont l'humanité a besoin pour se réconcilier avec elle-même (...). Passer de la démocratie représentative actuelle à la démocratie participative implique une véritable révolution culturelle qui demandera du temps et des mesures à inventer pour devenir vraiment effective (...).

Le vote en faveur du FN ne cessant de gagner du terrain, (...) le vote écologiste pouvait incarner une alternative au discours d'exclusion et d'autoritarisme du FN. Pendant les années Mitterrand, inséparables des années Le Pen et Tapie, le Parti socialiste ne pouvait tolérer l'émergence d'une force écologiste alternative et a déployé tous ses efforts pour faire échouer ce projet. D'abord par la création de Génération écologie de Brice Lalonde (...). Lalonde étant une girouette (...), le PS s'est tourné vers les ex-militants du PSU qui avaient entrepris (...) de conquérir la direction des Verts et de remplacer Waechter par Voynet. Les Verts sont aujourd'hui un parti de la gauche «plurielle» représentés au gouvernement par un ministre otage (...).

Ainsi à l'écologie apolitique des années 60 et à l'écologie politique des années 80, il faut substituer une nouvelle voie pour refonder une force écologiste au-delà de la droite et de la gauche ; celle de l'écologie anti-politique qui s'appuie sur le constat historique que les transformations authentiques et les avancées culturelles dans nos sociétés n'ont jamais été obtenues ni par les élections ni par la révolution. Seul l'engagement des acteurs en cohérence avec leurs idées et leurs actes et le développement de mouvements d'opinions sur les problèmes de société sont porteurs de transformations réelles.

L'écologie anti-politique trouve ses fondements dans les réflexions et les travaux d'auteurs tels que Jacques Ellul, François Partant, René Macaire, Serge Mongeau et Gyorgy Konrad, un sociologue hongrois auteur d'un livre sur «l'anti-politique» (Ed. La Découverte). Elle est fondamentalement non-violente (...) car elle partage avec Gandhi cette conviction éthique que la fin réside dans les moyens (...).

C'est donc dans cette voie de l'écologie anti-politique que le CREDASE appelle tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche à s'engager aujourd'hui pour construire dans la durée, des alternatives à la société productiviste gérée tant par la gauche que par la droite.



DOMUS

construction vivante

Matériaux-Peintures écologiques

Vente directe d'usine

Gros et détail

LE N°1 EN FRANCE

Nouveaux Isolants naturels

DAEMWOOL® DOMEXCEL®

Cellulose (prête à poser), lin, laine de mouton, chanvre, liège expansé, VRAC, ROULEAUX, PANNEAUX

Sous-toitures respirantes

pare-pluie, pare-vapeur, film anti-humidité sous chapes

Peintures naturelles BioPin®

laque, lasure Intempérie huile dure, cire et vernis

Fondur, imprégnation, teinte

Revêtements sains sols et murs

liège, linoléum, panneaux feutrés

Enduit de lissage et décoratif

pâte à papier, glacis muraux,

Traitement des bois XYLENA®

préventif, curatif, non-toxique fongicide, insecticide, antitermite

Électricité domestique non polluante : BIOLOGA®

fils, câbles et nappes blindés, interrupteurs de champs E.M.

TARIFS 99 EN BAISSÉ

Prix spéciaux aux Artisans, aux Prescripteurs et Géobiologues

et toujours la vente directe aux Particuliers et Auto-Constructeurs

NOUVELLE LOGISTIQUE

DOMUS premier importateur français, livre dans toute la France en 48 heures au départ de TROIS entrepôts nationaux et SEPT relais régionaux

DOMUS-DIFFUSION recherche des revendeurs et des applicateurs

documentation gratuite
 Domus BP 50-SI 09120 VARILHES
 Tél : 05 / 61 67 73 45
 Fax : 05 / 61 60 86 66

Pierre SAINDRICHIN